

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES SALARIÉS DE L'ÉTAT ET L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE
DANS LES MUNICIPALITÉS DE
CERRO ET PLAZA DE LA REVOLUCIÓN
À LA HAVANE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
CHRISTIAN NADEAU

AOÛT 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	VI
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES ACRONYMES.....	IX
RÉSUMÉ.....	X
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE À TRAVERS LES ÉCRITS.....	3
1.1 Présentation de la recension des écrits.....	3
1.2 L'économie souterraine.....	5
1.3 L'économie souterraine à Cuba.....	10
1.4 Portrait démographique.....	17
1.5 Les classes sociales.....	18
1.6 Budget familial.....	25
1.7 Revenus des ménages.....	28
1.8 Dépenses des ménages.....	33
1.9 Questions de recherche et hypothèses.....	41
CHAPITRE 2 MÉTHODOLOGIE.....	44

2.1 Univers d'analyse.....	44
2.2 La grille d'analyse.....	44
2.3 La méthode dite « 1, 2, 3 ».....	45
2.4 L'enquête	46
2.5 Les entrevues formelles	46
2.6 Les entretiens informels.....	52
2.7 En résumé.....	53
CHAPITRE 3 MONOGRAPHIE	55
3.1 Le logement	56
3.2 La nourriture	61
3.3 Les produits d'hygiène.....	73
3.4 La santé	74
3.5 L'éducation	77
3.6 Les services publics	77
3.7 Les vêtements.....	79
3.8 Les biens durables.....	82
3.9 Les transports.....	85
3.10 Les loisirs	86
3.11 Le travail pour l'État.....	90

3.12 Le travail indépendant.....	93
3.13 Le marché noir	99
3.14 La lutte contre la corruption.....	99
3.15 Les arrestations et les peines.....	101
CHAPITRE 4 ANALYSE	103
4.1 Portrait démographique de l'échantillon.....	103
4.2 Les classes sociales.....	116
4.3 Validation des hypothèses.....	123
4.4 En résumé.....	135
CONCLUSION.....	136
GLOSSAIRE.....	140
BIBLIOGRAPHIE.....	141

LISTE DES FIGURES

Figure 4.1 Carte des municipalités de La Havane	104
Figure 4.2 Répartition selon le sexe du chef de famille.....	107
Figure 4.3 Graphique de la répartition selon l'origine raciale	108
Figure 4.4 Graphique de la répartition selon l'âge de travailler.....	109
Figure 4.5 Graphique de la répartition du nombre de travailleurs pour l'État par ménage dans les zones urbaines	111
Figure 4.6 Graphique de la répartition du nombre d'inactifs en âge de travailler par ménage dans les zones urbaines.....	112
Figure 4.7 Graphique de la répartition selon le niveau de scolarité atteint des travailleurs .	114
Figure 4.8 Graphique de la répartition selon l'occupation des travailleurs	114
Figure 4.9 Graphique de la proportion des ménages qui reçoivent ou acquièrent des devises	115
Figure 4.10 Ordonnancement des ménages en fonction de l'indice du niveau de vie.....	122
Figure 4.11 Graphique de la moyenne des salaires, des primes au travail et des dépenses en nourriture, en produits d'hygiène, vestimentaires et totales des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.	124
Figure 4.12 Graphique de la répartition des sources de revenus monétaires des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.....	125
Figure 4.13 Graphique de la répartition des dépenses entre l'économie officielle et le marché noir des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.	126

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Sous catégories composant les activités <i>souterraines</i> selon la catégorisation des activités économique à Cuba établie par Ritter (2006).....	14
Tableau 1.2 Sous catégories composant les activités <i>criminelles</i> selon la catégorisation des activités économique à Cuba établie par Ritter (2006).....	15
Tableau 1.3 Décomposition de la population cubaine en fonction de l'activité économique	18
Tableau 1.4 Évolution du coefficient Gini à Cuba	19
Tableau 1.5 Revenus d'une famille de deux adultes et un enfant à La Havane en 1998.....	27
Tableau 1.6 Dépenses d'une famille de deux adultes et un enfant à La Havane en 1998.....	27
Tableau 1.7 Distribution des dépenses de consommation d'un ménage fictif de deux adultes et un enfant à revenus moyens à La Havane en 1998.....	34
Tableau 1.8 Liste des produits offerts par le livret de rationnement en juillet 1998 à La Havane	36
Tableau 1.9 Répartition des dépenses en alimentation des ménages à La Havane en 2001...	37
Tableau 1.10 Liste de prix de produits vendus sur le marché noir à La Havane en 1998.....	39
Tableau 1.11 Liste de produits vendus en CUC que permet d'acheter le salaire moyen en 2002 à Cuba.....	39
Tableau 2.1 Thèmes et dimensions explorés lors des entrevues ouvertes.....	49
Tableau 2.2 Questionnaire utilisé lors des entrevues avec formulaire	51
Tableau 3.1 Termes utilisés dans la monographie pour exprimer les proportions au sein de l'échantillon.....	55
Tableau 4.1 Répartition selon la municipalité de résidence	105
Tableau 4.2 Répartition selon le sexe.....	106
Tableau 4.3 Taux d'occupation de la population en âge de travailler.....	110
Tableau 4.4 Moyenne du nombre de personnes par habitation	116

Tableau 4.5 Catégorisation des municipalités de La Havane en fonction de la situation socioéconomique de leurs citoyens..... 118

Tableau 4.6 Principaux facteurs démographiques biaisant la situation socioéconomique des ménages de l'échantillon..... 120

LISTE DES ACRONYMES

BID	Banque interaméricaine de développement
CDR	Comité de defensa de la revolución (Comité de défense de la révolution)
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CUC	Le <i>peso cubain convertible</i> est une des deux monnaies officielles de Cuba.
INIE	Instituto Nacional de Investigaciones Económicas de Cuba (Institut national de recherches économiques de Cuba)
OIT	Organisation internationale du travail
ONE	Oficina Nacional de Estadísticas de Cuba (Office national des statistiques)
PCC	Partido Comunista de Cuba (Parti communiste cubain)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Ce mémoire approfondit les connaissances portant sur le phénomène de l'économie souterraine cubaine. La recherche porte sur l'étude des salariés de l'État dont le domicile est situé dans les municipalités de *Cerro* et *Plaza de la revolución* à La Havane. En sus de l'économie souterraine, la recherche traite aussi des classes sociales et du budget familial à Cuba. Ce mémoire comprend une monographie de 45 pages.

La recherche a été réalisée à partir d'une enquête de terrain d'une durée de trois mois. Cette enquête a été centrée sur des ménages dont les soutiens reçoivent un salaire de l'État cubain. Elle a débuté par une dizaine d'entrevues exploratoires au cours desquelles le budget familial des ménages a été abordé. Les informations recueillies lors de ces entrevues ont mené à l'élaboration d'un questionnaire couvrant systématiquement les postes de dépenses et les sources de revenus des ménages. Ce questionnaire a servi à la réalisation d'une dizaine d'entrevues additionnelles.

Les résultats démontrent que les salariés de l'État reçoivent un salaire insuffisant pour boucler leur budget et qu'ils recourent à l'économie souterraine pour réduire leurs dépenses et augmenter leurs revenus. Les résultats démontrent aussi qu'une part significativement importante de la production de l'économie cubaine se cache dans l'économie souterraine et reste non comptabilisée dans les données officielles.

Enfin, l'étude montre que les classes sociales à Cuba ne se limitent pas à une séparation entre les riches qui auraient accès la monnaie forte et les pauvres confinés à la monnaie faible. Ce sont plutôt la fréquence, la régularité et le montant des revenus de chacun qui déterminent l'appartenance à une classe sociale. En conséquence, l'idée d'une société cubaine à deux niveaux, calquée sur les deux monnaies ayant cours à Cuba, fait place à un cadre d'analyse des classes sociales à partir d'une stratification des revenus.

Mots clés : Cuba, économie souterraine, classe sociale, budget familial

INTRODUCTION

Ce mémoire vise à approfondir les connaissances portant sur le phénomène de l'économie souterraine à Cuba. La recherche porte sur l'étude de l'économie souterraine chez les travailleurs salariés de l'État dont le domicile est situé dans les municipalités de *Cerro* et *Plaza de la revolución* à La Havane.

L'intérêt de ce sujet de recherche provient du fait que l'économie souterraine à Cuba est caractérisée à la fois par l'ampleur du phénomène et par la carence d'information. Le mémoire porte sur les travailleurs salariés de l'État, car ceux-ci représentent plus de 77 % de la population active à Cuba et que nous n'avons recensé aucune étude portant sur l'économie souterraine chez ces travailleurs.

Ce mémoire ambitionne d'exposer les dépenses effectuées sur le marché noir et les revenus obtenus du travail au noir par les salariés de l'État. Il vise à démontrer que ces travailleurs reçoivent un salaire insuffisant pour boucler leur budget et qu'ils ont recours à l'économie souterraine pour augmenter leurs revenus et diminuer les coûts de leurs dépenses. Il vise aussi à démontrer que l'économie cubaine produit en réalité beaucoup plus que ce qu'en disent les données officielles. Il s'intéresse aux fins individuelles du marché noir, c'est-à-dire la survie, la consommation et l'enrichissement. Enfin, il se penche sur la légitimité accordée par les sujets à la lutte du régime cubain contre l'économie souterraine.

Pour réaliser cette recherche, nous avons opté pour une enquête de terrain. Nous avons débuté l'enquête par une dizaine d'entrevues exploratoires au cours desquelles le budget familial des sujets interviewés a été abordé. À partir des informations récoltées lors de ces entrevues, nous avons ensuite élaboré un questionnaire couvrant systématiquement les postes de dépenses et les sources de revenus des ménages. Nous nous sommes servi de ce questionnaire pour réaliser une dizaine d'entrevues additionnelles. Enfin, nous avons aussi procédé à des entretiens de manière informelle pour approfondir certains aspects de l'économie souterraine cubaine.

Le mémoire comporte quatre chapitres. Le premier chapitre décrit, à partir d'une recension des écrits, l'économie souterraine, la démographie, les classes sociales et le budget familial des ménages à Cuba. Il introduit aussi les questions de recherche et les hypothèses. Le deuxième chapitre présente la méthodologie utilisée. Le troisième chapitre dépeint, dans une monographie, la relation au quotidien des personnes interviewées avec l'économie souterraine. Enfin, le dernier chapitre dresse le portrait démographique des sujets interviewés, analyse leur positionnement au sein des classes sociales et valide les hypothèses de la recherche.

CHAPITRE 1

L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE À TRAVERS LES ÉCRITS

Ce chapitre débute par une présentation d'une recension de la littérature portant sur l'économie souterraine cubaine. Cette présentation est suivie d'une entrée en matière portant sur les facteurs déterminants de l'économie souterraine dans les pays à planification économique centralisée, dans les pays latino-américains et à Cuba, en particulier. Ce chapitre se poursuit avec un portrait de la démographie et des classes sociales à Cuba. Une description du budget familial cubain est ensuite développée à partir de la littérature consultée. Enfin, les questions et les hypothèses de recherche sont exposées.

1.1 Présentation de la recension des écrits

Nous avons recensé très peu d'écrits portant spécifiquement sur l'économie souterraine à Cuba. Cependant, Archibald Ritter, professeur en économie et en affaires internationales à l'Université Carleton à Ottawa, a publié, en 2005 et en 2006, trois articles sur le sujet. Cet auteur a écrit considérablement sur l'économie cubaine en général et, depuis 2005, sur l'aspect informel de cette économie. Ses recherches reposent principalement sur des revues d'articles de journaux.

Ritter se dit surpris du peu d'écrits sur l'économie souterraine cubaine. Au sein même de Cuba, il n'a recensé aucune recherche académique. Comme nous l'avons nous-même constaté, il remarque que certains articles de journaux cubains font référence au problème de la corruption, mais sans en développer d'analyse approfondie. À l'extérieur de Cuba, Ritter a recensé cinq articles de journaux et cinq études académiques. Les articles de journaux traitent de location illégale de films, de loteries illégales, d'intermédiaires liés au marché noir et de l'économie souterraine en zone rurale. Enfin, un seul article du *Globe and Mail* porte sur l'économie souterraine en général (Jiménez, 2005). Des cinq études académiques, deux ont été écrites par Ritter lui-même, deux autres l'ont été par J. Pérez-López dont une

publication récente porte sur les manifestations de la corruption à Cuba et, enfin, la dernière étude traite des restaurants, taxis et chambres offerts aux touristes et des activités illégales qui y sont liées (Henken in: ASCE, 2002). Ainsi, de manière générale, l'économie souterraine constitue un aspect sous étudié de l'économie cubaine (Ritter, 2006, p.3).

J. Pérez-López, un des deux auteurs d'écrits académiques recensé par Ritter, confirme que bien peu d'information existe sur l'ampleur et la profondeur de la corruption à Cuba (Pérez-López in: ASCE, 1999, p.460). Son article s'appuie essentiellement sur des articles de journaux lorsqu'il traite de la corruption à Cuba au cours des récentes années. Un autre auteur, Alvarez (2001, p.312), affirme pour sa part que, selon lui, seul Pérez-López aurait traité spécifiquement de l'économie souterraine à Cuba dans un texte publié en 1995. En effet, Ritter et Henken ont publié sur le sujet après l'article d'Alvarez.

Bien que très peu d'écrits académiques portent spécifiquement sur la corruption récente à Cuba, beaucoup d'auteurs abordent le sujet. Ils traitent du marché noir, du travail au noir, d'illégalités, de « détournement » des biens de l'État et de beaucoup d'autres aspects de la corruption à Cuba au cours des récentes années. Dans ce chapitre, nous ferons référence à plusieurs de ces écrits. Ils serviront d'appuis à l'analyse de notre enquête.

Certaines de nos références offriront un point de vue proche de celui du gouvernement cubain. Ainsi, plusieurs statistiques et observations proviendront de l'Annuaire statistique de Cuba de 2005 (ONE, 2005), ainsi que d'un document intitulé *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*, publié conjointement par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et par l'Instituto Nacional de Investigaciones Económicas de Cuba (INIE) (CEPALC, 2004). De plus, nous ferons référence à quelques reprises à des interventions publiques faites par des dirigeants cubains.

Nous sélectionnerons aussi des textes publiés par l'Église catholique à Cuba. L'Église catholique étant la seule institution non officielle reconnue à Cuba, ses publications présentent, au sein même de Cuba, la seule opinion indépendante de l'État. *Vitral*, sa publication la plus audacieuse, offre des critiques de l'économie cubaine, ainsi que des réflexions sur le quotidien des Cubains.

De plus, nous présenterons le budget d'une famille fictive à revenus moyens, tel qu'établi par Roux (1999), avec le détail des différents postes de dépenses du budget. Nous exposerons aussi de diverses manières la répartition des dépenses des ménages à Cuba à partir d'articles que nous avons recensés à cet égard. Enfin, nous exposerons une liste des prix, établie par Alvarez (2001), de certains produits vendus sur le marché noir à La Havane, en 1998.

Nous référerons à plusieurs articles académiques pour appuyer des commentaires sur les classes sociales, le travail formel, le travail au noir, les envois de *remesas*, etc. Enfin, nous donnerons souvent des exemples de ce que nous avancerons à partir d'articles que nous aurons puisés dans les journaux.

1.2 L'économie souterraine

1.2.1 Le sens des concepts

Aux fins de ce mémoire, nous nous sommes inspiré des définitions et des typologies de l'économie informelle proposées par Adair (1989, p. 89-96) et par Ritter (2006, p.3-8). Selon la typologie que nous avons retenue, l'économie informelle coexiste avec l'économie officielle et elle est composée de l'économie souterraine, de l'économie criminelle, de l'économie domestique et de l'économie solidaire.

Dans l'économie officielle, le marché et l'État régulent conjointement un système d'allocation de biens et services. De l'autre côté, l'économie informelle comprend ce qui est exclu de cette définition de l'économie officielle. Elle est subdivisée en quatre catégories, les deux premières sont de nature monétaire, alors que les deux autres ne le sont pas :

1. *L'économie souterraine* concerne le travail au noir et sa contrepartie, le marché noir. Le travail au noir est principalement lié aux activités saisonnières, aux travaux peu spécialisés (distribution, gardiennage) et aux services spécialisés (plomberie, électricité). Les produits fabriqués par le travail au noir sont vendus sur le marché noir.

2. *L'économie criminelle* concerne les activités criminelles qui comprennent la contrebande, le vol et l'extorsion. Certains produits d'activités criminelles, tel que le vol, se retrouvent sur le marché noir.
3. *L'économie domestique* recouvre le travail domestique et l'autoproduction en tant qu'activités non marchandes destinés à la consommation finale. Elle comprend, en particulier, les activités ménagères, le jardinage et le bricolage.
4. *L'économie solidaire* produit des services à l'intention de la famille, du voisinage et d'associations selon les principes non monétaires de réciprocité et de redistribution. À titre d'exemple, la garde d'enfant et l'aide à domicile, sans contrepartie monétaire, relèvent de l'économie solidaire.

Ce mémoire porte sur l'économie souterraine en tant que composante de l'économie informelle. Il vise principalement l'étude du travail au noir et du marché noir. Cependant, il tient aussi compte de la propriété étatique des moyens de production en vigueur dans l'économie socialiste cubaine et les nombreuses restrictions portant sur des activités économiques normalement légales dans les pays à économie de marché. À cet égard, ce mémoire traite aussi des détournements de biens appartenant à l'État (vols d'une partie de la marchandise produite sur le lieu de travail) et de vente de produits illégaux (par exemple, la vente de bœuf est passible de 20 ans de prison). Nous avons choisi de tenir compte de ces activités, car elles sont socialement acceptées à Cuba.

1.2.2 Les facteurs déterminants

Les monopoles, les pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires et l'imputabilité d'un gouvernement constituent des facteurs favorables au développement de l'économie souterraine dans un pays. Ainsi, les gouvernements qui opèrent de grandes entreprises étatiques, détenant de surcroît un monopole, sont statistiquement davantage enclins à un niveau élevé de corruption. De même pour ceux qui limitent la compétition dans le secteur privé par une réglementation excessive. La portée des pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires détermine l'ampleur des bénéfices qu'ils peuvent retirer de la corruption. L'opacité dans les opérations d'un gouvernement, dont l'absence de droit de regard d'une

presse indépendante, constitue aussi un facteur propice au développement de l'économie souterraine (Pérez-López in: ASCE, 1999, p.455).

1.2.3 Les pays à planification économique centralisée

L'une des principales caractéristiques des pays socialistes à planification économique centralisée, tels ceux de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), réside dans la propriété de l'État de quasiment tous les moyens de production, depuis les grandes entreprises jusqu'au petit kiosque de vente. La propriété publique généralisée engendre l'impossibilité d'identifier le propriétaire d'un bien et, en conséquence, l'appropriation pour usage privé des ressources de l'État. La propriété publique des moyens de production implique aussi des restrictions concernant les activités privées qui n'attendent que d'être contournées par des individus entrepreneurs avec la complicité de fonctionnaires corrompus. Ainsi, les économies socialistes de l'ex-URSS, de la Chine et de Cuba présentent plusieurs caractéristiques propres à favoriser le développement de l'économie souterraine. En particulier, le secteur public dans ces pays atteint une large proportion de l'économie, implique une énorme bureaucratie propice à la corruption et emploie un grand nombre de travailleurs éventuellement corruptibles. De plus, les hautes sphères du parti au pouvoir sont souvent impliqués dans la corruption, car ils ne peuvent être critiqués par le bas de la hiérarchie (Pérez-López in: ASCE, 1999, p.457).

McFalls (2005) a étudié le cas de la République démocratique d'Allemagne (RDA) avant la chute du Mur de Berlin. Il affirme que les Allemands de l'Est obéissaient au régime et, en même temps, lui résistaient. Ainsi, d'une part, les Allemands de l'Est acceptaient de vivre dans un système qui leur offrait « un confort matériel médiocre mais prévisible ». Ce faisant, ils adoptaient les valeurs de frugalité, de solidarité et d'égalité des conditions, promues par le régime dans la revendication de sa légitimité. D'autre part, les Allemands de l'Est n'ont pas adopté le comportement ordonné par le parti, ils ont plutôt fait semblant de l'adopter. Ainsi, alors qu'en public ils s'exprimaient selon la ligne du parti, au sein de la famille immédiate, ils parlaient librement (McFalls, 1993, p.728). De même, bien qu'ils étaient intégrés en tant que travailleurs dans l'économie formelle, l'économie souterraine était aussi en expansion.

1.2.4 Les pays latino-américains

González Gutiérrez (1995) remarque que l'économie souterraine est répandue dans tous les pays et, en particulier, dans les pays latino-américains, surtout depuis la crise économique des années 1980. D'un point de vue macroéconomique, la part de l'économie souterraine dans les économies aurait augmenté à cause de la mondialisation, de la déréglementation des marchés, de la réduction de la taille de l'État et de la restructuration de la production à travers l'impartition (Rosales, 2003).

Pour les travailleurs, le passage à l'économie souterraine s'est présenté sous la forme de manque de protection sociale et de faible productivité. Plusieurs études ont été menées à ce sujet en Amérique latine. Elles ont démontré que l'économie souterraine constitue un moyen de survie pour les couches marginales de la société qui vendent leurs produits moins chers que ceux de l'économie officielle.

Certaines estimations de mesure de l'économie souterraine ont été faites en Amérique latine¹ (cités par Ritter, 2005a, p.8) pour les années 1999 et 2000. La moyenne obtenue porte à 41,0 % du produit national brut la portion souterraine de l'économie, alors que les estimations varient entre 19,8 % et 67,1 %. Ces estimés comprennent les activités des économies domestiques et souterraines.

L'économie souterraine en Amérique latine est favorisée par une situation où les travailleurs désirent travailler légalement mais sont confinés à l'informalité à cause des coûts liés à la légalité. Ainsi, les coûts du respect de la réglementation et des normes du travail, auxquels s'ajoutent les impôts à payer, sont trop élevés relativement à leurs revenus, pour leur permettre d'intégrer l'économie officielle. En outre, la corruption de la bureaucratie est telle que l'obtention de permis exige le paiement de pots de vin (Rosales, 2003).

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, la majorité des travailleurs urbains de l'économie souterraine travaillent à leur propre compte, alors que les autres sont salariés. En général, le revenu des travailleurs de l'économie souterraine est moindre que le revenu

¹ Les données pour Cuba sont inconnues.

moyen de chaque pays. De même, l'économie souterraine compte davantage de femmes que d'hommes.

L'économie souterraine est présente dans plusieurs secteurs de l'économie latino-américaine. Elle est apparente dans le secteur du commerce à cause de la présence des vendeurs ambulants partout dans les rues des villes d'Amérique latine. Leur présence par milliers constitue une caractéristique fondamentale des villes telles que Mexico, Sao Paulo et Lima. Ces vendeurs ambulants font du commerce illégalement car ils ne respectent pas la réglementation, ni les normes du travail et qu'ils ne paient pas d'impôt.

L'économie souterraine apparaît aussi dans le secteur de la fabrication où elle se présente sous la forme d'activités manufacturières souterraines et d'établissements légaux dont une partie de la production n'est pas déclarée. Les activités des secteurs du textile, de la fabrication de meubles en bois et de la mécanique ne sont en général aucunement déclarées.

Dans la construction, une part importante du secteur relève de l'économie souterraine. À titre d'exemple, environ la moitié de la zone géographique de la ville de Lima aurait été développée de manière souterraine au cours des 40 dernières années (Gherzi, 1997).

Quant au secteur des services, les activités souterraines y représentent une proportion plus grande que dans tous les autres secteurs (Rosales, 2003). Dans le cas particulier des services de transports, l'émergence des grandes villes a entraîné le développement de systèmes souterrains de transport collectif, caractérisés par la variété de l'offre, allant du service à bas prix où les passagers s'entassent comme des sardines au service de luxe avec air climatisé et télévision.

À titre d'exemple, en Argentine, le marché du travail s'est transformé à partir des années 1980 de telle manière qu'en 2003, la majeure partie de l'économie était devenue souterraine. Au Pérou, l'économie souterraine employait 57,9 % de la force de travail en 2003, celle-ci comprenant désormais des enfants. En République dominicaine, 48 % des activités économiques sont souterraines, dont la majorité sont exercées à leur propre compte par des femmes.

1.3 L'économie souterraine à Cuba

À propos de Cuba, Pérez-López (1999, p.460) fait remarquer que, dès 1968, l'État cubain contrôlait pratiquement toute l'économie, incluant l'industrie, la construction, le transport, la vente au gros et au détail, le commerce extérieur, les banques et l'éducation. Seule l'agriculture n'était pas entièrement sous contrôle de l'État. Ainsi, la part de l'État dans l'économie cubaine était au moins aussi grande que dans les pays de l'ex-URSS. Par ailleurs, l'idéologie, les systèmes politique et économique ainsi que le modèle de planification centrale de l'économie de l'ex-URSS avaient été adoptés. Par analogie avec les pays de l'ex-URSS, ces informations permettent de supposer que, déjà à cette époque, l'économie souterraine était bien développée à Cuba. De fait, plusieurs indices démontrent que le marché noir, la corruption des fonctionnaires et l'abus de pouvoir des dirigeants prévalaient à Cuba entre 1960 et 1990.

Avec la crise du début des années 1990, la forme et la visibilité de la corruption a changé à cause de la légalisation de l'usage de devises, de l'ouverture à l'investissement étranger et de la légalisation du travail indépendant. Ainsi, des dirigeants cubains impliqués dans les négoce avec les investisseurs étrangers se sont appropriés une partie de la richesse appartenant à l'État. Certains d'entre eux ont été dénoncé publiquement et ont été arrêtés ou congédiés, en particulier durant la première moitié de 1999. Pour leur part, les nouveaux travailleurs indépendants se sont mis à acheter leurs intrants principalement sur le marché noir, car les marchés légaux de produits de base sont limités. Le marché noir lui-même s'est approvisionné de biens volés à l'État (Pérez-López in: ASCE, 1999, p.461-463).

Selon González Gutiérrez (1995), l'économie souterraine a surgi à Cuba avant la crise des années 1989 à 1993 parce qu'il y avait une inadéquation entre l'offre de l'État et la demande de la population. Pendant la crise, cette inadéquation s'est exacerbée, entraînant une expansion de l'économie souterraine. Au milieu de 1993, la valeur totale des transactions du marché noir était estimée équivalente à celle des ventes au détail de l'État, avec des prix 20 fois plus élevés. Une bonne partie des produits offerts sur le marché noir proviennent du vol et du détournement des ressources de l'État. Contrairement aux autres pays de l'Amérique latine, ces produits sont vendus plus chers sur le marché noir que les prix

officiels. Cela marque la différence entre l'économie souterraine cubaine et celle des autres pays latino-américains.

1.3.1 Les facteurs favorisant l'économie souterraine à Cuba

Selon Ritter (2006, p.8-10), les racines de l'économie souterraine cubaine résident dans les politiques économiques qui poussent les citoyens dans l'illégalité pour survivre. Il propose une liste de six facteurs contribuant à l'essor de l'économie souterraine :

- *L'histoire* témoigne que le non-respect de l'autorité économique existe depuis l'époque coloniale espagnole à Cuba. Le secteur informel était déjà important en tant que stratégie de survie avant la révolution (Ritter, 2006, p.8-10; Tablada in: Alonso Tejada, 2001, p.28).
- *La planification centralisée de l'économie et le rationnement* apportent inévitablement des imprévus et des insatisfactions qui sont gérés de manière informelle. Cette situation a été exacerbée lorsque le pays est entré en crise économique après la chute du bloc soviétique. Une journaliste relate, dans un article traitant du marché noir à Cuba, qu'il manque de toutes sortes de produits de consommation, tels que de la soie dentaire, des condoms, des cachets d'aspirine et du boeuf. L'économie centralisée ne pouvant anticiper tous les besoins de la population, elle a engendré une société remplie de petits capitalistes qui se débrouillent très bien en marge de l'économie officielle (Ritter, 2006, p.8-10; Jiménez, 2005).
- *La propriété publique des moyens de production* a amené les cubains à considérer les biens publics comme appartenant à tous et à chacun. Ainsi, l'usage à des fins personnelles de biens publics, ainsi que leur appropriation, sont devenus courants. Le gouvernement reconnaît que le vol de l'État reste si difficile à contrôler que le problème persiste. Les Cubains sont devenus experts dans le détournement des biens de l'État vers le marché noir. Par exemple, ils revendent des cigares, du café, du ciment, des vêtements usagés reçus en donation et même des sacs de plastique. Les chauffeurs d'autobus de l'État réservent des places qu'ils vendent plusieurs fois le prix régulier aux passagers qui veulent éviter les files d'attente. Les chauffeurs de taxi licenciés font le plein d'essence

dans les stations service de l'État et la revendent aux taxis illégaux (Ritter, 2006, p.8-10; Jiménez, 2005).

- *La coexistence de deux monnaies* offre un espace d'arbitrage favorable au marché noir, car les prix diffèrent considérablement entre l'économie du CUC et celle du peso² (Ritter, 2006, p.8-10).
- *Les restrictions imposées au travail indépendant* poussent plusieurs Cubains dans l'illégalité. En effet, peu de permis sont octroyés à ceux qui en font la demande, le niveau de taxation est élevé et des restrictions ont été établies sur les types d'activités permises, les fournisseurs, les employés, etc. À titre d'exemple, en juin 2005, le gouvernement a retiré leur licence à 2 000 travailleurs indépendants sous prétexte qu'ils faisaient compétition aux employés du secteur étatique et qu'ils volaient des biens de l'État. Cette mesure pourrait entraîner davantage de Cubains dans l'économie souterraine (Ritter, 2006, p.8-10; Jiménez, 2005).
- *La pauvreté* force les Cubains à trouver des sources additionnelles de revenus, car leur salaire, versé par l'État en pesos, ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. Le salaire des employés de l'État est inférieur au minimum nécessaire pour se reproduire et ce, malgré les hausses accordées au fil des ans.³ Moins d'un tiers de ces travailleurs reçoivent des primes en raison de la nouvelle dynamique économique (tourisme, technologie de pointe et industrie exportatrice). Les autres travailleurs de l'État doivent forcément s'impliquer dans le travail indépendant formel, dans le travail au noir ou recevoir des sommes de l'étranger. De plus, le marché noir est devenu incontournable pour combler à moindre coût les besoins essentiels de plusieurs individus (Ritter, 2006, p.8-10; Dilla Alfonso, 1999, p.92; Chávez Negrín, 2001, p.7).

² Pour une description et pour le taux de change du CUC et du peso, consulter le glossaire.

³ Le salaire mensuel moyen est passé de 187 pesos en 1989 à 217 pesos en 1996. En 2001, il était de 249 pesos (Roux, 1999; Bovy et Toussaint, 2001, p.122). D'autres hausses ont été accordées en 2005.

1.3.2 Une catégorisation des activités économiques à Cuba

Ritter (2006, p.3-8) a développé une catégorisation des activités économique adaptée à la spécificité cubaine. Partant des catégories définies par ses prédécesseurs ayant travaillé sur l'Amérique latine, qui eux-mêmes se sont inspirés des travaux publiés par l'Organisation internationale du travail (OIT), Ritter a retenu quatre catégories :

- *L'économie domestique* comprend les activités de production et d'échange *non monétaires* au sein du ménage et entre amis et voisins.
- *L'économie formelle* englobe le secteur public, les entreprises d'État, les entreprises mixtes (dont la propriété est partagée entre l'État et des intérêts étrangers), les coopératives et les travailleurs indépendants licenciés.
- *L'économie souterraine* implique la production et l'échange des biens et services *légaux* dans le but de générer des revenus, et ce, en utilisant des moyens *non autorisés*.
- *L'économie criminelle* réfère aux activités de production et d'échange de biens et services *illégaux*.

Ritter a ensuite subdivisé l'économie souterraine et l'économie criminelle en sous-catégories qui permettent de mieux saisir la nature des activités considérées. Ces sous-catégories sont énumérées dans les tableaux 1.1 et 1.2.

Plusieurs activités privées, telles que la réparation de réfrigérateurs, la cordonnerie et la vente de pâtisseries, sont exercées ouvertement et légalement dans la plupart des pays. À Cuba cependant, les difficultés d'exercice de ces activités dans le cadre légal de l'État en amènent plusieurs à les exercer illégalement (Ritter, 2005a, p.34).

Tableau 1.1
 Sous catégories composant les activités *souterraines*
 selon la catégorisation des activités économique à Cuba établie par Ritter (2006)

Sous catégories	Exemples
1. Les entreprises souterraines légitimes	- réparation d'électroménagers - plomberie
2. Les activités souterraines réalisées par les travailleurs indépendants licenciés	- vente de pièces de remplacement dans un atelier de réparation de vélos - offre de service de taxis en CUC par un taxi licencié en pesos
3. Les activités souterraines réalisées par les employés de l'État	- taxi de l'État opérant sans compteur
4. Les revenus additionnels versés par l'employeur	- prime versées informellement en nature ou en CUC aux employés des entreprises mixtes - accès spécial à un véhicule, une habitation ou un voyage à l'étranger aux employés des entreprises d'État
5. Les surplus payés par les clients	- cadeaux versés aux médecins et aux esthéticiennes - pourboires versés aux employés du secteur touristique
6. La vente de produits rationnés sur le marché noir à un prix plus élevé	- bouchers ou boulangers vendant des produits en dehors du système de rationnement à un prix plus élevé

Source: Ritter, Archibald R. M. 2006. «Economic Illegalities and the Underground Economy in Cuba». *Canadian Foundation for the Americas (FOCAL) : Background Briefings* (mars), 20 p. En ligne. <http://www.cubasource.org/pdf/economic_illegalities.pdf>. Consulté le 8 juillet 2006.

Tableau 1.2
Sous catégories composant les activités *criminelles*
selon la catégorisation des activités économique à Cuba établie par Ritter (2006)

Sous catégories	Exemples
1. Celles réalisées au sein des entreprises d'État et mixtes	Vol de biens appartenant à l'État
2. Celles réalisées par les travailleurs indépendants	Vente de biens volés
3. Celles qui sont réalisées en dehors de l'économie formelle	Vente de drogue, loterie, prostitution, falsification
4. Corruption	Vente de postes payants au sein de l'industrie touristique

Source: Ritter, Archibald R. M. 2006. «Economic Illegalities and the Underground Economy in Cuba». *Canadian Foundation for the Americas (FOCAL) : Background Briefings* (mars), 20 p. En ligne. <http://www.cubasource.org/pdf/economic_illegalities.pdf>. Consulté le 8 juillet 2006.

1.3.3 Le gouvernement cubain face à l'économie souterraine

Périodiquement, des campagnes gouvernementales visant à combattre les illégalités établissent des contrôles et punissent les contrevenants. Parfois, des appels à la lutte contre la corruption sont lancés par les autorités. Enfin, l'illégalité entraîne le gouvernement à établir de nouvelles restrictions pour encadrer les activités économiques. Ces nouvelles restrictions constituent autant de règles qui seront éventuellement transgressées. En effet, les inspecteurs et les contrôleurs chargés de l'application des nouvelles restrictions sont corruptibles. En conséquence, les efforts du gouvernement pour contrer les illégalités n'ont d'effets que sur une courte période de temps (Ritter, 2006, p.13). Par exemple, un vendeur illégal de crème glacée affirme qu'il n'est pas préoccupé par le Comité de defensa de la revolución (CDR)⁴ de son voisinage, car ses membres sont eux-mêmes trop occupés avec leurs propres activités clandestines (Jiménez, 2005). Ainsi, face aux activités de l'économie souterraine, l'État tolère parfois et réprime d'autres fois (Gálvez Chiú, 2004). Des critiques affirment que l'État tolère le marché noir pour exercer du chantage auprès des dissidents politiques (Jiménez, 2005).

⁴ Consulter la définition dans le glossaire.

À l'aube des années 2000, Tablada (Alonso Tejada, 2001, p.28) a exprimé, selon un point de vue proche de celui des dirigeants cubains, que l'économie souterraine à Cuba n'était pas une stratégie de survie à cause de la couverture sociale offerte par l'État révolutionnaire. Le secteur informel se serait développé depuis le début des années 1990 sous la forme de marché noir (produits, opérations de change et drogue), de prostitution liée au tourisme et d'activités illégales. Cependant, il serait beaucoup moins développé que dans les pays environnants.

Au cours des mois d'octobre à décembre 2005, le gouvernement de Fidel Castro a opéré ce qui a été probablement sa plus vaste campagne contre la corruption depuis qu'il est au pouvoir. Cette campagne a débuté par la mise en congé forcé de tous les pompistes des stations d'essence de La Havane et leur remplacement par 15 000 travailleurs sociaux dans le but d'éliminer le marché noir de l'essence. Cette mesure a révélé qu'environ la moitié de l'essence vendue dans les stations service à Cuba était volée à la pompe. Par la suite, la campagne contre la corruption a mené une intervention militaire dans le port de La Havane, des rafles dans les marchés alimentaires, une opération spéciale visant à détecter les antennes satellites, une autre opération contre les taxis à bicyclette opérant sans licence, etc. Les salaires et les pensions ont été augmentés par la même occasion, indiquant ainsi que le gouvernement reconnaissait que la pauvreté était liée au problème du marché noir (Ritter, 2006, p.14-15; Frank, 2006).

En mars 2006, après une enquête menée par des milliers de membres du Partido Comunista de Cuba (PCC), incluant des retraités, Raúl Castro, chef de la campagne contre la corruption, a averti que le marché noir se répandait tel un « cancer mortel » à Cuba. Faisant référence aux résultats de l'enquête, Raúl Castro a affirmé que « la situation est bien pire que ce que nous avons imaginé » (cité par Frank, 2006). En particulier, il s'est demandé comment, alors que 14 visites de fonctionnaires et 21 inspections et vérifications de comptes s'étaient révélées infructueuses, deux membres retraités du PCC ont pu découvrir, en une seule semaine, la disparition de deux tonnes de denrées dans une entreprise étatique de vente de nourriture en gros. Pour Raúl Castro, ces faits illustrent l'aveuglement apparent des gestionnaires et des hauts placés du gouvernement vis-à-vis du détournement des ressources vers le marché noir.

1.3.4 L'ampleur de l'économie souterraine à Cuba

Dans son introduction, Ritter souligne que l'économie souterraine à Cuba a atteint des proportions qui dépassent celles des autres pays. À cet égard, il remarque que, de l'avis de plusieurs citoyens, quasiment tout le monde à Cuba est impliqué dans des activités économiques considérées illégales par l'État (Ritter, 2006, p.3). Plusieurs articles de la revue *Vitral* confirment que l'économie souterraine prolifère à Cuba. Par exemple, un des articles de la revue (Toledo López, 2004) affirme que tous les citoyens cubains, ou presque, commettent de multiples illégalités parce qu'il est quasiment impossible de vivre à l'intérieur du cadre établi par la loi. L'auteur affirme qu'une grande partie du niveau de vie des Cubains est soutenue par l'économie souterraine, car celle-ci est mieux adaptée à leur pouvoir d'achat. Alors que le gouvernement assure l'éducation, la santé et le logement et qu'il subventionne une ration de base de nourriture, les Cubains ne peuvent survivre avec ce qui est offert par le gouvernement et doivent « tricher » pour survivre (Olney in: Font, 2004, p.235). En effet, presque tous les Cubains disposent de la possibilité de « tricher ». En particulier, le marché noir offre à rabais les produits vendus dans les magasins en CUC à des prix inaccessibles pour la majorité⁵.

1.4 Portrait démographique

D'après le dernier recensement, la population cubaine comptait 11 177 743 individus en 2002 dont 2 201 610 vivaient à La Havane. En 2004, les Cubains aptes au travail représentaient 61,2 % de la population. Les hommes de 17 à 59 ans et les femmes de 17 à 54 ans en faisaient partie, ainsi que les 1,9 % de la population qui travaillaient en dehors de ces âges. Le tableau 1.3 décompose la population cubaine en fonction de l'activité économique selon les données officielles.

⁵ Le marché noir offre aussi, à des prix plus élevés, les produits rationnés et vendus à prix subventionnés sur le marché formel.

Tableau 1.3
Décomposition de la population cubaine
en fonction de l'activité économique

Population	Répartition
Population qui n'est pas en âge de travailler	38,8 %
Population au travail ou apte au travail	61,2 %
Population non active ⁶	19,2 %
Population active	42,0 %
Non occupés (chômeurs)	0,8 %
Occupés (travailleurs)	41,3 %
Secteur étatique	32,7 %
Secteur non étatique	8,6 %
Entreprises mixtes	0,3 %
Coopératives	2,9 %
Privé	5,4 %
<i>Sociedades</i> ⁷	4,0 %
Indépendant	1,4 %

Sources : ONE, 2005, chap.VI; CEPALC, 2004, p.171

1.5 Les classes sociales

Jusqu'en 1980, l'élimination des inégalités était un objectif central de la révolution (CEPALC, 2004, p.44). En 1980, l'État a procédé à une réforme salariale qui accroissait les inégalités. Néanmoins, dans les années 1980, la distance entre les groupes les plus avancés et les plus arriérés est restée relativement petite en comparaison avec n'importe quel autre pays (Bovy et al., 2001, p. 52, 185-186). Presque tout le monde travaillait pour l'État dans des conditions semblables. Trois millions quatre cent mille personnes, représentant 94 % de la force de travail du secteur civil, formaient une masse relativement homogène (Dilla Alfonso, 1999, p.91). Avec la crise des années 1990, la situation a changé : forte différenciation socio-économique, fragmentation des couches sociales, apparition d'élites et de segments vulnérables, accès sélectif aux niveaux les plus élevés de consommation, fortes inégalités non

⁶ La population non active est composée des étudiants, des femmes au foyer, des retraités et d'autres personnes qui ne font partie d'aucunes de ces catégories (CEPALC, 2004, p.52).

⁷ Les *sociedades* sont une catégorie spéciale d'entreprises privées appartenant à des Cubains et qui emploient des travailleurs.

liées au travail, renforcement des liens entre efficacité productive et croissance des groupes sociaux.

Ainsi, au début des années 1990, la classe sociale quasi homogène constituée par trente ans de révolution communiste a montré les signes apparents de division. Pour une part, les travailleurs dans les entreprises des secteurs émergents de l'économie, liées aux exportations et au capital étranger, ainsi que les salariés et les travailleurs indépendants de l'économie souterraine, se sont détachés de ceux qui ont continué de travailler dans les entreprises des secteurs traditionnels, qui fonctionnent toujours en pesos. Cette division a généré des différences significatives au sein de la classe des travailleurs en créant des positions avantageuses, sources de bien être économique, tout en laissant derrière les positions désavantageuses, héritées de l'économie traditionnelle fondée sur le peso (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.89).

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les inégalités auraient augmenté à Cuba au cours des années 1990, mais seraient encore loin de celles qui prévalaient avant la révolution. L'organisme mesure les inégalités à l'aide du coefficient Gini qui varie théoriquement entre zéro pour l'égalité parfaite des revenus et un pour l'inégalité parfaite. La plupart des pays qui ne sont pas socialistes se situent entre 0,3 et 0,6 sur l'échelle Gini. Cuba est passé de 0,22 en 1986 à 0,41 en 1999. Voir à cet égard le tableau 1.4 (Ranis et al., 2004, p.2, 16).

Tableau 1.4
Évolution du coefficient Gini à Cuba

Année	Coefficient Gini
1959	0,57
1963	0,28
1986	0,22
1999	0,41

Source : Ranis, Gustav et Stephen Kosack. 2004. «Growth and Human Development in Cuba's Transition». Institute for Cuban and Cuban-American studies, University of Miami, p. 2, 16.

D'autres études réalisées vers la fin des années 1990 ont démontré une augmentation des inégalités causée par plusieurs facteurs, à savoir : l'appauvrissement des travailleurs des secteurs traditionnels, la réduction de la valeur des salaires dans le budget familial, l'augmentation des revenus non liés aux salaires, les limitations importantes de la consommation dans certains marchés pour une grande partie de la population, l'affaiblissement de la quantité et de la qualité des services sociaux (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.90-93).

Malgré ces inégalités, Cuba est tout de même resté une société plus égalitaire que les autres en Amérique latine, bien que maintenant moins égalitaire que certains pays développés (Dilla Alfonso, 2002, p.67). Certes, le travail a cessé d'être le principal moyen de redistribution et de statut social (Chávez Negrín, 2000, p.7). Cependant, la propriété privée n'a pas retrouvé son prestige. Les riches sont incapables de transformer leur argent en capital. Il ne reste que des différences au niveau de l'argent et de la consommation (Bovy et al., 2001, p.85-86).

Les cadres d'analyse de la nouvelle stratification de la société cubaine sont multiples. Ils démontrent que les perdants et les gagnants des réformes ne sont pas répartis uniformément dans la société cubaine. Ils révèlent une nouvelle stratification sociale induite par la crise et les réformes des années 1990. Nous avons retenu les cadres d'analyse suivants : la *société à deux niveaux* où l'accès aux CUC sépare les riches des pauvres, la *pyramide inversée* où ceux qui travaillent dans les postes les plus qualifiés figurent parmi les plus pauvres et la *stratification en fonction des revenus* où la société est divisée en classes riche, moyenne et pauvre.

1.5.1 La société à deux niveaux

À Cuba, les revenus sont de plus en plus polarisés avec, d'un côté, une large population pauvre et, de l'autre, une minorité bénéficiant d'un niveau de vie beaucoup plus élevé. Une estimation de la distribution des revenus en déciles effectuée en 1995 a établi que le 1^{er} décile était composé des 19,3 % les plus pauvres de la population qui disposaient d'un revenu mensuel moyen d'environ 40 pesos, alors que le 10^e décile réunissait les 0,4 % les plus riches qui gagnaient en moyenne 6000 pesos. En tout, les cinq déciles les plus riches gagnaient plus de 600 pesos par mois et comprenait 9,3 % de la population. Bien que les salaires aient

augmenté depuis 1995, la polarisation des revenus persiste de telle manière qu'environ 20 % de la population urbaine reste incapable de satisfaire à ses besoins de base, alors que 50 % bénéficie de revenus en CUC (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.90,92).

La mobilité sociale s'est élevée à cause des changements de forme de propriété et du passage du travail pour l'État au travail individuel ou dans les secteurs émergents de l'économie (Bovy et al., 2001, p.185-186). Ainsi, les inégalités reflètent le caractère double de l'économie (secteurs émergents et secteurs traditionnels) et la circulation de deux monnaies (Chávez Negrín, 2000, p.7). Les inégalités sociales augmentent entre les familles disposant de revenus en CUC et les autres (CEPALC, 2004, p.59). Ceux qui travaillent dans les secteurs émergents et ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger disposent du CUC, garant d'un meilleur niveau de vie. Les autres, ceux qui travaillent pour l'État et ceux qui dépendent de la sécurité sociale, disposent du peso et rejoignent difficilement les deux bouts (Dilla Alfonso, 2002, p.65-66).

1.5.1.1 Les pauvres

La CEPALC et l'INIE traitent de la pauvreté et des inégalités à Cuba dans leur livre intitulé *Politiques sociales et réformes structurelles : Cuba au début du XXI^e siècle* (CEPALC, 2004). Ils remarquent que la pauvreté existe à Cuba malgré les prestations garanties par le gouvernement à la population pour satisfaire les besoins de base. Ces prestations assurent plus de la moitié des besoins alimentaires grâce à la distribution de nourriture à prix subventionnés, des services de santé et d'éducation gratuits et un accès au logement à prix avantageux. Malgré cela, en 1996, 15 % de la population dans les zones urbaines était considérée à risque, c'est-à-dire qu'elle ne disposait pas de revenus suffisants pour subvenir à ses besoins alimentaires et non alimentaires de base (Ferriol Muruaga, 2000, p.28). Ainsi, un sondage réalisé à La Havane, en 2001, indique que les principaux problèmes auxquels les ménages les plus pauvres sont confrontés sont le manque de revenus, le manque de nourriture, la détérioration des habitations et la rareté des transports. Une étude conjointe de l'INIE et de la Oficina Nacional de Estadísticas de Cuba (ONE) réalisée à La Havane, en 2001, présente les facteurs sociodémographiques liés à la pauvreté : niveaux d'études moins élevés, salaires plus bas, ménages avec enfants et adolescents, ménages dont un ou plusieurs membres en âge de travailler sont économiquement inactifs et ménages composés

uniquement de retraités. Le principal facteur d'accroissement des inégalités est associé à l'accès à une source régulière de revenus en CUC (CEPALC, 2004, p.66). Quoiqu'il en soit, le fossé s'agrandit entre ceux qui ont accès au CUC, clé du bien-être minimal, et les autres (Bovy et al., 2001, p.130).

Les familles les plus affectées peuvent être caractérisées selon un ou plusieurs des quatre critères suivants (Chávez Negrín, 2000, p.10; Espina Prieto et al., 2005, p.13) :

- *Selon le lieu de résidence* : cette catégorie comprend les familles des provinces orientales, surtout celles de Granma et Guantánamo, ainsi que celles qui vivent dans les quartiers urbains insalubres ou dans des zones rurales disposant de peu de ressources. Ces familles vivent dans des zones défavorisées, car elles sont situées loin des secteurs économiques émergents.
- *Selon la structure de la famille* : cette catégorie comprend les familles étendues composées de membres de plusieurs générations avec des enfants en âge préscolaire et des aînés atteints d'une incapacité physique.
- *Selon les caractéristiques économiques* : cette catégorie inclue les familles dont plusieurs membres vivent de l'assistance sociale, celles où les membres gagnent moins que la moyenne, celles dont la femme est au foyer et celles dont l'habitation est précaire.
- *Selon les caractéristiques du chef de famille* : cette catégorie inclue les familles dont le chef est de sexe féminin, dispose d'un bas niveau d'instruction et/ou est économiquement inactif ou retraité.
- *Selon l'origine ethnique* : cette catégorie comprend les familles noires et métissées.

Les Afro-cubains ont été particulièrement affectés par la crise tout en bénéficiant peu des réformes. En effet, les industries du textile ont été frappées de plein fouet par la crise, alors qu'elles sont concentrées dans la partie orientale du pays, où les Cubains d'origine africaine prédominent et où 22 % de la population est considérée vulnérable. De plus, les nouveaux centres touristiques se sont développés dans la partie occidentale du pays et à La Havane,

c'est-à-dire dans les zones à concentration blanche. Enfin, une grande partie des fonds qui arrivent de l'étranger n'est pas destinée aux Afro-cubains, car ils n'ont que peu émigré. Par exemple, seulement 3 % des Cubains de Miami sont d'origine africaine. La situation des Afro-cubains dans les provinces orientales les amène à immigrer dans la capitale où ils sont mal accueillis. Ces immigrants sont considérés tout juste bons pour s'acquitter des basses besognes (Bovy In : Bovy et al., 2001, p.132). D'ailleurs, les Noirs et les métisses sont aussi surreprésentés au sein de la population pauvre de la capitale (Espina Prieto et al., 2005, p.13).

1.5.1.2 Les riches

La fragmentation de l'ancienne classe moyenne des années 1980 a entraîné l'émergence d'une classe de nouveaux riches que plusieurs auteurs ont essayé de décrire. Généralement, les nouveaux riches sont caractérisés par leur accès aux CUC. En 1994, un quart des Havonais disposait de revenus en CUC. En 1997, la proportion était du deux tiers. Dans le reste du pays, entre un et deux tiers en disposait, selon les provinces. Les variations sont grandes d'une famille à l'autre : rentrées occasionnelles à la sauvette, envois d'argent plus ou moins réguliers et, enfin, revenus variables des travailleurs indépendants. Environ la moitié de la population dispose de CUC (Roux, 1999, p.131). D'autres sources estiment à 30 % le pourcentage de la population ayant accès aux CUC (Toussaint In : Bovy et Toussaint, 2001, p.23).

D'après des rapports de la Banque nationale de Cuba et d'autres agences officielles, en 1996, environ 600 000 comptes représentant 12,8 % des comptes contrôlaient 84,7 % de l'épargne, alors que seulement 2,7 % des comptes contrôlaient 43,8 % de l'épargne. En comparaison avec les années antérieures, ces données démontent une tendance à la concentration de la richesse donnant à ses détenteurs un rôle d'investisseur pour les années à venir (Dilla Alfonso, 1999, p.91).

Pour Espina Prieto (In Tulchin, 2005, p.89), les nouveaux riches constituent une classe petite-bourgeoise urbaine qui a émergé de l'ancienne classe moyenne. Elle est présente surtout dans l'économie souterraine sous forme de propriétaires, patrons et employeurs de petites entreprises telles des restaurants, ateliers de réparation d'autos et ateliers de fabrication de chaussures.

Pour sa part, Dilla Alfonso (1999, p.87, 90) traite d'une nouvelle classe qu'il nomme les *technocratico-patronaux*. Elle a pour origine la couche bureaucratique qui s'est appropriée une partie du pouvoir au prix de relations clientélo-paternalistes et de l'arrêt du processus de socialisation du pouvoir qui avait été entrepris au cours des années 1960. Dans les années 1970 et au début des années 1980, cette couche bureaucratique a augmenté de telle manière qu'elle a entraîné la situation de perte de productivité des années 1980. En 1989, les autorités ont dénoncé publiquement certains hauts dirigeants impliqués dans des affaires de corruption liées aux privilèges des bureaucrates (Martínez Heredia in: Alonso Tejada, 2001, p.80-81). Avec la crise et les réformes qui ont suivi, la classe des *technocratico-patronaux* est apparue. L'origine de cette classe se trouve dans la classe bureaucratique. Elle comporte trois composantes : 1) les chefs d'entreprises mixtes ; 2) les chefs d'entreprises d'État qui ont obtenu du succès sur les marchés d'exportation ; et 3) ceux qui se sont enrichis considérablement grâce au marché noir : paysans aisés, intermédiaires commerciaux, prestataires de services, etc (Dilla Alfonso, 1999, p.90-91). Cette classe possède une capacité de production idéologique et culturelle et se montre à la société comme un symbole de la réussite. Le régime devrait craindre davantage cette classe que les dissidents. Elle aurait la capacité de se rallier une large partie de la population composée de la bureaucratie traditionnelle, des travailleurs indépendants ayant réussi à s'enrichir, des salariés des secteurs les plus dynamiques de l'économie et des intellectuels. Les principaux obstacles au développement de cette classe résident dans l'alliance entre la classe populaire et l'élite politique. En effet, cette classe se développe au détriment de la classe populaire formée des salariés de l'État, des membres de coopératives agricoles et des petits travailleurs indépendants (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.94-97; Cole, 2002, p.16; Dilla Alfonso, 1999, p.96).

1.5.2 La pyramide inversée

Dans une pyramide normale, l'accès aux positions les plus élevées est accordé en fonction de la qualification. Dans la pyramide inversée cubaine, ce sont les revenus qui, quelle que soit leur source, permettent la mobilité vers le haut de la pyramide. Plusieurs de ceux qui étaient situés dans les hauteurs de la pyramide avant la crise se retrouvent maintenant au milieu ou en bas, non pas parce que leur situation d'emploi a changé, mais parce que le pouvoir d'achat

de leur salaire a diminué considérablement (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.94-97). Ainsi, ceux qui travaillent dans les secteurs émergents, par exemple dans le tourisme, ont accès à des revenus réels nettement supérieurs à ceux qui travaillent dans les domaines exigeant de plus grandes qualifications, tels que la médecine et l'enseignement universitaire (Martínez in: Alonso Tejada, 2001, p.177). Par exemple, un chauffeur de taxi peut empocher en deux ou trois courses le salaire mensuel d'un chirurgien. Un vendeur de pizza ambulante, un valet de chambre ou un petit débrouillard vivant de petits trafics peut gagner dix fois, 20 fois ou 100 fois le salaire mensuel moyen. Cette situation crée beaucoup de frustrations chez ceux qui sont éduqués (Bovy et al., 2001, p.131).

1.5.3 La stratification en fonction des revenus

Les revenus permettent d'identifier trois groupes sociaux : 1) les plus riches qui incluent les travailleurs indépendants, les fermiers à hauts revenus, certains travailleurs des secteurs émergents, ceux qui reçoivent des *remesas*, ainsi que ceux qui ont profité du marché noir ; 2) la grande majorité de ceux qui travaillent pour le gouvernement ou dans les coopératives, les chômeurs, les retraités, les intellectuels, les étudiants et les paysans ; 3) les pauvres, c'est-à-dire la population considérée à *risque*, car elle ne dispose pas de revenus suffisants pour se nourrir et acquérir certains produits de base non alimentaires, tout en bénéficiant d'une protection sociale dépassant celle offerte aux pauvres dans plusieurs pays, dont le logement, la santé et l'éducation (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.94-97; Ferriol Muruaga, 2000, p.24).

1.6 Budget familial

1.6.1 Pouvoir d'achat et manque à gagner

Plusieurs auteurs affirment que les revenus des Cubains sont insuffisants pour combler leurs besoins. Ces auteurs soutiennent que, de manière générale, le manque à gagner est comblé par les envois d'argent de l'étranger, par le marché noir et par la corruption. Pour les Cubains, l'activité qui consiste à se débrouiller pour arrondir les fins de mois porte un nom qu'ils connaissent bien: le *trapicheo*.

Ainsi, Montalbán (2001, p.168), précise que, depuis la crise causée par la chute du bloc soviétique, la morale des Cubains est subordonnée aux nécessités de la survie : « Tout le monde a dû, plus ou moins, accepter de participer à de petites entourloupes ».

Ritter (2005b, p.13) pour sa part, relève que le salaire moyen mensuel était de 282 pesos en avril 2005. Au taux de change officiel, cela correspond à environ 9 CUC par mois. Les médecins, professeurs et ingénieurs gagnaient entre 200 et 450 pesos par mois, alors que les retraités recevaient une pension de 104 pesos par mois. Il affirme que, bien que les subventions versées par l'État réduisent le coût de la vie et permettent l'accès au logement, à l'électricité, à l'éducation et à la santé, cela reste insuffisant pour couvrir le coût de plusieurs produits essentiels vendus en CUC. Ces produits sont vendus à un prix élevé et ce, même en comparaison aux prix des pays développés, car une taxe de 140 % est appliquée. Ritter conclue que les salaires ne permettent pas de combler les besoins quotidiens des Cubains.

Valdés Hernández (2003a) parle de la lutte pour la survie. Il dénonce les salaires insuffisants pour vivre de la majorité des Cubains. Il ajoute que ces salaires rendent impossible la mise de côté d'un peu d'argent pour faire face aux urgences. Personne ne peut vivre avec la fracture entre la monnaie dans laquelle sont versés les salaires, le peso, et la monnaie dans laquelle plusieurs achats doivent être faits, le CUC. En conséquence, les Cubains choisissent entre deux chemins pour gagner leur vie : ceux qui optent pour l'illégalité, la corruption et le vol, et ceux qui préfèrent travailler à leur propre compte.

1.6.2 Budget d'une famille cubaine en 1998

Dans un article traitant du budget familial à La Havane dans les années 1990, Roux (1999, p.128, 134-136, 140) fournit l'exemple du budget d'une famille de deux adultes et un enfant dont les revenus mensuels combinés sont de 700 pesos et 100 CUC. Les CUC sont versés informellement à un des deux parents qui travaille dans une entreprise mixte, c'est-à-dire une entreprise dont la propriété est partagée entre l'État cubain et des intérêts étrangers. Roux détaille les postes du budget de cette famille. Elle a aussi estimé ce que pourrait être le budget d'une famille moyenne qui ne disposerait pas du versement de 100 CUC. Les tableaux 1.5 et 1.6 reproduisent les postes de revenus et de dépenses de ces deux familles.

Les dépenses de la famille fictive étant plus élevées que ses revenus, Roux assume que le manque à gagner sera comblé par une quelconque activité souterraine.

Tableau 1.5
Revenus d'une famille de deux adultes et un enfant
à La Havane en 1998

Revenus ⁸	Famille réelle	Famille fictive
Revenus formels	700 pesos	434 pesos
Revenus souterrains	100 CUC	4 CUC

Source : Roux, Maryse. 1999. «L'intendance quotidienne à La Havane dans les années 90». *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32, p. 135-136.

Tableau 1.6
Dépenses d'une famille de deux adultes et un enfant
à La Havane en 1998

Dépenses ⁹	Famille réelle	Famille fictive
<i>Libreta</i> ¹⁰	72 pesos	72 pesos
Marchés étatiques	116 pesos	110 pesos
Marchés des coopératives agricoles	307 pesos	92 pesos
Marché noir	14 CUC	115 pesos
Magasins en CUC	26 CUC	4 CUC
Électricité et gaz	20 pesos	10 pesos
Transports publics	150 pesos	32 pesos
Voiture (essence et réparations)	30 CUC	
Vêtements et chaussures	20 CUC	
<i>Total des dépenses</i>	<i>665 pesos</i>	<i>431 pesos</i>
	<i>90 CUC</i>	<i>4 CUC</i>

Source : Roux, Maryse. 1999. «L'intendance quotidienne à La Havane dans les années 90». *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32, p. 135-136.

⁸ Le taux de change utilisé dans ce tableau est de 20 pesos pour un CUC.

⁹ Le taux de change utilisé dans ce tableau est de 20 pesos pour un CUC.

¹⁰ Consulter le glossaire.

1.7 Revenus des ménages

Au cours de dernières années, les sources de revenus des ménages se sont diversifiées. En sus des salaires versés aux employés de l'État, des primes en CUC, en pesos et en nature sont distribués à travers un système de stimulation au travail. Pour leur part, les travailleurs indépendants génèrent maintenant leurs propres revenus de manière légale. À ces revenus générés par le travail, s'ajoutent la sécurité et l'assistance sociale versés par l'État, les aides d'autres ménages et les *remesas* envoyées de l'extérieur du pays (CEPALC, 2004, p.57). En 2004, le revenu moyen mensuel était de 180,5 pesos par habitant, qu'il soit travailleur ou non. Ce montant comprend tous les revenus monétaires fournis par l'État à la population, dont la sécurité et l'assistance sociale, mais exclut les aides d'autres ménages et les *remesas* (ONE, 2005, p.IV.4).

Plusieurs études démontrent une baisse de l'importance des salaires versés par le gouvernement dans la part des revenus de la population. En parallèle, les activités privées, légales et illégales, prennent de l'importance. Ainsi, les revenus des salariés de l'État ont plus ou moins stagné au cours des années 1990, alors que ceux du travail au noir ont été multipliés par quatre (Espina Prieto in: Tulchin, 2005, p.90-93; Habel, 2004).

1.7.1 Travail formel salarié

43,5 % des travailleurs de l'État sont payés au salaire minimum qui a été doublé en mai 2005 pour atteindre 231 pesos sur une base mensuelle (Snow, 2005). Le salaire moyen mensuel combiné des employés de l'État et des employés des entreprises mixtes était de 301 pesos à La Havane, en 2004 (la moyenne nationale étant alors de 284 pesos). Cela comprend le salaire de base, les primes, les conditions de travail anormales, le travail supplémentaire, les vacances payées, les absences autorisées, etc (ONE, 2005, p.IV). Les entreprises étatiques des secteurs de pointe distribuent des primes à l'ensemble de leurs travailleurs lorsque les résultats atteignent leur cible. Ces primes sont versées en argent ou sous forme de marchandises ou de bons d'achat de produits subventionnés. Parfois, les primes permettent d'acheter des produits à prix avantageux et à crédit, les sommes dues étant remboursées subséquemment à même une retenue sur le salaire. Les travailleurs de l'État ont bénéficié de primes en CUC en 2002 dans une proportion de 37,7 %. L'ensemble des entreprises d'État

distribue aussi des primes au mérite sous forme de complément alimentaire et de produits sanitaires et vestimentaires (Roux, 1999, p.129; CEPALC, 2004, p.164).

Dans le cadre de leur travail, certains professionnels de la classe moyenne peuvent à l'occasion voyager à l'étranger pour assister à des congrès, par exemple. Ils peuvent ainsi sortir de leur quotidien de survie et établir des liens à l'étranger (Olney in: Font, 2004, p.236).

1.7.2 Revenus souterrains

Presque tous les Havanais pratiquent la vente et l'achat de biens subtilisés à l'État, l'utilisation de biens de l'État à ses fins personnelles, l'acceptation de cadeaux et de pots de vins pour accomplir des services dans le cadre de leur travail, voire le trafic de biens et services. Ceux qui ne pratiquent pas eux-mêmes ces actes illégaux dépendent d'un proche pour le faire. Certains préfèrent regarder ailleurs, alors que d'autres connaissent tous les détails des faits et gestes de leur proche (Cluster in: Font, 2004, p.33).

Il est normal pour un travailleur de l'État de gagner, en sus de son salaire, un revenu additionnel de manière informelle. En particulier, une loi exclue spécifiquement les étudiants, les dirigeants, les fonctionnaires et les diplômés universitaires du travail indépendant licencié. Le manque à gagner de cette population ne peut donc être comblé légalement, à l'exception de ceux qui reçoivent des *remesas*. Ainsi, la majorité des travailleurs détiennent deux emplois : le premier pour l'État et le second au noir pour assurer un revenu suffisant pour subsister. Par exemple, une femme fait de la couture à domicile au retour de son travail, un médecin se fait payer pour effectuer une opération durant la nuit, un ingénieur utilise l'ordinateur et l'imprimante de l'entreprise étatique où il travaille pour réaliser des plans pour une firme étrangère contre rémunération, un professeur donne des cours privés d'anglais à des Cubains qui désirent émigrer et un chauffeur d'autobus vend de l'essence au noir (Cluster in: Font, 2004, p.35; Lázaro Cabarrouy, 2006; Roux, 1999, p.128-129, 132).

1.7.2.1 Le travail au noir

Le travail indépendant licencié a diminué considérablement au cours des dernières années en partie à cause des impôts élevés qui empêchent les petits entrepreneurs de travailler légalement avec une licence. Cela n'empêche pas ces petits entrepreneurs de continuer à offrir leurs services sur le marché noir. Ces services étant difficiles d'accès par la voie légale, les citoyens se les procurent sur le marché noir. L'économie souterraine a pris un tel essor ces dernières années qu'elle constituerait la seule économie qui fonctionne à Cuba. Ainsi, la seconde source de revenus des ménages après les *remesas* provient du travail au noir (Gálvez Chiú, 2004).

Les entreprises souterraines légitimes à Cuba et ailleurs en Amérique latine partagent plusieurs caractéristiques dont la faible barrière à l'entrée, l'utilisation de ressources locales, la petite taille, l'organisation familiale, la forte intensité de travail, l'apprentissage hors du système d'éducation formel et la nature compétitive du marché (Ritter, 2005a, p.3).

Au cours des mois de février à avril 2003, un sondage portant sur les travailleurs indépendants, qu'ils soient licenciés ou qu'ils travaillent au noir, a été réalisé à La Havane par un citoyen cubain ayant conservé l'anonymat (Ritter, 2005a, p.22). Selon ce sondage, les travailleurs indépendants au noir opèrent généralement dans leur domicile ou dans celui de leurs clients, alors que les travailleurs indépendants licenciés opèrent souvent publiquement dans la rue. Un total de 189 travailleurs au noir a été interviewé. Les 88 différentes activités de ces travailleurs démontrent la diversité du travail au noir. Presque tous les travailleurs au noir ont rapporté qu'ils gagnaient un revenu plus élevé que ce qu'un travail dans le secteur étatique leur donnerait. Bien que la majorité des sujets interviewés n'aient pas mentionné leur revenu, ceux qui l'ont fait ont exprimé un revenu variant entre 20 et 60 pesos par jour. Parmi les travailleurs au noir, 23,3 % étaient retraités, alors que 17,5 % détenaient en même temps un travail dans le secteur étatique. Tous ont mentionné que les intrants de leur entreprise provenaient soit des magasins de l'État en CUC, soit de produits recyclés. Aucun n'a affirmé qu'il achetait des intrants sur le marché noir.

1.7.3 Travail indépendant licencié

En expansion surtout dans les villes, la grande majorité de ceux qui travaillent légalement à leur compte gagnent un revenu net qui, bien que parfois soit supérieur à celui du secteur étatique, reste insuffisant pour entamer un processus d'accumulation. Le travail indépendant licencié est conçu comme une unité productive centrée autour de petites unités individuelles ou familiales. Certains de ces travailleurs occupent aussi un emploi dans le secteur étatique. Pour combler les fins de mois, ils effectuent de petits travaux à domicile dont certains sont encouragés par les autorités municipales, tels l'artisanat. Les plus aisés des travailleurs du secteur étatique disposent d'un petit kiosque de vente de sandwichs, pâtisseries et rafraîchissements en pesos (Dilla Alfonso, 1999, p.93; Roux, 1999, p.128-129).

L'emploi de travailleurs salariés n'est pas permis à Cuba en dehors des restaurants appelés *paladares*. Ceux-ci peuvent employer légalement jusqu'à deux aides familiaux. Pour détourner cette réglementation, les travailleurs et leur patron font référence les uns aux autres comme étant des cousins. Henken (2002, p.344-345, 349) relate une anecdote où le propriétaire d'un restaurant lui parle de sa « cousine » qui sert les clients, alors que tous savent qu'il n'y a aucun lien de parenté entre elle et son patron. Il explique que la réglementation des entreprises privée restreint l'usage d'employés de telle manière que les cousins fictifs prolifèrent. Les illégalités ne résultent pas d'un manque de contrôle de certains individus délinquants, mais plutôt de l'obligation de recourir à des stratégies informelles, telles que l'achat de matières premières sur le marché noir, pour être profitable et ainsi survivre.

1.7.4 Remesas

Les *remesas* envoyées de l'extérieur du pays constituent une forme de revenu importante pour ceux qui en bénéficient (CEPALC, 2004, p.57). Ces *remesas* proviennent de la diaspora cubaine qui compte environ deux millions de personnes à travers de monde. Les sommes d'argent envoyées par la diaspora sont estimées entre 500 millions et un milliard de dollars américain annuellement (Dilla Alfonso in: Tulchin, 2005, p.44b). Une étude réalisée par la Banque interaméricaine de développement (BID) (citée par Puerta in: ASCE, 2003, p.434) révèle que les émigrés cubains aux États-Unis envoient à leur famille entre 50 \$US et

100 \$US tous les deux ou trois mois. Selon une autre étude de la BID, 67 % du 1,2 million de Cubains vivant aux États-Unis envoient des *remesas* à Cuba (citée par Puerta in: ASCE, 2003, p.437). Ces *remesas* sont envoyés de manière informelle, à travers des personnes qui voyagent à Cuba (Eckstein in: Tulchin, 2005, p.224).

À l'échelle de l'île, les estimations portent à au moins 25 % la portion de la population qui recevrait directement des *remesas*. Un autre 25 % de la population en bénéficierait indirectement (Puerta in: ASCE, 2003, p.439). Bien sûr, les *remesas* ne sont pas réparties également dans la population cubaine. Plus de 60 % d'entre elles sont envoyées à La Havane, principalement à la population d'origine espagnole. En effet, depuis 1959, La Havane constitue la principale source d'émigration et celle-ci est composée entre 83 % et 93 % de blancs (Roux, 1999, p.131; Eckstein in: Tulchin, 2005, p.224).

Les *remesas* peuvent permettre à une famille de deux adultes et deux enfants de manger à leur faim. De fait, un montant de 50 \$US par mois triple le salaire minimum mensuel à Cuba. Sachant qu'une pension de retraite donne entre 12 \$US et 15 \$US par mois et que le salaire d'un médecin de famille est de 30 \$US par mois, le fait de bénéficier de *remesas* apparaît relativement important (Puerta in: ASCE, 2003, p.439). En conséquence, la répartition inégale des *remesas* dans la population constitue une source importante d'accroissement des inégalités. Depuis le milieu des années 1990, la population cubaine est divisée entre ceux qui reçoivent des *remesas* et les autres. Les premiers bénéficient d'un style de vie plus confortable, alors que les autres restent préoccupés par la survie (Puerta in: ASCE, 2003, p.438).

Les *remesas* sont dépensées dans les magasins en CUC, dans les marchés agroalimentaires et dans les bureaux de change où elles sont converties en pesos. Parfois, elles sont thésaurisées. Elles servent essentiellement à la consommation de nourriture, de vêtements, de chaussures, de médicaments et à l'acquisition de biens durables pour le foyer (Puerta in: ASCE, 2003, p.438; Nova González, 2003, p.8). Bien que l'État cubain tente de récupérer ces précieuses devises avec son réseau de magasins en CUC, les *remesas* ont aussi pour effet de stimuler le marché noir qui offre des produits à un meilleur prix. La possibilité de gains encourage aussi

le détournement des biens appartenant à l'État vers le marché noir (Eckstein in: Tulchin, 2005, p.224).

1.8 Dépenses des ménages

Comme les revenus, les dépenses se sont diversifiées au cours des dernières années. Au livret de rationnement alimentaire, se sont ajoutés des marchés agroalimentaires appartenant à l'État et des marchés privés dont les prix sont plafonnés ou établis selon l'offre et la demande. Des marchés artisanaux et industriels ont aussi été créés. Des biens et services sont maintenant vendus en CUC, principalement par l'État. Enfin, il existe aussi un marché noir de biens et services (CEPALC, 2004, p.58).

Dans un article, Roux (1999, p.124-125, 136) identifie plusieurs modes d'approvisionnement à La Havane. Elle a estimé la distribution des dépenses de base d'un ménage fictif de deux adultes et un enfant à revenus moyens à partir du cas réel d'une famille. Leurs dépenses totaliseraient 431 pesos et 4 CUC. Roux remarque que le logement, le transport, la santé et l'éducation n'occupent généralement que peu de place dans le budget familial. La santé et l'éducation sont gratuites (Roux, 1999, p.127). Voir le tableau 1.7.

1.8.1 Alimentation

1.8.1.1 Le livret de rationnement

Un panier de nourriture, consigné dans la *libreta*, est subventionné par l'État afin de garantir à chacun une alimentation de base. Avant la crise de 1989, l'État assurait un minimum vital à tous par le biais de ce livret de rationnement. Depuis, plusieurs sources affirment que la *libreta* n'assure plus les besoins essentiels qu'entre une et trois semaines dans le mois, selon les produits. Son apport nutritif représente 75 % des calories, 71 % des protéines et 67 % des matières grasses consommées par la population (CEPALC, 2004, p.123; Bovy In : Bovy et al., 2001, p.130). Malgré cela, « de l'avis général, la ration alimentaire délivrée par la *libreta*, limitée à quelques denrées de base, couvre au maximum dix à quinze jours d'approvisionnement mensuel » (Cluster in: Font, 2004, p.31-32). Le tableau 1.8 présente la liste des produits offerts par la *libreta* à La Havane, en juillet 1998.

Tableau 1.7
Distribution des dépenses de consommation
d'un ménage fictif de deux adultes et un enfant à revenus moyens
à La Havane en 1998

Modes d'approvisionnement	Description	Distribution des dépenses	
les marchés libres	Les indépendants y vendent leurs produits à des prix fixés par l'offre et la demande.		
les marchés des coopératives agricoles	Marchés où les producteurs liés à l'État vendent leurs surplus de quota. Ils ont été introduits pour concurrencer les indépendants afin de faire diminuer les prix.	92 pesos	17 %
les marchés étatiques	Points de vente extérieurs dont l'arrivage est irrégulier, mais à prix inférieurs.	110 pesos	21 %
les foires agricoles	Foires où les camions de l'entreprise étatique <i>Acopio</i> viennent vendre une fois par mois.		
les cantines d'entreprises	Repas offerts à bas prix aux salariés.		
la <i>libreta</i>	Distribution subventionnée d'autant plus importante que les revenus dans un ménage restent faibles.	72 pesos	14 %
les transports, l'électricité et le gaz	Moyens de transports publics et distribution d'énergie subventionnés par l'État.	42 pesos	8 %
le marché noir	Utilisé pour une partie de la nourriture, pour les vêtements et pour les produits d'hygiène.	115 pesos	22 %
les magasins en CUC	Utilisé pour une partie de la nourriture et pour les produits d'hygiène (4 CUC).	4 CUC	19 %

Source : Roux, 1999, 124-125, 135-136.

1.8.1.2 Les sources d'approvisionnement

À Cuba, la nourriture peut être achetée en CUC et en pesos. Bien que le marché en pesos ne vise pas à faire compétition au marché en CUC, parfois un même produit ou un produit similaire peut être vendu dans les deux monnaies. La nourriture en CUC s'achète dans certains magasins appartenant à l'État, dans certains restaurants et sur le marché noir. En pesos, les Cubains se procurent des aliments dans les points de distribution des produits rationnés, dans les marchés libres, dans les marchés étatiques, dans les foires agricoles ayant lieu le dernier dimanche de chaque mois, dans les marchés de l'agriculture urbaine, dans les points de vente des coopératives, dans les foires agricoles de l'armée et sur le marché noir. Les prix dans les magasins de l'État en CUC sont plus élevés que dans les autres marchés.

Les produits importés et les produits fabriqués à Cuba y sont vendus respectivement à 240 % et à 170 % de leur coût d'achat (Ross in: Font, 2004, p.120). Certains Cubains y achètent tout de même certains aliments pour les raisons suivantes : ces aliments sont importés, il sont de meilleure qualité, le vendeur ne peut tricher sur le poids qui est inscrit sur l'emballage, les acheteurs disposent de CUC en quantité, etc (Alvarez in: ASCE, 2001, p.319-320). Le tableau 1.9 donne la répartition des dépenses en alimentation en fonction des marchés.

1.8.1.3 La pauvreté

Selon les mêmes estimations qui portent à 16,50 pesos le coût des produits de la *libreta* pour une personne, il en coûte 147,67 pesos pour se nourrir, en sus de la *libreta*. Ainsi, le poste de nourriture à lui seul s'élève à 164,17 pesos ou 76 % du salaire moyen de 217 pesos, en 1998. Cette proportion augmente dans les familles où ceux qui travaillent doivent payer pour d'autres membres de la famille qui dépendent d'eux, comme, par exemple, les enfants (Alvarez, 2004, p.4-6). Pour sa part, Chávez Negrín (2000, p.10) estime que, si le poste alimentation représente 61 % du budget familial, ceci a pour conséquence, selon lui, que l'alimentation est devenue une source de conflit au sein des familles.

En effet, une alimentation équilibrée constitue un luxe pour plusieurs. L'accès aux magasins en CUC est indispensable pour maintenir un régime alimentaire suffisant. Ceux qui n'ont pas accès aux CUC rejoignent difficilement les deux bouts. Une étude produite en 2001 à La Havane indique que les plus pauvres parmi la société cubaine n'achètent pratiquement aucun aliment en CUC, alors que, en moyenne, les ménages achètent 36,9 % de leur nourriture à l'aide de CUC. Un sondage réalisé à La Havane en 2003 indique que les deux principaux problèmes qui affectent la vie quotidienne sont liés au manque de revenu et de nourriture (CEPALC, 2004, p.68, 125-126; Roux, 1999, p.127; Bovy In : Bovy et al., 2001, p.130).

Tableau 1.8
Liste des produits offerts par le livret de rationnement
en juillet 1998 à La Havane

Produit	Unité	Prix/unité/ poids	Quantité
Pain	80 grammes	0,05	1 par jour
Riz	livre	0,24	6 par mois
Huile végétale	livre	0,40	0,5 par mois
Oeuf	un	0,15	12 par mois
Sucre (raffiné - non raffiné)	livre	0,14-0,08	6 par mois
Féculents (haricots, pois, lentilles)	once	0,30	20 par mois
Tubercules (pommes de terre et autres)	livre	0,30-0,40	10-15 par mois
Poisson	livre	0,45	2 par mois
Viande	livre	0,70	0,5 tous les 9 jours
Produits de viande	livre	3,00	0,50-0,75 tous les 9 jours
Poulet	livre	0,70	1 par mois
Lait frais (jusqu'à 7 ans)	litre	0,25	1 par jour
Lait évaporé (entre 0 et 3 ans)	paquet	0,35	24 par mois
Lait en poudre (diète)	kilogramme	2,50	1 par mois
Yogourt de soya (entre 7 et 13 ans)	litre	1,00	8 par mois
Cigarettes (fortes)	paquet	2,00	3 par mois
Cigarettes (douces)	paquet	2,50	1 par mois
Allumettes	petite boîte	0,05	1 par mois
Sel	livre	0,10	0,75 par mois
Café	once	0,06	6 par mois
Cerelac (plus de 65 ans)	kilogramme	1,50	1 par mois
Pâtes	livre	0,45	0,50 par mois
Craquelins	livre	0,73	0,25 par mois
Savon de bain	barre	0,25	1 par mois
Savon à lessive	barre	0,20	1 par mois
Nourriture pour bébé (0 à 3 ans)	cannette	0,25	14 par mois
Kérosène (combustible)	litre	0,09	8 par mois
Alcool (combustible)	bouteille	0,12	4 par mois
Détergent liquide	Litre	3,60	1 par mois
Pâte à dentifrice	Tube	0,65	0,5 par mois

Source : Alvarez, José. 2001. «Rationed Products and Something Else: Food Availability and Distribution in 2000 Cuba». In *Cuba in transition: volume 11*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 309. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Tableau 1.9
Répartition des dépenses en alimentation des ménages
à La Havane en 2001

Mode d'approvisionnement	Répartition
<i>En pesos</i>	63,1 %
Marchés étatiques	15,0 %
Marchés agroalimentaires	32,3 %
Travailleurs indépendants et marché noir	15,7 %
Cantines au travail ¹¹	0,1 %
<i>En CUC</i>	36,9 %
Magasins en CUC	36,4 %
Travailleurs indépendants et marché noir	0,5 %

Source : CEPALC, 2004, p. 126.

1.8.1.4 Le marché noir

Les marchés agroalimentaires vendent les produits à des prix élevés ce qui entraîne plusieurs personnes vers le marché noir, la débrouille et le vol (Habel, 2004). À La Havane, la vente itinérante sur le marché noir de fromage, oeufs, poulet, yogourt et lait en poudre, subtilisés au réseau de vente au détail de l'État, est si répandue que, dans certains quartiers, ceux qui disposent de leurs propres fournisseurs et ceux qui ne disposent que de trop peu d'argent, affichent à leur porte qu'ils n'ont besoin de rien (Cluster in: Font, 2004, p.31-32).

Sur le marché noir, la nourriture peut être achetée chez les particuliers, dans la rue, dans les points de vente des produits rationnés, etc. Les produits vendus comprennent les produits agricoles détournés des points de vente officiels, les surplus des produits rationnés, les produits volés à l'État et ailleurs, les produits faits maison vendus sans licence, etc (Alvarez in: ASCE, 2001, p.312). Le tableau 1.10 donne les prix de certains produits sur le marché noir à La Havane, en juin 1998.

La vente de viande de boeuf est fortement restreinte à Cuba et ceux qui en font le commerce illégalement risquent de fortes peines pouvant aller jusqu'à la prison. Cependant, Valdés

¹¹ Plusieurs Cubains ont accès au travail ou à l'école à un repas du midi subventionné (Alvarez, 2004, p.2).

Hernández (2002) relate dans un de ses articles que tous les Cubains connaissent des gens qui achètent du boeuf tout en sachant ou en soupçonnant qu'il s'agit d'une denrée volée.

1.8.2 Hygiène

Les produits d'hygiène personnels ne sont pas offerts en quantité suffisante à prix subventionnés dans la *libreta* et doivent être achetés en CUC. Les ménages qui ne disposent pas de CUC peinent à se procurer ces biens de consommation (CEPALC, 2004, p.66).

Dans un article d'opinion, un auteur (Denie Valdéz, 2002) expose une liste de produits qu'il considère essentiels pour les Cubains, dont 5 produits sur 7 sont liés à l'hygiène et qui doivent être achetés en CUC. Il démontre qu'il n'est pas possible de se procurer ces produits avec le salaire versé par l'État. Ainsi, en 2002, le salaire moyen équivalait à environ 8 CUC. Ce montant permettait d'acheter dans les magasins étatiques le panier de produits décrit dans le tableau 1.11. L'auteur demande au lecteur avec quels revenus un Cubain moyen doit acquitter les produits du livret de rationnement, le paiement de son habitation, l'électricité, le téléphone, les médicaments et les aliments nécessaires pour compléter le livret de rationnement si la totalité de son salaire sert à payer les sept produits essentiels décrits dans le tableau.

1.8.3 Services publics

Les services, tels que l'électricité, l'eau et le gaz, continuent d'être offerts en pesos par des entreprises de l'État. Les factures d'électricité coûtent, en moyenne, de 10 à 20 pesos par mois, en tenant compte du surplus tarifaire chargé à ceux qui consomment plus de 100 kWh par mois (Roux, 1999, p.127; CEPALC, 2004, p.58).

Tableau 1.10
Liste de prix de produits vendus sur le marché noir
à La Havane en 1998

Produit	Quantité	Prix (en pesos)	
		Juin 1998	Avril 2001
Lait en poudre	1 livre	20	20
Lait	1 litre	-	8 à 10
Crevettes	1 livre	20	42
Queue de langouste	1 unité	40	42 la livre
Oeuf	1 unité	2	1,75 à 2
Filet de poisson	1 livre	20	19
Poulet	1 livre	20	20
Poulet (vivant)	1 livre	-	18
Fromage blanc	1 livre	20	20
Fromage en crème	60 grammes	-	5
Grains de café	1 livre	40	25
Viande traitée	1 livre	40	-
Boeuf	1 livre	40	36 à 42
Beurre	4 onces	-	10
Riz	1 livre	-	3 à 3,50
Pain	80 grammes	-	0,80 à 1
Jambon (Viky)	1 livre	-	35
Huile végétale	1 litre	-	40

Source : Alvarez, José. 2001. «Rationed Products and Something Else: Food Availability and Distribution in 2000 Cuba». In *Cuba in transition: volume 11*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 317-318. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Tableau 1.11
Liste de produits vendus en CUC que permet d'acheter le salaire moyen
en 2002 à Cuba

Produit	Quantité	Prix (en CUC)
Huile végétale	1 litre	2,15
Savon à laver	2 unités	0,90
Barres de savon	2 unités	0,90
Détergent	1 boîte	2,00
Linge à planchers	1 unité	0,80
Désodorisant	1 unité	0,80
Boisson gazeuse	1 cannette	0,45

Source: Denie Valdéz, Wilfredo. 2002. «¿Es al peso lo que es del peso?». *Revista Vitral*, vol. 9, n° 49 (mai-juin). En ligne. <<http://www.vitral.org/vitral/vitral49/opin.htm>>. Consulté le 13 août 2006.

1.8.4 Vêtements

Les vêtements et les chaussures ne sont vendus qu'en CUC dans les magasins d'État et sur le marché noir. Ainsi, l'habillement constitue un luxe pour plusieurs. Un jeans, une robe ou une paire de chaussures coûtent environ 20 CUC chacun (Roux, 1999, p.127, 136). Les prix relativement élevés d'articles de première nécessité, tels que les vêtements et les chaussures pour enfants, constituent un facteur favorable au développement d'un marché noir important (Carranza Valdés et al., 1999, p.106).

1.8.5 Logement

La proportion des ménages qui sont propriétaires de leur logement est estimée à 80 %. Chez les 20 % qui sont locataires, les loyers sont fixés à 10 % des revenus du chef de famille et à 6 % dans le cas des logements sociaux. Pour ce qui est des frais d'entretien, la plupart des ménages ne peuvent les acquitter, ce qui se traduit par la détérioration du parc immobilier (Roux, 1999, p.127). Les plus riches peuvent réparer leur habitation en achetant fenêtres, vitres, ciment, peinture, pièces de plomberie et d'électricité aux travailleurs des chantiers de construction de l'État sur le marché noir (Cluster in: Font, 2004, p.32).

1.8.6 Biens durables

Le manque de revenus limite la satisfaction des besoins liés aux équipements du foyer (CEPALC, 2004, p.59).

1.8.7 Loisirs

Pour beaucoup de Cubains, parler de loisirs et de repos ne fait pas de sens parce que leurs préoccupations concernent plutôt leurs revenus, leur alimentation et leur habitation (Valdés Hernández, 2003b).

1.8.8 Transport

Le prix de base des transports publics, à un cinquième de un peso, reste très abordable, mais rare et désagréables. Un service d'autobus à prix plus élevé (1 peso) avec limitation du nombre de passager a été implanté pour limiter la détérioration rapide des véhicules. Cependant, le prix pour ce confort additionnel est élevé pour un travailleur de la classe

moyenne qui désirerait l'utiliser quotidiennement pour se rendre et retourner de son travail. Plusieurs se déplacent en stop ou à bicyclette. Les familles les plus aisées se déplacent dans des autobus à 1 peso, dans des taxis à 10 pesos et en stop. Les familles de classe moyenne utilisent surtout le *camillo*, sorte de train autobus fabriqué à Cuba (Roux, 1999, p.127, 136; Olney in: Font, 2004, p.235). L'essence peut être achetée sur le marché noir à 50 % du prix de postes d'essence *CUPET* et *Black Gold* de l'État. Des économistes estiment que la moitié des véhicules à Cuba roulent avec de l'essence achetée au noir (Economic Eye on Cuba, 1998).

1.8.9 Santé

Bien que la santé soit offerte gratuitement par l'État, les médicaments sont à la charge des patients. Certains sont vendus en pesos par l'État, alors que d'autres ne sont disponibles qu'en CUC. De plus, bien que l'accès à un médecin soit gratuit en principe, il est commun pour les patients de donner des cadeaux aux médecins. Ainsi, Cluster (2004, p.32) affirme que les médecins à La Havane acceptent des cadeaux de leurs patients en récompense des services offerts et pour lesquels ils sont payés par l'État.

1.9 Questions de recherche et hypothèses

À partir des écrits, il ne fait aucun doute que l'économie souterraine prolifère à Cuba. Cependant, l'ampleur du phénomène reste difficile à cerner. En outre, les raisons de sa prolifération, invoquées par les différents auteurs, restent imprécises et, parfois, contradictoires. Ainsi, Ritter considère que l'*obligation de survivre* pousse les Cubains dans l'illégalité en raison des politiques économiques en vigueur. À l'opposé, le gouvernement cubain affirme que l'économie souterraine ne constitue *pas une stratégie de survie* à cause de la couverture sociale étatique.

Pour le gouvernement cubain, l'économie informelle relève de la corruption qui permet à certains de s'enrichir illégalement, en s'appropriant parfois les biens de l'État, à l'encontre de l'idéal d'égalité promu par le régime. Ainsi, une classe privilégiée se servirait de l'économie souterraine pour *accumuler une richesse illégitime*. Par contre, la participation massive de la

population à l'économie souterraine sous-entend que l'offre de produits et services sur le marché noir est plutôt considérée *légitime* par la plupart des Cubains.

Un texte de Laurence McFalls (2005) portant sur la légitimité de l'État propose quelques réflexions intéressantes à ce sujet. L'auteur souligne que, chez Weber, le concept de la légitimité est relatif, subjectif et normatif plutôt qu'un fait pouvant être analysé et dont on pourrait qualifier un ordre politique. Ainsi, pour se maintenir au pouvoir à la tête d'un État, les gouvernés doivent continuellement revendiquer la légitimité de leur autorité sur les gouvernés. Ces derniers, pour leur part, répondent par un mélange d'obéissance et de résistance, pouvant prendre de multiples formes.

Nous posons donc, dans ce mémoire, les questions de recherche suivantes :

1. Quelle est l'*ampleur* de l'économie souterraine chez les travailleurs de l'État de La Havane?
2. Quelle est la *motivation économique* du recours à l'économie souterraine chez les travailleurs de l'État de La Havane (survie, consommation, enrichissement)?
3. Le recours à l'économie souterraine par les travailleurs de l'État à La Havane peut-il être considéré comme une *forme de résistance* à la revendication de légitimité du régime cubain?

À partir de ces questions, nous proposons les hypothèses suivantes :

1. Les travailleurs pour l'État recevraient un salaire insuffisant pour payer une grande partie de leur consommation.
2. La plupart des travailleurs de l'État cubain auraient recours à l'économie souterraine. Ces travailleurs disposeraient de sources alternatives de revenus, la plupart du temps illégales, et recourraient massivement au marché noir pour leurs achats. Ainsi, plusieurs travailleraient à leur compte illégalement, les vols dans les entreprises d'État seraient courants, les administrateurs, les inspecteurs et les fonctionnaires

seraient, dans une certaine mesure, corruptibles et le marché noir serait très développé.

3. L'économie cubaine produirait, en réalité, beaucoup plus que ce que les données macroéconomiques officielles comptabilisent. En effet, une grande partie de la production serait détournée vers le marché noir, alors qu'une grande proportion des achats y serait effectuée.
4. Certains, parmi les travailleurs de l'État, recourent à l'économie informelle pour leur survie, d'autres pour augmenter leur consommation et, d'autres enfin, pour s'enrichir.
5. En sus de la survie, de la consommation et de l'enrichissement personnel, l'économie informelle à Cuba peut aussi être considérée comme une forme de résistance à la prétention de l'État d'imposer certaines normes.

Nous viserons donc, dans ce mémoire, à évaluer l'ampleur et la nature de l'économie souterraine chez les travailleurs de l'État.

CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre présente la méthodologie utilisée pour la recherche. La présentation comprend l'univers d'analyse, la grille d'analyse et le déroulement de l'enquête.

2.1 Univers d'analyse

L'univers d'analyse de cette recherche comprend des ménages des travailleurs salariés de l'État dont le domicile est situé dans les municipalités *Cerro* et *Plaza de la revolución* de La Havane. L'accent est mis sur l'économie officielle et souterraine de ces ménages.

2.2 La grille d'analyse

Depuis le début des années 1970, deux grilles d'analyse ont été utilisées par différents chercheurs pour décrire l'économie souterraine non criminelle (Lautier, 1994, p.9) :

- 1- *Grille d'analyse centrée sur la production souterraine* où le travail au noir est considéré comme un regroupement d'unités de production en marge de l'économie formelle. Cette analyse est principalement utilisée par les gouvernements et les institutions internationales pour cibler un certain type de production, l'évaluer et établir des politiques pour l'amener au secteur formel.
- 2- *Grille d'analyse centrée sur le ménage* où le revenu du travail au noir est vu comme un complément aux salaires des ménages. Cette analyse permet d'envisager qu'un même individu occupe un emploi dans l'économie officielle et travaille aussi dans l'économie souterraine. Elle permet aussi la combinaison de revenus déclarés et non déclarés au sein d'un même emploi. Elle permet aussi de comprendre les stratégies d'accès à l'emploi et au revenu sur le long terme.

Nous avons choisi d'utiliser une grille d'analyse centrée sur le ménage, parce qu'elle correspond mieux à l'objet de notre recherche et qu'elle est davantage susceptible de nous permettre de valider nos hypothèses et d'appréhender intégralement l'économie souterraine.

De plus, nous avons choisi le ménage en tant qu'unité de base de notre enquête, plutôt que l'individu ou la famille élargie, car la logique de fonctionnement de l'économie souterraine repose globalement sur la solidarité familiale et que, en Amérique latine, cette solidarité est largement dominée par la famille nucléaire¹² (Lautier, 1994, p.68).

2.3 La méthode dite « 1, 2, 3 »

Étant donné le peu d'information déjà disponible sur l'économie souterraine à Cuba, nous avons choisi de procéder à une enquête sur le terrain afin de recueillir les données nécessaires à la réalisation de notre recherche. Nous nous sommes inspiré de la méthode d'enquête « 1, 2, 3 » développée par François Roubaud et le laboratoire de recherche en économie du développement, appelé Développement, institutions et analyses à long terme (DIAL) (Lautier, 1994, p.36). Cette méthode permet d'appréhender l'économie souterraine par la compréhension de ses liens avec le secteur formel et par une évaluation statistique d'ensemble¹³. Elle comprend trois enquêtes :

- Une *enquête-emploi* qui évalue l'emploi, le chômage et les revenus des ménages.
- Une *enquête-production* qui s'adresse à ceux qui, dans l'enquête-emploi, travaillent au noir. Elle vise à comprendre les conditions d'activité, les revenus et la production.
- Une *enquête-consommation* qui porte sur les achats et les lieux d'achat. Elle vise à mesurer le poids de l'économie officielle et du marché noir dans la consommation des ménages.

¹² En Asie et en Afrique, la famille élargie domine (Lautier, 1994, p.68).

¹³ Cette méthodologie a été appliquée dans une vingtaine de pays. Pour un seul pays, les ressources utilisées dans son application ont été de l'ordre d'une soixantaine d'enquêteurs sur une période de plusieurs mois avec pour résultats des statistiques portant sur plusieurs milliers d'interviewés.

Ainsi, dans notre enquête, nous avons porté attention à l'emploi et autres revenus officiels des ménages, aux caractéristiques de la production au noir et aux achats dans les secteurs formels et sur le marché noir.

2.4 L'enquête

L'enquête s'est déroulée à La Havane au cours de l'hiver 2006. Elle a duré un peu plus de trois mois pendant lesquels nous avons réalisé une trentaine d'entrevues. Dans un premier temps, nous avons procédé à dix entrevues ouvertes de membres d'autant de ménages distincts. Ces entrevues nous ont permis de découvrir les principes de fonctionnement de l'économie domestique des ménages cubains. Forts de cette connaissance, nous avons ensuite développé un formulaire d'entrevue que nous avons utilisé pour la réalisation de dix entrevues additionnelles. Ce formulaire nous a permis de couvrir plus largement et systématiquement les postes de dépenses et de revenus des ménages. En sus de ces 20 entrevues formelles, nous avons aussi retenu une dizaine d'entretiens réalisés informellement dans lesquels nous avons développé certaines particularités de la relation des sujets interviewés avec l'économie souterraine. Par exemple, nous nous sommes intéressé aux activités non déclarées d'un bijoutier.

2.5 Les entrevues formelles

2.5.1 Cadre contractuel des entrevues formelles

Nous avons présenté le cadre contractuel suivant aux sujets interviewés : « Je réalise une recherche dans le cadre d'une maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Cette recherche porte sur les revenus et les dépenses des ménages cubains. Votre rôle consiste à participer à une entrevue enregistrée et anonyme, entre vous et moi, d'une durée d'environ une heure ». Nous avons choisi de ne pas faire référence à l'économie souterraine ou au marché noir dans le cadre contractuel afin de laisser le sujet s'exprimer par lui-même sur l'informalité et ce, à l'aide de son propre vocabulaire.

2.5.2 Mode d'accès aux sujets interviewés dans les entrevues formelles

Nous avons accédé aux sujets interviewés de nos entrevues formelles de manière directe et indirecte. Nous avons profité de l'ouverture des Cubains vis-à-vis des étrangers. Ainsi, nous avons sollicité plusieurs de nos entrevues à des individus que nous avons rencontrés lors de discussions spontanées engagées dans les lieux publics. En effet, 12 de nos entrevues ont été effectuées directement avec des individus que nous avons rencontrés dans les municipalités *Cerro* et *Plaza de la revolución* de La Havane. Nous avons ensuite accédé aux huit autres sujets interviewés de manière indirecte en demandant à ces premiers interviewés de nous mettre en contact avec des personnes de leur réseau familial.

2.5.3 Les entrevues ouvertes

Bien que nous nous soyons inspiré des principes de l'enquête « 1, 2, 3 », nous n'avons pas utilisé les questionnaires de cette enquête dans la réalisation de nos entrevues à cause des particularités de l'économie cubaine. En effet, les caractéristiques propres à l'économie cubaine, telles que le système de rationnement, le contrôle des prix, le cours légal de deux monnaies nationales au sein d'une même économie et la propriété étatique de la majeure partie de moyens de production, ont fait en sorte que les questionnaires existants nous apparaissaient peu appropriés à notre recherche. De plus, le manque d'information propre à l'économie domestique à Cuba rendait difficile, a priori, la conception d'un questionnaire de notre cru. Nous avons donc opté pour une première série d'entrevues ouvertes afin d'aller chercher le point de vue des sujets interviewés quant à leur expérience vécue. À cet effet, nous nous sommes appuyé sur le livre intitulé *L'enquête et ses méthodes : l'entretien* de Blanchet, Gotman et de Singly (1992).

2.5.3.1 Consigne initiale

Nous avons débuté les entrevues à l'aide de la consigne suivante : « Vous et les membres de votre famille disposez d'un certain revenu pour subvenir à vos besoins, alors que la vie coûte cher à Cuba. J'aimerais que vous me parliez de comment vous faites pour vous en sortir, vous et ceux de votre famille qui partagent votre *libreta* ? »

2.5.3.2 Guide thématique

Pendant les entrevues ouvertes, nous avons laissé les sujets parler librement mais, dans les cas où certains thèmes n'étaient pas abordés, nous avons introduit des consignes de manière à orienter l'entrevue sur ces thèmes. Notre intérêt a porté sur les moyens utilisés par les personnes interviewées et leurs proches pour gagner leur vie. De manière générale, nous avons tenté de savoir si les revenus et les dépenses étaient exprimés en pesos ou en CUC, s'ils relevaient de l'économie officielle ou du marché noir, s'ils étaient réguliers ou s'ils variaient en fonction des saisons ou d'autres manières et comment ils avaient évolué au cours des dernières années. Le tableau 2.1 énonce les thèmes et dimensions explorés lors des entrevues ouvertes.

Tableau 2.1
Thèmes et dimensions explorés lors des entrevues ouvertes

Données démographiques
- nombre de personnes sur la <i>libreta</i> : travailleurs et dépendants
- sexe, âges, profession, niveau d'éducation, origine ethnique, municipalité
Revenus
- utilisation des revenus : consommation, accumulation, investissement
Revenus en provenance de l'État
- travail pour l'État : salaires, primes, transport, utilisation de ressources ou de temps de travail pour gagner sa vie, sommes obtenues informellement grâce au poste occupé
- sécurité et assistance sociale : montants
Revenus du travail indépendant
- montants, formels ou au noir, régularité
- catégorie : production, revente, location de chambre, « cadeaux », clientélisme, corruption, détournement de biens ou d'argent de l'État
- barrières à l'entrée : fonds de départ, contacts
- production : intrants, temps de travail, partenaires
- clientèle : qui, où, variation
- rapport à l'État : tolérance, corruption
Revenus sous forme de <i>remesas</i>
- montants, régularité, mode d'envoi
Autres revenus
- Aide d'autres familles
- Aide de l'Église
Dépenses
- <i>libreta</i> : coûts, diète, revente, taux d'utilisation (maximale ou autre)
- services publics : électricité, gaz, eau, loyer, téléphone
- cotisations aux organisations et associations professionnelles, abonnements aux périodiques
- cantines d'entreprises : coûts
- transport : type (bus, taxi, <i>bicy-taxi</i> , <i>coco-taxi</i> , informel), coûts
- marchés : type (étatiques, coopératives, foires, indépendants), quoi, coûts, prix (contrôlés ou du marché)
- magasins en CUC : quoi, coûts
- autres produits et services vendus par l'État : quoi, coûts
- produits et services des travailleurs indépendants enregistrés : quoi, coûts
- vente itinérante dans la rue ou porte-à-porte : quoi, coûts
- marché noir : quoi, coûts
- autres dépenses : quoi, coûts
Dimensions
- pour chacun des membres du ménage
- pour chacun des montants : CUC ou pesos, régularité, variations saisonnières
- distinction entre légal et non légal
- temps présent et tendance (évolution au cours des dernières années)

2.5.3.3 Déroutement des entrevues ouvertes

Notre travail de terrain a débuté par dix entrevues ouvertes. Avant d'entamer chaque entrevue, outre le rappel du cadre contractuel et la consigne initiale, nous avons insisté sur le caractère anonyme de l'entrevue afin de minimiser les craintes des sujets quant à leurs déclarations éventuelles concernant leurs activités souterraines. Ces entrevues ont été enregistrées sur ruban magnétique et elles ont duré environ 40 minutes. La plus courte et la plus longue ont duré respectivement 30 et 70 minutes. Dans le cas de quatre des entrevues ouvertes, nous avons profité de rencontres subséquentes avec les personnes interviewées pour développer des questions additionnelles, parfois avec la bande magnétique, parfois seulement à l'aide d'une feuille et d'un crayon. Les transcriptions intégrales des entrevues ouvertes, ainsi que celles des questions additionnelles et des informations annotées, forment un recueil de 179 pages.

Nous avons rejeté une des entrevues ouvertes, car la personne interviewée n'était visiblement pas disposée à participer sincèrement à l'entrevue. Elle s'est montrée avare de commentaires de telle manière que trop d'informations nous sont apparues incomplètes ou fausses. Cette entrevue n'a pas été retranscrite et n'a pas été utilisée dans l'analyse.

2.5.4 Les entrevues avec formulaire

Après avoir réalisé les dix premières entrevues ouvertes, nous avons pris une pause pour analyser succinctement leur transcription. Nous nous sommes intéressés aux similitudes et aux différences relatives au budget familial des ménages interviewés. Cela nous a permis d'élaborer un questionnaire couvrant l'essentiel des postes de dépenses et de revenus des ménages. La liste des sujets abordés dans ce questionnaire se trouve dans le tableau 2.2.

Tableau 2.2
Questionnaire utilisé lors des entretiens avec formulaire

Information démographiques
- pour chaque membre du ménage : sexe, âges, profession, niveau d'éducation, origine ethnique, municipalité
Dépenses annuelles
- Cotisations : CDR, syndicat, Federación de mujeres cubanas (FMC), Milicia de tropas territorial (MTT), associations professionnelles, autres cotisations.
- Dépenses vestimentaires : chaussures, vêtements
- Biens durables : réfrigérateur, laveuse, télévision, lecteur vidéo, équipement de musique, chauffe-eau, meubles, mélangeur, extracteur à jus, fer à repasser, ventilateur, climatiseur, ordinateur, paiement pour un bien subventionné offert par le CDR, le centre de travail ou le gouvernement, autres biens durables
- Entretien et rénovation du logis : peinture, réparation, autres dépenses liées au logis
- Autres dépenses annuelle : cadeaux (anniversaires, autres...), vacances
Dépenses mensuelles
- Services publiques : eau, gaz, téléphone, électricité
- Paiement mensuels : habitation (loyer ou hypothèque), allocation aux membres de la famille, don à l'église, remboursement de dette, cantine, repas du midi à l'extérieur du travail, autres paiements mensuels
- Marchés agroalimentaires : légumes, fruits, tubercules, autres produits
- Protéines : oeufs, poisson, porc, boeuf, poulet, soya (haché), autres protéines
- Produits laitiers : lait, yogourt, fromage, beurre autres produits laitiers
- Nourriture variée : riz, fèves, sucre, café, pain, craquelins, sauce tomate, mayonnaise, sauce à sandwich, huile végétale, autre nourriture
- Produits hygiéniques : savon, détergent, eau de javel, acide chlorhydrique, shampooing, revitalisant, parfum, eau de Cologne, désodorisant, pâte à dent, papier hygiénique, serviettes hygiéniques, couches, gel, autres produits hygiéniques
- Santé : médicaments, vitamines, cadeaux offerts, autres dépenses liées à la santé
- Transport : pour se rendre au travail formel, pour le travail au noir, automobile, moto, essence, réparations, autres moyens de transport (taxi, transports publics)
- Animaux domestiques : nourriture de l'animal, vétérinaire, médicaments, autres dépenses
- Loisirs : cigarettes, spiritueux, bières, location de films, location de livres, restaurants, cinéma, théâtre, autres sorties, internet, autres dépenses pour les loisirs
- Dépenses pour le travail au noir : matières premières, transport, autres dépenses
Revenus
- Revenus versé par l'État : salaire, primes en CUC, primes en nature, vêtements et chaussures fournies pour le travail, pension de retraite, sécurité sociale, assurance chômage, allocation de diète alimentaire
- Autres revenus formels : <i>remesas</i> , revenu du travail indépendant, aide versée par d'autres cubains, dons reçus de l'église, cadeaux reçus, autre revenus
- Revenus informels : travail au noir, détournement de biens, vente sur le marché noir, autres revenus informels

Après avoir élaboré ce questionnaire, nous l'avons utilisé pour la suite de nos entretiens. Nous avons continué à employer le même mode d'accès et le même cadre contractuel que pour les entretiens ouverts. Par contre, au lieu de commencer par la consigne initiale de l'entretien ouvert, nous avons débuté en posant immédiatement les questions du questionnaire. Ces entretiens ont duré plus longtemps que les entretiens ouverts, car elles couvraient systématiquement tous les aspects abordés dans l'ensemble des dix premières entretiens. Ainsi, les entretiens les plus courts ont duré au moins une heure, alors que celles portant sur les ménages composés du plus grand nombre d'individus et disposant du plus grand revenu ont exigé jusqu'à deux ou trois heures. Plutôt que d'enregistrer sur bande magnétique ces entretiens, nous avons utilisé une version papier du questionnaire, comportant six pages, sur lequel nous avons inscrit les réponses aux questions posées. Après chaque entretien, nous avons transcrit ces réponses sur un chiffrier électronique (Excel). Au total, nous avons réalisé dix entretiens avec formulaire. Le fichier obtenu contient 195 lignes et 115 colonnes. Outre les données quantitatives ainsi assemblées, plusieurs informations de nature qualitative ont aussi été recueillies afin d'appuyer les données à l'aide des précisions apportées par les sujets interviewés.

2.5.5 Question additionnelle posée lors des entretiens formelles

En sus de la consigne initiale exposée lors des entretiens ouverts et de la liste des sujets abordés lors des entretiens avec formulaire, nous avons posé la question suivante à la fin des entretiens formelles : « Au cours des cinq dernières années, comment votre vie économique et celle de votre ménage a-t-elle changé? S'est-elle améliorée, détériorée ou a-t-elle peu changé? » Cette question, qui invitait les sujets interviewés à développer une opinion sur l'évolution de leur situation économique au cours des années antérieures et ce, juste après avoir exposé leur situation actuelle, nous a permis de recueillir 13 pages d'informations supplémentaires.

2.6 Les entretiens informels

En plus de nos entretiens formels, nous avons profité de la nature sociable des Cubains et de leur ouverture vis à vis des étrangers pour réaliser des entretiens informels, lorsque l'occasion se présentait. Nous avons retenu les dires de dix de ces interlocuteurs portant sur certains

aspects de leur vie économique. Ces discussions ont été menées de manière informelle bien que, dans certains cas, l'interlocuteur savait que nous effectuions une enquête de terrain portant sur le budget familial cubain. De manière générale, nous avons transcrit les informations recueillies aussitôt que possible à la suite de ces discussions. Souvent, la transcription soulevait de nouvelles questions que nous posions à l'interlocuteur lorsque nous le rencontrions de nouveau. Ainsi, nous avons pu approfondir certaines particularités du budget familial de ces interlocuteurs. Les informations ainsi obtenues totalisent neuf pages.

Voici une courte description de ces entretiens informels :

- Dame âgée qui joue à la loterie illégale et qui dispose clandestinement d'une antenne satellite.
- Jeune homme qui vend sur le marché noir des caisses de produits subtilisés dans les restaurants des hôtels touristiques.
- Homme qui tient un atelier clandestin de fabrication de camions.
- Propriétaire d'une fabrique clandestine de tuiles à plancher.
- Bijoutier qui travaille légalement à son propre compte.
- Vendeuse de crème glacée qui travaille officiellement à son propre compte, mais qui, en réalité, est employée par quelqu'un d'autre; ce qui est illégal à Cuba.
- Homme qui tient illégalement un dépanneur dans son domicile.
- Femme qui vend du poisson sur le marché noir.
- Homme qui vend des queues de langoustes sur le marché noir.
- Homme âgé qui vend des journaux dans la rue.
- Dame âgée qui a répondu quasi-quotidiennement à nos questions sur le fonctionnement d'une multitude d'aspects du budget familial cubain.

2.7 En résumé

L'univers d'analyse de la recherche comprend la famille nucléaire des travailleurs salariés de l'État vivant dans les quartiers de *Cerro* et *Plaza de la revolución* à La Havane. L'enquête de terrain est subdivisée en trois sous-enquêtes portant sur les revenus, la production au noir et la consommation des familles. Au total, une trentaine d'entrevues ont été réalisées dont une dizaine pour découvrir le fonctionnement du budget familial des ménages, une dizaine d'autres pour recueillir systématiquement l'ensemble des données et informations relatives au

budget familial et, enfin, une dizaine d'autres pour approfondir certains aspects de l'économie familiale et de la production au noir.

CHAPITRE 3

MONOGRAPHIE

Dans ce chapitre, nous avons produit une monographie portant sur les différents postes du budget familial des sujets interviewés, en relation avec l'économie souterraine. Pour chacun des postes, nous avons procédé en exposant d'abord les informations les plus générales révélées lors de notre enquête. Nous avons ensuite développé chacun des postes en tâchant de présenter un exemple des principaux cas recensés. Dans les nombreux cas où les sujets interviewés de la classe moyenne et ceux de la classe aisée vivent une expérience nettement différente, nous avons pris soin de donner une description distincte pour chacune.

Tout au long des descriptions exposées dans ce chapitre, nous avons exprimé les proportions au sein de notre échantillon à l'aide des quatre termes suivants : « certains », « plusieurs », « la majorité » et « la plupart ». La faible taille de notre échantillon ne permettant pas l'expression de proportions en pourcentage, l'utilisation de ces termes nous a tout de même permis de donner un ordre de grandeur au lecteur. Le tableau 4.1 présente le cadre d'utilisation de ces termes dans la monographie.

Tableau 3.1
Termes utilisés dans la monographie pour exprimer
les proportions au sein de l'échantillon

L'usage du terme...	... indique une situation qui s'applique à...
« certains »	au moins deux cas
« plusieurs »	plus de 30 % des cas
« la majorité »	plus de 50 % des cas
« la plupart »	plus de 75 % des cas

Les descriptions fournies dans ce chapitre ne peuvent être sélectionnées individuellement pour présenter une caractéristique d'une classe sociale. La taille de notre échantillon est trop faible pour permettre de telles généralités. Par contre, la monographie dans son ensemble donne une bonne idée du budget familial et de sa relation avec l'économie souterraine, chez les salariés de l'État appartenant aux classes moyenne et aisée dans les municipalités de *Cerro et Plaza de la revolución* à La Havane.

3.1 Le logement

3.1.1 La propriété, l'hypothèque et l'accès au logement

Pour la plupart, les personnes interviewées sont propriétaires de leur habitation. Les autres bénéficient de l'usufruit de leur habitation, soit à cause de leur travail, soit parce que l'État le leur a accordé parce qu'ils vivaient auparavant dans une habitation trop petite pour la famille. Parmi les propriétaires, plusieurs détiennent une hypothèque contractée avec une banque étatique. Les versements sont peu élevés et se situent entre 12 et 45 pesos par mois (0,65 et 2,43 \$CAN). Lors du décès d'un propriétaire, son habitation retourne à l'État et ce, que l'hypothèque ait été remboursée en tout ou en partie. Les héritiers doivent racheter l'habitation en contractant une nouvelle hypothèque s'ils désirent en prendre possession.

Les Cubains ne paient pas de taxe municipale ou scolaire. Ils n'ont pas non plus à acheter d'assurance pour leur habitation. Le gouvernement fournit à tous une assurance de base qui comprend la relocalisation dans une autre habitation advenant la destruction de la leur, par exemple, après le passage d'un ouragan. Les nouvelles constructions sont érigées par des entreprises gouvernementales. Elles sont distribuées par le gouvernement dans le cadre, par exemple, de promotions aux meilleurs employés. Des habitations sont aussi distribuées aux plus pauvres. Par exemple, le gouvernement a accordé l'usufruit gratuit d'un appartement à une famille entière qui vivait dans une seule pièce.

3.1.2 La vente ou plutôt, l'échange d'habitations

Il n'est pas permis de vendre ou d'acheter une habitation entre particuliers à Cuba. Les propriétaires qui émigrent doivent laisser leur habitation à l'État. Ceux qui désirent déménager, doivent trouver un autre propriétaire qui désire permuter avec eux. Pour

permuter, il faut passer à travers la bureaucratie du bureau de contrôle du logement. Deux personnes ne peuvent permuter leur habitation pour une autre plus grande parce que le gouvernement soupçonne qu'il peut y avoir un négoce qui se cache sous le couvert de l'échange. Par contre, le gouvernement tolère que plusieurs personnes qui vivent serrées permutent pour une habitation plus grande.

Pour contourner cette réglementation, un propriétaire célibataire peut, en se mariant, placer son habitation en copropriété avec son conjoint. Ainsi, un propriétaire peut se marier avec l'acheteur de son habitation qui la conservera lorsqu'ils se divorceront un an plus tard ou lorsque le vendeur aura émigré. Il est aussi possible, quoique plus difficile, de payer un pot de vin à un fonctionnaire pour vendre une habitation à l'État et ensuite la revendre à un particulier déterminé.

3.1.2.1 Exemple de cas

Un travailleur de la construction gagne un revenu au noir en permutant d'une habitation à l'autre au fil des ans. Chaque fois, il emménage dans une habitation nécessitant des rénovations. Après l'avoir entièrement rénové, il permute de nouveau pour une autre habitation de même taille, mais dont l'état est plus délabré. Du point de vue du gouvernement, une telle permutation est légale. Cependant, chaque fois qu'il permute, cet homme reçoit informellement une somme d'argent de la personne qui emménage dans l'habitation qu'il a rénovée.

3.1.3 L'entretien et les réparations

3.1.3.1 La classe moyenne

La majorité des personnes interviewés appartenant à la classe moyenne n'effectuent que les réparations minimales à leur habitation, et encore. Sauf exception, ils recourent à des plombiers, électriciens et autres travailleurs qui travaillent au noir. Ils ne disposent pas d'assez d'argent pour acheter de la peinture pour les murs intérieurs de leur domicile. Ceux qui en achètent se procurent la peinture sur le marché noir au coût de 5 CUC le gallon (6,25 \$CAN) et effectuent eux-mêmes les travaux.

Un homme explique qu'il vit dans un édifice datant des années 1950 qui a des infiltrations d'eau au toit, des fuites d'eau dans la tuyauterie et de courts-circuits dans le système électrique. Il dit que, comme presque tous les édifices de La Havane, son édifice n'a jamais été entretenu depuis la révolution.

Le chauffe-eau d'une mère et sa fille est brisé depuis longtemps. Leur budget ne leur permet pas de le réparer. Pour se laver, elles font bouillir de l'eau qu'elles apportent dans un seau jusqu'à la baignoire.

Une femme veut changer sa baignoire dans la salle de bain parce qu'elle est fissurée, mais elle ne peut le faire, car cela coûterait « *muchísimo dinero* » (énormément d'argent). Elle doit aussi remplacer des robinets. Il y a sept ans, lorsqu'elle recevait des *remesas* de sa tante vivant en Espagne, elle pouvait réparer ce qui se brisait au fur et à mesure. Maintenant, elle n'a d'autre choix que de laisser son logement se détériorer.

Une autre femme, qui n'a pas peinturé l'intérieur de son logement depuis des années, désirerait beaucoup le faire, mais ne le peut, car la peinture est trop chère. En conséquence, elle prend bien soin des murs pour éviter qu'ils ne se salissent. « *Loca por pintarla* » (J'ai une envie folle de peindre mon logement). Elle a eu un problème de plomberie que lui a réparé un homme simple d'esprit qu'elle connaît. Pendant les jours qu'ont durés les travaux, elle lui a donné à manger midis et soirs. Il lui a demandé 500 pesos (27 \$CAN), ce qui est beaucoup moins que les 50 CUC (62 \$CAN) que voulait lui charger un plombier. De plus, il a accepté qu'elle lui paie ce montant par petits versements.

Une femme qui bénéficie de *remesas* rénove son habitation depuis les quatre ans où elle y habite. Jusqu'à maintenant, les rénovations ont coûté 6 000 pesos (325 \$CAN), sur le marché noir, en ciment, sable, câbles, pièces pour refaire l'électricité et main d'œuvre. De plus, elle a payé 180 CUC (225 \$CAN) à un travailleur indépendant licencié pour une fenêtre.

Un travailleur dans la construction fait des travaux de rénovation au noir, en dehors de ses heures de travail. La semaine dernière, il a ainsi gagné seulement 70 pesos (3,78 \$CAN). Par contre, vers la fin de 2005, un contrat lui a payé 3 000 pesos (162 \$CAN) ce qui lui a permis d'acheter le porc pour le repas familial de la fin de l'année, ainsi que d'autres choses.

Cette entrée d'argent reste de nature très instable. Parfois il dérobe des matériaux sur son lieu de travail pour ses activités informelles. Parfois, il ne fait aussi que revendre les matériaux volés. Un autre travailleur de la construction raconte que lui et tous ses confrères de travail dérobent des matériaux de construction à leur entreprise. Par exemple, il a volé les tuiles de céramique nécessaire à la rénovation de sa salle de bain.

3.1.3.2 La classe aisée

Tous les sujets interviewés appartenant à la classe aisée s'assurent que soient faites les réparations nécessaires pour éviter que leur habitation ne se détériore. La plupart d'entre eux réalisent aussi régulièrement des rénovations. Ils engagent des professionnels au noir qui se font payer en CUC. Les sujets interviewés appartenant à la classe aisée repeignent aussi régulièrement les murs intérieurs de leur habitation. La majorité d'entre eux effectuent eux-mêmes les travaux de peinture, mais certains les font faire par un travailleur au noir.

Il y a six mois, une femme a décidé de faire installer l'eau chaude pour la douche de sa salle de bain par une de ses connaissances. Elle a alors acheté un chauffe-eau au gaz d'un plombier opérant sans licence au coût de 70 CUC (87 \$CAN). Elle a aussi acheté une douche au prix de 30 CUC (37 \$CAN) dans un magasin de l'État, ainsi qu'environ 55 CUC (70 \$CAN) de pièces diverses chez des plombiers licenciés. Le travail lui a coûté 900 pesos (50 \$CAN) avec, pour résultat, une douche qui ne fonctionnait pas à cause d'un manque de pression. Elle a alors fait venir un plombier qu'un ami lui a recommandé. L'installation faite par ce plombier lui a coûté 155 CUC (193 \$CAN) en pièces achetées sur le marché noir et 120 CUC (150 \$CAN) en main d'œuvre. Peu de temps après, son fils a peinturé l'intérieur de son logement à l'aide de 300 pesos de peinture (16 \$CAN) achetée sur le marché noir.

Une femme affirme avoir peinturé son logement à l'aide de deux gallons de peinture payés 4,85 CUC (6,05 \$CAN) chacun dans un magasin étatique. Cette même femme a aussi refait sa cuisine au complet pour 630 CUC (786 \$CAN) dont 165 CUC (206 \$CAN) en main d'œuvre. À l'exception de la peinture, tout a été acheté et payé sur le marché noir.

3.1.3.3 Les fortunés

Une famille fortunée vit dans une grande habitation de huit pièces entièrement rénovée, dont les planchers sont en marbre et dont la cuisine ressemble à celle d'une banlieue aisée d'un pays développé. La rénovation de l'habitation a coûté 17 000 CUC (21 000 \$CAN) en matières premières principalement achetées sur le marché noir.

Un plombier travaille au noir à temps plein. Il possède un atelier licencié de réparation d'équipements électroniques tels télévisions et vidéos. Dans cet atelier, travaillent deux réparateurs qui disposent de licences de travailleurs indépendants, mais qui, en réalité, travaillent à salaire pour le plombier qui lui, a investi dans les outils et le matériel de l'atelier. Cet atelier lui sert de couverture pour ses activités souterraines de plomberie. Il transporte ses outils et matériaux dans un camion dont il est propriétaire, mais qui est enregistré au nom d'un membre de sa famille. Lui-même se déplace en moto de petite cylindrée récente. Il exécute trois ou quatre contrats de plomberie par mois. Ses clients sont des Cubains, souvent fortunés, qui font parfois refaire leur installation d'eau au complet. Selon lui, ses clients vivent dans des habitations disposant de tout le confort qui manque à la majorité des Cubains. Il est connu de ses clients grâce au bouche à oreilles. Un contrat nécessitant cinq jours de travail à environ huit heures par jour lui rapporte environ 120 CUC (150 \$CAN). Ainsi, ses revenus de plombier auxquels s'ajoutent les profits de son atelier le placent lui-même dans la classe des Cubains fortunés.

Un homme a amassé une fortune en rénovant les demeures de hauts dirigeants cubains. Il a ensuite investi dans la construction et l'aménagement d'un petit appartement à côté de son habitation. N'ayant pas le droit de construire, tout a été organisé de manière à ce que l'appartement n'ait pas l'air d'une construction récente et que l'agrandissement ne se voit pas de la rue. En particulier, les murs de l'appartement ont été construits avec des blocs d'un ciment qui a la propriété de paraître vieux dès la première pluie. L'homme a ensuite obtenu une licence pour louer l'appartement à des étrangers. Depuis ce temps, il dispose d'un revenu relativement régulier en CUC.

Un architecte a investi une partie de sa fortune dans l'achat de trois maisons. Il compte passer sa retraite dans une de ces maisons. Il a invité son cousin, qui est ouvrier dans la

construction, à y habiter avec sa famille. L'architecte s'installera dans cette maison lorsque son cousin aura terminé de la rénover, dans quelques années. Son cousin ira alors habiter dans l'une des deux autres maisons, dans laquelle habitent présentement des membres âgés de leur famille. À propos des titres de propriété des maisons, l'architecte explique que l'important réside dans le fait que tous savent qu'il en est le réel propriétaire.

3.2 La nourriture

Une mère vivant avec ses deux enfants qui travaillent dit que tous les revenus passent pratiquement dans la nourriture. « Hay que comer, no vivir para comer, pero hay que comer para vivir¹⁴ ». Un couple avec ses deux enfants éprouve de la difficulté à boucler son budget : « En la comida se va todo el dinero que uno tiene y el que no tiene también, el que tiene que buscar¹⁵ ».

Un membre du PCC, reconnu par ses pairs car il est secrétaire de sa cellule, affirme ne pas acheter de nourriture sur le marché noir, car il ne peut se fier sur son origine pour sa qualité. Selon lui, les denrées de l'État sont bien conservées et congelées, ce qui garantit leur qualité. Le yogourt de soya est le seul produit qu'il achète sur le marché noir à un vendeur dans un magasin.

3.2.1 Le livret de rationnement

Tous les ménages cubains disposent d'un livret de rationnement, appelé la *libreta*, donnant droit à l'achat de plusieurs produits de base à prix fortement subventionnés. Ces produits comprennent essentiellement de la nourriture, mais aussi des produits d'hygiène, des cigarettes, etc. Selon une femme interviewée, tous les ménages récupèrent leur allocation de nourriture subventionnée. Cependant, tous les sujets interviewés s'entendent pour dire que l'allocation de la *libreta* ne comble qu'une partie de leurs besoins en nourriture. Ainsi, en sus des produits subventionnés, les familles doivent se procurer de la nourriture et d'autres

¹⁴ En français : « Il faut manger, pas vivre pour manger mais il faut manger pour vivre ».

¹⁵ En français : « Tout l'argent qu'on a et également celui qu'on n'a pas, que l'on doit trouver, va dans la nourriture ».

produits dans les marchés, dans les magasins étatiques ou sur le marché noir. Les produits de la *libreta* non utilisés sont donnés ou vendus à d'autres Cubains.

Certains Cubains bénéficient, pour des raisons de santé, d'une allocation supplémentaire de nourriture afin de satisfaire certains besoins diététiques. Par exemple, une dame âgée reçoit, en sus de la *libreta* de base, une ration de poulet et de lait en poudre¹⁶. Officiellement, son médecin la lui a accordée pour des raisons de santé mais, en réalité, il l'a fait parce qu'elle est trop pauvre pour se nourrir convenablement.

Presque tous les jours, une mère monoparentale va chercher à la boulangerie la ration d'un petit pain rond par personne offert par l'État à prix subventionné. Sur le chemin, elle s'arrête chez une voisine qui, parce que sa famille n'aime pas le pain rationné, lui prête sa *libreta* qu'elle utilise pour se procurer quatre pains additionnels. Une autre femme de la classe moyenne bénéficie de la ration de poisson d'une amie, car cette dernière n'en veut pas.

Un homme âgé de la classe moyenne et bénéficiant de remesas régulières paie 40 pesos par mois (2,16 \$CAN) à un homme pour aller lui chercher sa ration de la *libreta*.

La plupart des produits de la *libreta* sont vendus dans un comptoir appelé la *bodega*. Celui qui y travaille s'appelle le *bodeguero*. La viande et le pain sont vendus dans des boucheries et des boulangeries. En sus de la vente des produits rationnés, le *bodeguero* vend les mêmes produits sur le marché noir. Il se les procure auprès des livreurs des produits rationnés qui lui apportent davantage de ces produits. Selon une femme interviewée, tous les *bodegueros* vendent des produits au noir en sus de ceux de la *libreta*. Elle donne l'exemple du livreur de savon qui se fait demander par le *bodeguero* s'il ne pourrait pas livrer deux ou trois caisses additionnelles. Le livreur vole alors ces caisses de l'entrepôt de l'État pour les revendre au *bodeguero*.

¹⁶ Chez la plupart des interviewés bénéficiant d'une diète, celle-ci est constituée d'un kilogramme de lait en poudre et de trois livres de poulet.

3.2.2 Les produits laitiers

L'État fournit du lait, à travers le panier de biens subventionnés, aux enfants de moins de sept ans et à certaines personnes bénéficiant d'une diète spéciale. Le reste des sujets interviewés achète du lait sur le marché noir souvent auprès du *bodeguero*. Ce dernier se procure du lait en poudre auprès de celui-là même qui lui livre le lait subventionné. En fait, la même personne qui fait la livraison du lait subventionné livre en même temps une quantité additionnelle de lait qu'elle vend sur le marché noir au *bodeguero* qui, lui-même, le revend au marché noir à la population. Du lait entier est aussi vendu sur le marché noir, en provenance de la campagne cubaine. En parallèle, l'État vend du lait en poudre, du lait entier et du lait concentré dans ses magasins en CUC. Le prix du lait en poudre sur le marché noir se situe entre le prix du lait subventionné et celui des magasins en CUC, à environ la moitié de celui des magasins en CUC.

Vers le début du mois de février 2006, le gouvernement a instauré des contrôles qui ont empêché les *bodegueros* de vendre du lait en poudre sur le marché noir. En conséquence, la majorité des sujets interviewés ne buvaient plus de lait. Certains se sont mis à en acheter dans les magasins en CUC. En quelques jours, certains magasins sont tombés en pénurie de lait en poudre puis, rapidement, tous les magasins. Ensuite, le lait entier et le lait concentré ont commencé à manquer dans ces mêmes magasins. Enfin, au bout de trois semaines, il est devenu impossible pour la plupart des sujets interviewés de se procurer du lait, non pas par manque d'argent, mais à cause de la pénurie dans les magasins étatiques et sur le marché noir. Une semaine plus tard, le lait en poudre est réapparu sur le marché noir. Seuls les sujets interviewés qui achetaient du lait en provenance de la campagne ont continué à en boire durant cette période.

Deux mois plus tard, une femme interviewée a affirmé que le lait n'était plus disponible sur le marché noir depuis trois mois. Lui ayant exprimé que la plupart des autres personnes interviewées avaient effectivement manqué d'approvisionnement en février, mais que depuis un certain temps, elles en trouvaient, elle a répondu que tous les *bodegueros* détiennent du lait pour la revente au noir, mais que les quantités sont limitées et qu'ils réservent ces ventes pour leur clientèle privilégiée. Ainsi, selon elle, en avril 2006, il n'y avait pas de lait à vendre sur le marché noir.

Une variété d'autres produits laitiers sont disponibles sur le marché noir dont du yogourt, du fromage, du beurre et de la crème glacée. Certains produits, tel le yogourt, s'achètent surtout sur le marché noir, alors que d'autres, telle la crème glacée, s'achètent principalement dans les magasins et restaurants de l'État, ainsi que chez les travailleurs indépendants.

3.2.2.1 La classe moyenne

Certains des sujets interviewés de la classe moyenne affirment ne pas acheter de lait, alors que la plupart des autres disent en acheter lorsqu'il y en a sur le marché noir. La majorité d'entre eux achètent du lait en poudre au *bodeguero*. Les autres achètent du lait en provenance de la campagne. Par exemple, une femme achète du lait frais et du yogourt chez un homme qui fait du yogourt avec du lait qu'il se procure d'un fermier à la campagne. Une autre femme achète quatre livres de beurre à 20 pesos chacune (1,08 \$CAN) d'une personne qui les lui apporte de la province de Camagüey, située dans la partie centrale de l'île.

3.2.2.2 La classe aisée

Tous les sujets interviewés de la classe aisée achètent du lait sur le marché noir lorsqu'il est disponible. Lorsqu'ils n'en trouvent pas, certains en achètent dans les magasins étatiques. Ainsi, une femme va en premier lieu à la *bodega* pour voir si elle peut se procurer du lait en poudre sur le marché noir. S'il n'y en a pas, elle en achète dans un magasin de l'État. Elle dit que le lait en poudre coûte approximativement moitié prix sur le marché noir. Les magasins de l'État vendent aussi du lait entier liquide à 1,75 CUC le litre (2,18 \$CAN). Pour cette femme, qui appartient pourtant à la classe aisée, le lait entier n'est pas une option, car il coûte trop cher.

Tous les mois, un homme achète cinq livres de fromage, en provenance de la partie centrale de l'île, d'une personne qui passe par son logement. Tous les deux mois, il achète aussi de la crème glacée sur le marché noir d'un homme qui l'apporte de l'entreprise *Copelia*.

3.2.3 Les marchés

Il y a plusieurs types de marchés à Cuba. Les moins chers sont gérés par l'armée, alors que les plus chers, qui offrent des produits de meilleure qualité, appartiennent à des travailleurs indépendants. Entre les deux, se trouvent les points de vente des coopératives agricoles.

Leurs prix sont plafonnés par le Conseil administratif provincial de l'État. Leurs étalages disposent de tous les produits, ils sont plus petits que les marchés de l'armée, ils sont plus nombreux et donc, plus près des consommateurs qui, en achetant d'eux, paient un peu plus cher, mais évitent de marcher de longues distances.

Les produits vendus dans les marchés le sont aussi au noir, car certains achètent les produits à bas prix et les revendent dans la rue. Ils se procurent les produits à bas prix soit dans les grands marchés, soit des camions qui apportent les produits dans les villes, soit directement des paysans à la campagne. Certains vendent aussi les fruits qui poussent dans les arbres autour de leur maison.

Un homme, qui vit de l'économie souterraine, explique qu'un achat dans un marché, quel qu'il soit, peut appartenir aussi bien à l'économie légale qu'à l'économie souterraine. Selon lui, les travailleurs dans les marchés vendent, sous le couvert de leurs fonctions légales, des denrées fournies par le marché noir.

3.2.3.1 Les travailleurs dans les marchés

Un gérant, six vendeurs et quelques commis travaillent dans un marché de fruits et légumes d'une coopérative agricole. Ils reçoivent chacun un salaire mensuel de 250 pesos (13,50 \$CAN). Ils devraient normalement bénéficier du partage des profits de la coopérative, mais ils ne reçoivent pratiquement rien à ce titre, car selon eux, l'argent va généralement dans les poches des administrateurs de la coopérative. Leur salaire étant insuffisant, les vendeurs faussent à leur avantage le poids des aliments. Avec l'argent ainsi gagnée, chaque vendeur verse 100 pesos par mois (5,39 \$CAN) au gérant du marché. Ils versent aussi de l'argent aux commis. Ces travailleurs affirment que, dans les marchés, « todo lo prohíben y todo se hace¹⁷ ».

Pourtant, le gouvernement dispose d'un corps d'inspecteurs pour assurer le respect des normes. Les points de vente doivent remplir une déclaration sous serment sur laquelle sont listés tous les produits en inventaire avec leur quantité et leur prix de vente. Tous les produits

¹⁷ En français : « Ils (le gouvernement) interdisent tout et tout se fait ».

en inventaire doivent correspondre avec des factures d'achat. Il arrive qu'un point de vente paie un pot de vin à un inspecteur. Par exemple, moyennant une compensation monétaire, un inspecteur peut remplacer une amende pour violation de prix, ce qui est grave, par une amende concernant la mauvaise qualité des produits ou par un désajustement de la balance, ce qui est moins grave. Selon un travailleur dans un marché, les vendeurs déclarent à l'État des ventes de 2 000 ou 3 000 pesos (108 ou 162 \$CAN), alors qu'en réalité, leurs ventes peuvent s'élever jusqu'à 12 000 pesos (650 \$CAN). Les vendeurs évitent ainsi de payer la taxe de vente, mais aussi de justifier la provenance de toutes les denrées vendues.

Lors de l'entrevue, des travailleurs d'un marché ont exprimé leur crainte que le gouvernement n'apprenne (à cause de ce mémoire) que les vendeurs fraudent les clients et que les autres travailleurs du marché en profitent. Après leur avoir exposé que le gouvernement ne pourra déterminer dans quel marché ces activités ont lieu à cause du caractère anonyme de l'entrevue, ils ont soutenu que tous les marchés dans toutes les municipalités de La Havane fonctionnent sur ce principe. Ils craignent que cette information alerte le gouvernement sur le principe de fonctionnement du système et, en bout de ligne, leur coupe les vivres. Un vendeur a exprimé son désaccord avec les autres en affirmant que le gouvernement cubain connaît déjà bien toutes les magouilles dans les marchés. Il a expliqué que le Conseil administratif provincial ne peut ignorer les mécanismes de fonctionnement des marchés et que, en conséquence, le ministre doit nécessairement être au courant. Il a rappelé la fois où le gouvernement avait instauré des contrôles aux portes de La Havane afin d'arrêter les camions chargés de produits alimentaires illégaux. Au bout de trois jours, le gouvernement avait cessé l'opération parce que les étalages dans les marchés s'étaient vidés. Selon ce vendeur, les travailleurs dans les marchés n'ont rien à craindre de leurs activités souterraines car, lorsque les gens n'ont rien mangé, ils descendent dans les rues pour protester, ce que le gouvernement cherche à éviter à tout prix.

3.2.3.2 Les producteurs

Les coopératives agricoles doivent respecter des quotas de vente de leur production à l'État. Lorsqu'elles ont atteint leurs quotas, elles peuvent vendre leurs excédents à profit. Certaines coopératives disposent d'un camion qu'elles utilisent pour transporter leurs excédents à La Havane et les vendre dans les marchés. Les autres peuvent vendre leurs excédents à

n'importe quel camionneur qui est prêt à leurs en donner un prix acceptable. Ce peut être le camion d'une autre coopérative ou celui d'un particulier. Les quotas de production qui sont vendus au gouvernement sont transportés par camion vers les entrepôts de l'entreprise étatique *Acopio* qui les redistribue dans les marchés étatiques. Parfois, un camion est détourné et ses denrées sont vendues directement dans les marchés au profit de ceux qui les ont détournées. De plus, une bonne partie des quotas qui devrait être versée à l'État n'est jamais récupérée par celui-ci faute de camion et elle est vendue à des intérêts privés.

3.2.3.3 Les investisseurs

La réglementation cubaine permet à une coopérative qui dispose de moyens financiers d'ouvrir des points de vente pour ses produits dans des municipalités situées en zone urbaine. Selon la procédure officielle, la coopérative doit solliciter, conjointement avec le délégué à l'agriculture de sa municipalité, l'ouverture d'un point de vente au délégué de la municipalité où elle désire établir le point de vente. Lorsque toutes les formalités sont approuvées, un kiosque est érigé et les membres de la coopérative peuvent y vendre les produits de la coopérative. Étant donné que la production de chaque coopérative est généralement limitée à quelques produits, une coopérative peut aussi acheter les produits d'autres producteurs agricoles pour les revendre.

Cependant, la plupart des coopératives ne disposent pas des ressources monétaires suffisantes et de l'entrepreneuriat nécessaire à l'ouverture et la gestion d'un point de vente en zone urbaine. Dans les faits, les points de vente sont ouverts par des investisseurs à leur profit. L'ouverture d'un point de vente par un investisseur lui coûterait entre 7 000 et 10 000 pesos (375 et 540 \$CAN). Un tiers de cet argent irait au président d'une coopérative pour la signature d'une lettre attestant que les futurs travailleurs du point de vente en sont membres. Le reste de l'argent serait destiné à la construction des infrastructures du nouveau point de vente et au versement d'autres pots de vin. Au final, le point de vente est tout à fait légal sur papier. Selon deux sujets interviewés, la plupart des points de vente à La Havane, c'est-à-dire environ 80 %, ne sont pas tenus par des coopératives comme la loi l'exige. La plupart des vendeurs dans les kiosques des coopératives agricoles n'ont jamais, non plus, travaillé dans une coopérative.

Les vrais propriétaires de la plupart des marchés sont des investisseurs. L'un d'entre eux achète les denrées, fixe leur prix de vente, verse un salaire aux vendeurs et aux préposés du point de vente, ainsi qu'environ 500 pesos par semaine (27 \$CAN) au président de la coopérative. Bien sûr, il récolte les profits. Certains investisseurs possèdent plus d'un point de vente. Par exemple, un investisseur détient deux points de vente de fruits et légumes, ainsi que cinq boucheries.

3.2.4 Les oeufs

La plupart des sujets interviewés achètent préférablement leurs oeufs à l'État au coût de 45 pesos le carton de 30 oeufs (2,43 \$CAN). Cependant, il arrive que l'État n'offre plus d'oeufs à vendre ce qui en force plusieurs à acheter une partie des oeufs qu'ils consomment sur le marché noir au prix de 60 pesos le carton (3,24 \$CAN). Les oeufs sur le marché noir peuvent être vendus par des gens de la campagne qui viennent les vendre à la ville. Pour les acheter, il suffit de demander aux personnes qui se promènent dans la rue en transportant un carton d'oeufs.

3.2.5 La viande et le poisson

La plupart des sujets interviewés achètent de la viande dans les marchés et dans les magasins de l'État. La majorité des sujets de la classe moyenne et la plupart de ceux appartenant à la classe aisée en achètent aussi sur le marché noir.

3.2.5.1 Le boeuf

Plusieurs sujets interviewés ont affirmé acheter du boeuf sur le marché noir et ce, même si la vente et l'achat de viande de boeuf au noir est passible de 20 ans de prison. Les marchés ne vendent pas de boeuf et aucun des sujets interviewés n'en achète dans les magasins de l'État. Sur le marché noir, le boeuf se vend 2 CUC la livre (2,49 \$CAN). Une femme de la classe aisée en achète mensuellement dix livres à un boucher qui passe chez elle tous les mardis. Lorsqu'elle effectue sa commande au boucher, ce dernier repasse discrètement quelques heures plus tard avec le boeuf. Il ne se déplace jamais avec du boeuf s'il n'a pas une commande d'un client, car cela est trop risqué.

Une dame âgée de la classe moyenne s'est mise à chuchoter lorsque le sujet de la viande de boeuf a été abordé. À voix basse, elle a donné une longue explication pour finir par nier en acheter. Plus tard, elle a avoué à une amie qu'elle était peinée, mais qu'elle avait eu trop peur de dire lors de l'entrevue qu'elle achetait du boeuf.

3.2.5.2 Le poulet

Parmi les sujets interviewés qui achètent du poulet, la majorité le font dans les marchés et dans les magasins de l'État. Le poulet congelé est la seule viande achetée par les personnes interviewées dans les magasins étatiques en CUC. Certains des sujets interviewés se procurent leur poulet sur le marché noir.

3.2.5.3 Le poisson

La majorité des sujets interviewés qui achètent du poisson le font sur le marché noir. Les autres l'achètent dans les marchés. Certains des sujets interviewés de la classe aisée achètent aussi de queues de langoustes sur le marché noir.

3.2.5.4 Le porc

À l'inverse du poisson, la majorité des sujets interviewés qui achètent de porc se le procurent dans les marchés, alors que le reste l'achète sur le marché noir.

3.2.5.5 Le mouton

Tous les sujets interviewés qui consomment du mouton l'achètent dans les marchés.

3.2.5.6 La classe moyenne

Une femme achète des cuisses de poulet dans les magasins de l'État. Elle obtient huit ou neuf cuisses pour 3 CUC (3,74 \$CAN). Une autre femme achète souvent du poisson dans les marchés à 25 pesos la livre (1,35 \$CAN) pour son mari, sa fille et elle. Elle utilise tout dans le poisson, y compris la tête, pour cuisiner de la soupe. Une fois par mois, elle achète une

livre de porc, ce qui donne deux petits morceaux. Elle aime le porc « pero este lujo, no me lo puedo dar¹⁸ ».

3.2.5.7 La classe aisée

Une femme de la classe aisée utilise l'argent de ses *remesas* pour acheter de la viande et du poisson pour sa famille. Elle achète pour 5 CUC (6,23 \$CAN) de poisson à une femme vivant dans une province adjacente qui se déplace chaque semaine à La Havane pour en vendre. Elle achète aussi du poulet vendu en CUC dans les magasins de l'État, mais elle préfère acheter du boeuf, car le poulet contient des os qui font que pour un même montant d'argent, le boeuf donne davantage de viande. « Hay que buscar la manera que uno coma más y gaste menos¹⁹ ».

Une autre famille de la classe aisée achète toutes ses protéines sur le marché noir : le poulet provient du boucher; le boeuf provient d'un travailleur dans un abattoir qui passe à son domicile; et enfin, le poisson est acheté d'un homme qui le vend dans un bar où son cousin travaille et dont les réfrigérateurs servent à le conserver.

Un homme de la classe aisée achète du poulet et du yogourt de soya au boucher. En sus de sa ration du livret de rationnement, le boucher lui vend, sur le marché noir, quatre à huit livres de poulet par mois à 23 pesos la livre (1,24 \$CAN). Il achète aussi du *picadillo de soya* sur le marché noir. Pour savoir où en trouver, il s'informe auprès des gens dans la rue ou de ceux qui attendent dans les files d'attente. Enfin, il achète toujours le foie de porc dans les marchés indépendants parce qu'autrement, il devrait faire la file d'attente pendant trois heures pour en acheter deux livres à plus bas prix dans les marchés étatiques.

3.2.5.8 Les bouchers

De l'avis d'un boucher d'expérience, pratiquement tous les bouchers vendent de la viande sur le marché noir en sus de celle qu'ils vendent dans le cadre de leur travail pour l'État. Ils

¹⁸ En français : « ...mais je ne peux me payer ce luxe ».

¹⁹ En français : « Il faut trouver la manière de manger davantage tout en dépensant moins ».

obtiennent la viande des livreurs des camions des entreprises étatiques. Ainsi, de la vingtaine de livreurs qui passent par la boucherie du boucher interviewé, tous lui vendent de la viande sur le marché noir. Cette pratique est si répandue que les prix sont établis et stables depuis plusieurs années et qu'ils sont les mêmes d'une boucherie à l'autre et d'un livreur à l'autre. Le boucher interviewé exerce sa profession depuis 20 ans et affirme n'avoir jamais reçu d'amende pour ses activités souterraines.

3.2.5.9 Vente de poisson au noir

Une femme d'une province adjacente à La Havane revend du poisson qu'elle achète d'un pêcheur qui travaille pour l'État. Ce pêcheur réserve une partie de ses prises pour les lui vendre à 10 pesos la livre (0,54 \$CAN). Elle se rend à La Havane chaque semaine chargée de 40 à 50 livres de poisson qu'elle vend toujours au complet en faisant la tournée des domiciles de ses clients. Elle revend les poissons à 20 pesos la livre (1,08 \$CAN). Elle gagne ainsi environ 1 600 pesos par mois (86 \$CAN).

Pour mener à bien son commerce, elle doit disposer de poisson et, de plus, celui-ci doit être de bonne qualité. Elle n'achète pas ce qu'elle considère de mauvaise qualité, car ses clients sont réguliers et qu'elle ne vend pas dans la rue. Sa clientèle s'est formée de bouche à oreille. Parfois, le poisson reste dans son congélateur quelques jours, car elle ne peut se libérer de son travail ou parce qu'il y a beaucoup de policiers dans les rues ou à la gare. Elle fait ce commerce depuis environ cinq ans et elle ne s'est jamais fait prendre par la police. Elle dit que ce commerce est vraiment dangereux pour les hommes, car ils sont davantage susceptibles de se faire arrêter par la police. En plus de faire ce commerce, elle travaille aussi pour l'État dans une entreprise qui la paie 350 pesos par mois (19 \$CAN). Elle ne reçoit aucune prime de son entreprise. Elle ne reçoit pas non plus de *remesas*.

3.2.5.10 Vente de queues de langouste

Un homme vend des queues de langoustes à 10 CUC (12,50 \$CAN) le paquet de dix. Il les achète d'un pêcheur dans sa province et les apporte à La Havane pour les vendre. Récemment, il s'est fait attraper par la police qui lui a confisqué les langoustes et lui a donné une amende de 5 000 pesos (270 \$CAN) qu'il paiera par versements. Au moment de l'intervention policière, il était passager dans une auto et, bien que le chauffeur ait caché les

langoustes, les policiers les ont trouvées et il a été forcé de dire qu'elles lui appartenaient pour éviter que le chauffeur ne se fasse confisquer son véhicule. S'il avait été dans un autobus, il ne se serait pas fait prendre, car il n'aurait pas dit que les langoustes lui appartenaient lors de la fouille des policiers. Il continue cependant de vendre des queues de langoustes affirmant qu'il n'a pas d'autre choix puisqu'il doit gagner de l'argent afin de payer l'amende.

3.2.6 L'huile végétale

La plupart des personnes interviewées ont énoncé trois manières de se procurer de l'huile végétale : par la *libreta*, sur le marché noir et dans les magasins en CUC. Par la *libreta*, chaque personne reçoit une demie livre d'huile végétale par mois à 0,20 pesos la livre (0,01 \$CAN). Cette quantité ne suffit pas étant donné que la cuisine cubaine consomme beaucoup d'huile. En conséquence, la plupart des sujets interviewés achètent l'huile qui leur manque sur le marché noir au prix de 20 pesos la livre (1,08 \$CAN). Pour acheter de l'huile sur le marché noir, il faut apporter son propre contenant au vendeur. Une bouteille d'un litre est remplie au complet « moins deux doigts » pour 40 pesos (2,16 \$CAN). Certains apportent un *pepito*, c'est-à-dire une bouteille d'eau gazeuse d'un volume de 1,5 litre, qui est remplie pour 60 pesos (3,24 \$CAN). En comparaison, le prix de l'huile végétale dans les magasins en devises coûte 2,15 CUC le litre (2,68 \$CAN). Ceux qui se procurent de l'huile dans les magasins de l'État ne le font que lorsqu'ils n'en trouvent pas sur le marché noir.

L'huile végétale s'achète sur le marché noir à des personnes qui la volent à leur entreprise. Par exemple, un cuisinier dans un restaurant ou dans une cantine utilise un minimum d'huile pour la cuisson et vend le reste. Un boulanger fait la même chose. Un travailleur de l'entrepôt d'huile végétale en vole pour la revendre. L'huile se vend parfois directement sur le lieu de travail du vendeur et, en d'autres occasions, à son domicile. Les gens se parlent afin de savoir où ils peuvent se procurer ce dont ils ont besoin. Une femme âgée affirme connaître une bonne dizaine d'endroits où elle peut se procurer de l'huile végétale : dans une *bodega*, dans une boulangerie, dans une cuisine et chez des particuliers. Lorsqu'elle a besoin d'huile, elle peut passer des heures à en chercher. Parfois, elle se résigne à l'acheter dans un magasin en devises. Pour ce faire, elle va changer 50 pesos (2,70 \$CAN) pour 2 CUC (2,50 \$CAN) dans un bureau de change spécial, car peu de bureaux de change vendent des

CUC, alors que tous les achètent contre des pesos. Ensuite, elle se procure les 0,15 CUC (0,19 \$CAN) de monnaie qui lui manquent en demandant à des vendeurs dans les marchés d'avoir la bonté de les lui vendre au prix de 0,05 CUC (0,06 \$CAN) pour 1 peso (0,05 \$CAN). Elle achète enfin l'huile végétale dans un magasin en devises.

3.2.7 Le café

Les sujets interviewés se procurent du café en premier lieu à travers la *libreta* qui leur permet d'en acheter chaque mois un quart de livre à 5 pesos (0,27 \$CAN). Certains ménages ne boivent pas beaucoup de café et revendent leur ration pour 15 pesos (0,81 \$CAN) sur le marché noir. La majorité des sujets interviewés appartenant à la classe aisée consomment davantage de café que leur ration. Ils se le procurent sur le marché noir de personnes qui vendent du café à leur domicile au prix de 10 pesos pour une demi-livre (0,54 \$CAN). Ce café est appelé *café mezclado* (café mélangé), car il est coupé avec des petits pois. Les personnes qui vendent ce café achètent les grains de café de ceux qui les récoltent à la campagne et qui vont ensuite les vendre à La Havane à 25 pesos la livre (1,35 \$CAN). Ils torréfient les grains de café et torréfient aussi des grains de petits pois jusqu'à ce qu'ils prennent la couleur du café. Ensuite, ils moulent des quantités égales de café et de petits pois. Ils obtiennent ainsi du café mélangé. Une femme âgée de la classe aisée connaît cinq personnes qui vendent ainsi du café à leur domicile. Pourtant, le gouvernement vend du café pur dans les magasins en CUC, dont le café de marque *Cubita* au prix de 1,75 CUC pour 115 grammes (2,18 \$CAN). Mais, aucun sujet interviewé n'en achète.

3.3 Les produits d'hygiène

En moyenne, ces produits représentent la deuxième plus importante part du budget familial des sujets interviewés après la nourriture et ce, aussi bien pour la classe aisée que la classe moyenne. La plupart des sujets interviewés se procurent légalement leurs produits d'hygiène (savon, détergent, shampoing, déodorant, parfum, papier hygiénique,...) dans les magasins étatiques en CUC. Quelques-uns en achètent sur le marché noir. Contrairement à la nourriture, le marché noir des produits d'hygiène est peu développé. Par contre, les médecins, infirmières et professeurs reçoivent en cadeau une part substantielle de ce qu'ils consomment en produits d'hygiène et certains parmi les autres travailleurs bénéficient d'un

panier de ces produits distribué mensuellement par leur entreprise. Ces cadeaux et paniers sont appréciés, car autrement, les produits d'hygiène ne sont généralement disponibles qu'en CUC.

Une infirmière de la classe moyenne reçoit beaucoup de cadeaux de ses patients sous forme de produits d'hygiène. Elle achète l'essentiel de ce qui lui manque au coût d'environ 3 CUC (3,75 \$CAN) par mois dans les magasins de l'État. Elle paie aussi 10 pesos (0,54 \$CAN) au noir pour une barre de savon qu'elle se procure soit chez le *bodeguero*, soit d'un travailleur de l'usine de savon qui passe chez elle, car elle est une personne de confiance. Elle achète aussi son détergent chez un particulier à 10 pesos le paquet (0,54 \$CAN) qui vaut 0,65 CUC (0,81 \$CAN) dans les magasins de l'État. Enfin, sa famille économise en n'achetant pas de papier hygiénique pour la salle de bain; ils utilisent plutôt de l'eau et du savon avec une serviette. Elle soutient qu'il est plus hygiénique de se laver ainsi. Cependant, elle ajoute en riant que lorsqu'elle est pressée, elle utilise du papier journal!

Une femme professionnelle de la classe moyenne déclare qu'elle dépense environ 12 CUC (15 \$CAN) par mois dans l'achat de produits d'hygiène dans les magasins de l'État. Parfois, elle réussit à se procurer un panier de produits d'hygiène contenant du déodorant, du shampoing et du savon au prix de 100 pesos (5,40 \$CAN). Elle achète un tel panier auprès d'un travailleur qui le reçoit de son entreprise et qui le revend.

Une femme de la classe aisée achète pour environ 41 CUC (51 \$CAN) par mois de produits d'hygiène dans les magasins de l'État. Sur le marché noir, elle achète des médicaments contre le mal de tête et des vitamines C à 1 CUC (1,25 \$CAN) chacun. Elle achète aussi des rouleaux de bandages blancs à une infirmière pour 20 pesos (1,08 \$CAN) tous les deux ou trois mois.

3.4 La santé

Comme tous les travailleurs étatiques interviewés, les médecins et les infirmières reçoivent un salaire insuffisant pour combler leurs besoins. Pour boucler les fins de mois, ils comptent sur les cadeaux offerts par les patients. De plus, certains se font payer pour être de garde à la

place des autres qui bénéficient d'un meilleur niveau de vie à cause, par exemple, de leur conjoint ou de *remesas*.

Deux femmes médecins expliquent que plusieurs de leurs patients leur font des cadeaux à l'occasion de la Journée mondiale de la santé. Elles reçoivent alors surtout des produits hygiéniques, tels du savon, du shampoing, du parfum, du déodorant, etc. Elles gardent ces produits et les utilisent peu à peu tout au long de l'année, évitant ainsi de dépenser de précieux CUC dans les magasins de l'État.

La première de ces médecins affirme ne pouvoir s'acheter ni vêtements, ni chaussures avec son salaire et celui de son mari qui est professeur. Pourtant, les vêtements qu'elle porte ne paraissent pas particulièrement usés. À cet effet, elle explique que les vêtements qu'elle porte, y compris les sous-vêtements, lui ont été offerts en cadeaux par des patients. Certains patients lui rapportent des cadeaux à leur retour de voyages qu'ils ont fait à l'étranger. En sus de vêtements, elle a ainsi reçu une montre, des sandales et des lunettes. Elle considère recevoir beaucoup de cadeaux à cause de son dévouement. En effet, elle tient sa porte ouverte à ses patients même en dehors des heures de travail. Elle explique que tous les médecins ne sont pas si dévoués. Les patients le savent et la remercient en conséquence. Un patient lui a même offert de repeindre les murs intérieurs de son habitation en guise de remerciement pour ses soins, ce qu'elle n'aurait jamais pu se permettre à cause du prix élevé de la peinture.

Elle dit ne pas pouvoir non plus penser s'acheter quelque équipement électroménager que ce soit. Son réfrigérateur et sa machine à laver, qui datent de l'époque soviétique, ainsi que sa télévision, lui ont été donnés par les parents de son ex-mari. Elle craint que le moteur de son réfrigérateur vienne à brûler, car le remplacer pourrait coûter jusqu'à 80 CUC (100 \$CAN) et qu'elle ne dispose pas de cette somme. Si cela devait se produire, le réfrigérateur resterait brisé jusqu'à ce qu'elle puisse réunir l'argent en empruntant autour d'elle. Elle rembourserait ensuite, petit à petit.

L'autre médecin tient une clinique médicale près d'une usine dont le médecin est parti en congé parental. Elle a offert ses services à l'usine en échange d'un panier de produits d'hygiène personnelle. L'entente prévoit qu'au besoin, un ouvrier puisse se rendre à sa

clinique, en échange de quoi elle bénéficie de la prime mensuelle accordée à tous les employés de l'usine. Cette prime consiste en un panier pouvant contenir, par exemple, deux barres de savon, du savon à vaisselle, un paquet de détergent, un tube de pâte à dent et un déodorant. Elle bénéficie aussi du repas du midi subventionné à la cantine de l'usine. Ces avantages lui évitent plusieurs dépenses coûteuses. Malgré cela, elle ne peut pas acheter des souliers à 30 CUC (37 \$CAN) pour son fils, car ce montant est plus élevé que son salaire mensuel. Il ne lui resterait alors plus rien pour manger. « Realmente con el salario de un profesional, no puedes ir a la tienda, imposible²⁰ ». Parlant de peindre les murs intérieurs de son logement, elle affirme que dans sa condition actuelle, elle ne peut pas y penser. « Tenemos que tener los pies en el piso. No esta permitido soñar. Entiendes, hay cosas que no puedo hacer²¹ ».

Une infirmière est amenée à visiter des patients à leur domicile dans le cadre de son travail. Lors de ces visites, elle se fait parfois offrir à manger. Certains patients lui donnent un pourboire. Par exemple, une dame à qui elle fait une injection tous les deux jours lui donne à chaque fois 0,25 CUC (0,31 \$CAN). La veille de l'entrevue, elle s'était fait donner 10 CUC (12,50 \$CAN) par une patiente dont la sœur, vivant aux États-Unis, était en visite à Cuba. La sœur de la patiente lui a promis de lui envoyer des boucles d'oreilles en argent, des collants, deux petites culottes, deux soutien-gorge et une paire de chaussures dont elle a pris les mesures. Elle lui fera parvenir tous ces articles à partir des États-Unis à l'aide de gens qu'elle connaît. L'infirmière affirme que cette patiente l'aime beaucoup à cause de toute l'aide qu'elle lui apporte. Par exemple, elle accompagne la patiente au marché, lui achète ses médicaments et, plus généralement, l'aide à résoudre certains problèmes lorsqu'elle le peut.

Les médecins et les infirmières doivent être de garde en fonction des besoins en personnel médical. Ainsi, à l'époque de l'enquête, une infirmière devait faire une ou deux garde par semaine à l'hôpital. En plus de ses propres gardes, cette infirmière, qui est aussi mère

²⁰ En français : « Réellement, avec le salaire d'un professionnel, on ne peut aller au magasin (de l'État en CUC), c'est impossible ».

²¹ En français : « Nous devons rester les pieds sur terre. Il n'est pas permis de rêver. Tu comprends, il y a des choses que je ne peux pas faire ».

monoparentale, faisait huit gardes par mois pour d'autres infirmières qui lui donnaient 60 pesos (3,24 \$CAN) pour chaque garde²². En outre, elle faisait le ménage d'un cabinet de médecin pour 115 pesos mensuels (6,20 \$CAN), payés par le gouvernement. Du point de vue du gouvernement, celle qui faisait le ménage était sa belle-mère, car elle n'a pas le droit de détenir deux emplois. La médecin qui travaille avec elle, et qui bénéficie de *remesas*, paie parfois 6 CUC (7,50 \$CAN) à un autre médecin pour qu'il soit de garde à sa place entre 16h et 8h.

3.5 L'éducation

Deux des trois ménages interviewés ayant un enfant à l'école primaire paient 50 pesos par mois (2,70 \$CAN) à une femme pour qu'elle révise les devoirs de leur enfant. Ainsi, une femme de la classe aisée paie la professeure de son fils qui l'aide à faire ses devoirs après les cours. Elle dit qu'elle ne peut être chez elle après l'école pour attendre son fils et que, de plus, elle n'a pas le temps de lui faire faire ses devoirs. Avant, elle donnait 100 pesos (5,40 \$CAN) à la professeure mais, parce que celle-ci ne faisait pas tout ce qu'elle lui a demandé, elle ne lui donne plus que 50 pesos. Elle dit que plusieurs parents paient les professeurs pour ce genre de service.

De plus, les professeurs reçoivent des cadeaux de la part des parents des élèves. Ainsi, deux enseignantes nous ont dit que chacune d'elles a reçu, à l'occasion de la Journée annuelle des enseignants, entre 30 et 40 barres de savon dont elles ont redistribué environ la moitié en cadeaux à des médecins au cours des mois suivants.

3.6 Les services publics

3.6.1 Le téléphone

La plupart des sujets interviewés disposent d'un accès téléphonique dans leur logement, que ce soit un téléphone, une extension ou un cellulaire. Les autres utilisent le téléphone d'un voisin au besoin. Le service téléphonique de base, à environ 30 pesos par mois (1,62 \$CAN),

²² Une garde commence à 20h et se termine à 8h le lendemain matin.

est abordable pour la classe moyenne. Ceux qui font des appels dans l'île à l'extérieur de La Havane paient environ 20 à 40 pesos additionnels (1,08 à 2,16 \$CAN), ce qui reste abordable, selon les sujets interviewés. Les médecins et infirmières qui habitent dans une clinique médicale bénéficient d'une extension gratuite du téléphone de la clinique.

Ceux qui ne disposent pas de ligne téléphonique dans leur habitation peuvent attendre des années pour en obtenir une, après en avoir fait la demande. Il est toutefois possible d'accélérer ce processus en payant des pots de vin qui, selon une femme interviewée, pourraient atteindre entre 500 et 1 000 CUC (625 et 1 250 \$CAN), car plusieurs personnes doivent se faire graisser la patte. Certains louent plutôt une extension à un voisin qui dispose d'un téléphone. Ainsi, un couple de personnes âgées de la classe moyenne qui reçoit des *remesas* paie 10 CUC par mois (12,50 \$CAN) à un voisin pour avoir une extension de sa ligne téléphonique dans leur logement. Leurs enfants ont décidé de cette dépense afin de pouvoir appeler leurs parents pour s'assurer qu'ils vont bien. Une femme de la classe aisée loue aussi une extension à un voisin pour 10 CUC par mois (12,50 \$CAN). De plus, elle paie les 25 ou 30 pesos (1,35 ou 1,62 \$CAN) de frais variables (interurbains, dépassement du temps alloué pour les appels locaux) afin de simplifier le calcul de la partie de ces frais qui lui revient. Lorsqu'elle appelle en Europe, cela lui coûte encore plus cher.

Au cours du mois de février, une femme de la classe aisée a acheté un cellulaire en cadeau à son amant. Ce cellulaire lui a coûté 120 CUC (150 \$CAN) sur le marché noir, alors que la connexion du cellulaire au réseau cubain lui a coûté 40 CUC (50 \$CAN). Une autre femme de la classe aisée a reçu un téléphone cellulaire en cadeau de sa famille vivant aux États-Unis. La connexion de son cellulaire au réseau cubain lui a coûté 74 CUC (92 \$CAN) et chaque carte achetée à l'entreprise de télécommunication lui coûte 10 CUC (12,50 \$CAN).

3.6.2 L'électricité

L'électricité coûte un plus cher que le téléphone de base, surtout l'été, car la chaleur entraîne l'utilisation de ventilateurs en permanence. Les hausses de tarifs de l'électricité en 2005, établissant des surcharges pour ceux qui dépassent certains paliers de consommation, ont poussé plusieurs de ceux qui disposent d'un climatiseur à réduire son utilisation. Ainsi, un homme de la classe moyenne ne peut plus utiliser son climatiseur à cause du prix élevé de

l'électricité et une dame vivant avec son fils est bien contente que le climatiseur de ce dernier se soit brisé. Pour sa part, un père de famille qui a subi une baisse de revenus aimerait bien vendre son climatiseur, car il ne pourra plus en payer l'électricité. Malheureusement pour lui, la hausse des tarifs d'électricité a fait chuter le prix des climatiseurs sur le marché noir de 400 CUC à 250 CUC (500 à 310 \$CAN). Enfin, une femme de la classe aisée, qui utilise beaucoup l'air climatisé, craint devoir déboursier plus de 200 pesos par mois (11 \$CAN) durant l'été depuis que les tarifs ont augmenté.

3.6.3 Internet

La plupart des sujets interviewés n'ont accès ni à Internet ni à un service de courriels à domicile. Les autres bénéficient de permissions spéciales liées à leur emploi. Ainsi, une politique du Ministère de l'éducation supérieur permet à un professeur d'université d'avoir accès aux courriels depuis son domicile. De même, le Ministère de la santé publique fournit l'accès aux courriels à tous ses employés s'ils disposent d'un ordinateur et d'un téléphone à leur domicile.

Cependant, il existe aussi un marché noir pour Internet. Ainsi, une famille interviewée paie 15 CUC par mois (18,70 \$CAN) à un médecin pour l'utilisation de son code d'accès aux courriels. Elle s'est procuré un ordinateur en payant un écrivain qui détenait une autorisation pour en acheter un, mais qui n'en voulait pas. L'État a accordé cette autorisation à l'écrivain parce qu'il a gagné le premier prix dans un concours. Avec cette autorisation, cette famille a acheté un ordinateur de table à une entreprise étatique pour 500 CUC (625 \$CAN).

3.7 Les vêtements

L'État fournit gratuitement la tenue vestimentaire des écoliers et subventionne fortement les uniformes des travailleurs. Par exemple, les habits des infirmières, des gardiens de sécurité et des travailleurs dans certains restaurants peuvent coûter aussi peu que 12 pesos (0,65 \$CAN). Certains des sujets interviewés appartenant à la classe moyenne évitent ainsi une dépense significative pour eux. De plus, deux personnes interviewées reçoivent une prime annuelle de leur entreprise sous forme d'un chèque pouvant être dépensé dans certains magasins de

vêtements et chaussures. Enfin, ceux qui effectuent des voyages à l'étranger rapportent des vêtements, car ceux-ci y sont vendus moins chers qu'à Cuba.

3.7.1 Classe moyenne

La majorité des sujets interviewés de la classe moyenne peinent à s'acheter de vêtements. La plupart reçoivent des vêtements en cadeaux. Plusieurs achètent des vêtements dans les magasins étatiques de vêtements usagés vendus en pesos. Plusieurs achètent aussi quelques vêtements dans les magasins en CUC de l'État. La plupart des sujets interviewés de plus de 40 ans ne s'achètent pas de vêtements. Ceux qui sont retraités portent souvent les mêmes vêtements que lorsqu'ils ont cessé de travailler et ce, même dix ans plus tard. Pour ceux qui ont des enfants, leur acheter des vêtements représente souvent une difficulté.

Une professionnelle monoparentale d'une quarantaine d'année avait auparavant un ami étranger qui lui envoyait des *remesas*. À cette époque, elle pouvait s'acheter des vêtements. Depuis que la situation a changé, elle ne s'est acheté aucun vêtement et prend bien soin de ceux qu'elle possède. Sa fille unique a fêté ses 15 ans quelques mois auparavant. La tradition à Cuba veut que l'anniversaire des 15 ans d'une jeune fille soit une fête très importante dans sa vie. Comme beaucoup de parents, cette professionnelle a économisé de l'argent pendant des années pour pouvoir acheter des vêtements à sa fille pour l'occasion.

Un homme achète ses souliers au marché artisanal. Cette année, il en a acheté une paire pour 18 CUC (22 \$CAN) à un artisan qui a une licence et qui donne une garantie d'un mois. Ces souliers s'étant brisés après cinq mois d'usure, il les fera réparer. Sa femme reçoit régulièrement des vêtements de sa cousine qui vit en Espagne et qui porte la même taille qu'elle. Des amis ont aussi donné à sa femme des souliers en cadeau. Pour sa fille, il a rapporté des souliers lors de son dernier voyage à l'étranger.

Avant de connaître son fiancé étranger qui lui envoie des *remesas*, une jeune femme achetait ses vêtements dans un magasin de vêtements usagers vendus à bas prix en pesos. À cette époque, ses revenus lui permettaient de s'acheter un pantalon et un chandail usagés par année. Des amies à elle, plus à l'aise économiquement, lui donnaient aussi à l'occasion de

son anniversaire des vêtements qu'elles ne portaient plus. Maintenant, elle achète sur le marché noir des vêtements apportés de l'étranger que vendent des étudiants à l'université.

Une autre femme considère que tout ce qui se vend dans les magasins est trop cher pour elle. Cela fait des années qu'elle a renoncé au luxe d'être à la mode. Sa mère lui donne ses vieux vêtements qu'elle transforme pour les ajuster à sa taille. En tant que femme, elle aimerait s'acheter des vêtements et en acheter en cadeau pour son mari mais, tant que l'économie sera ainsi, elle ne le pourra pas : «Económicamente te asfixias, la economía te asfixia » (Économiquement tu es asphyxiée, l'économie t'asphyxie).

Une infirmière paie 40 pesos par année (2,16 \$CAN) pour un uniforme d'infirmière et des souliers que lui vend le gouvernement à prix subventionné. Cependant, les souliers s'usent avant la fin de l'année et elle peine à s'en acheter une paire additionnelle. L'an dernier, toute sa famille s'est cotisée pour réunir la somme nécessaire. Sa jeune soeur s'estime chanceuse de travailler dans une entreprise où elle doit porter un uniforme. Cela lui permet d'économiser sur l'achat de vêtements. Elle dépense tout de même entre 30 et 40 CUC (37 et 50 \$CAN) par année en vêtements et chaussures dans les magasins étatiques.

3.7.2 Classe aisée

La plupart des sujets interviewés de la classe aisée achètent leurs vêtements et chaussures dans les magasins de l'État en CUC. Plusieurs achètent aussi des vêtements usagés en pesos. Plusieurs s'en procurent aussi sur le marché noir.

Une femme explique que dans les boutiques de vêtements, elle demande parfois à la vendeuse si elle dispose d'un certain article à un prix plus bas que celui qui est affiché. Lorsque c'est le cas, elle se doute bien qu'il s'agit d'un article détourné sur le marché noir, mais elle ne s'en offusque pas, car elle croit que tous les magasins et tous les vendeurs utilisent ce système pour arrondir leurs fins de mois. De tout ce qu'elle achète, les chaussures font le plus mal à son budget. Elle dit être capricieuse dans ses choix de chaussures et que, en conséquence, celles qu'elle préfère lui coûtent 40 ou 50 CUC (50 ou 62 \$CAN), ce qui la force à économiser pour pouvoir s'en acheter.

Un homme achète ses vêtements dans les magasins de vêtements usagés. Chaque chemise lui coûte 35 pesos (1,89 \$CAN) et les pantalons coûtent 90 pesos (4,85 \$CAN). Il achète généralement ses chaussures sur le marché noir.

Une femme achète des vêtements tous les mois. Par année, elle dépense entre 400 et 500 pesos (22 et 27 \$CAN) dans les magasins de vêtements usagés et entre 300 et 400 CUC (375 et 500 \$CAN) dans les magasins étatiques. Elle achète rarement des vêtements sur le marché noir parce que, ces temps-ci, elle se fait offrir des vêtements qui ont été achetés dans les magasins de vêtements usagés pour être revendus plus cher.

3.8 Les biens durables

Tous les sujets interviewés disposent d'un réfrigérateur, d'un téléviseur, d'un lit et de meubles de salon et de salle à manger. Les biens durables, c'est-à-dire les électroménagers, les équipements électroniques et les meubles, s'achètent autant dans les magasins étatiques en CUC que sur le marché noir. Sur le marché noir, les sujets interviewés achètent des articles usagés de particuliers, des articles importés et des articles détournés d'entreprises étatiques. Plusieurs des sujets ont reçu des biens durables en cadeau. Certains en ont rapportés de voyages qu'ils ont faits à l'étranger. Certains aussi effectuent des paiements mensuels sur des biens qui leurs ont été offerts à prix subventionnés soit par leur centre de travail, soit par leur CDR. En effet, les entreprises étatiques offrent à prix subventionnés et à crédit, à travers le syndicat, divers biens durables aux meilleurs employés et à ceux qui sont davantage dans le besoin. De la même façon, les CDR distribuent des biens durables selon les critères de ferveur révolutionnaire et de nécessité.

3.8.1 La classe moyenne

La majorité des sujets interviewés de la classe moyenne possèdent un réfrigérateur datant soit de l'époque soviétique, soit d'avant la révolution; un petit téléviseur couleur; un lecteur vidéo ou DVD, ainsi que des meubles datant d'avant la révolution. Ils n'ont pas les moyens financiers de les remplacer.

Ainsi, une dame âgée vivant seule avec peu de ressource a reçu un téléviseur de son CDR que son fils paie à raison de 46 pesos par mois (2,48 \$CAN). Elle possède un très grand

réfrigérateur, modèle américain datant de 1950, qui ne s'est jamais brisé et dont le moteur et toutes les pièces sont originales. Elle en prend grand soin. L'été, lorsqu'il fait très chaud, elle évite le plus possible d'en ouvrir la porte longtemps.

Un homme âgé a vendu sa plus récente marmite à pression. Sa voisine lui a demandé comment il a pu vendre sa marmite, alors qu'elle était si pratique pour lui. Il a répondu : « Yo vendí la olla porque tengo que comer. Con el dinero que me dan de la olla, es un dinero más que tengo para comprar la carne. Sigo cocinando con la otra olla, con la vieja²³ ».

Un jeune homme, qui possède un réfrigérateur soviétique vieux de 20 ou 30 ans, espère qu'il ne se brisera pas. Depuis quelques années, ce jeune homme reçoit des *remesas* qu'il a utilisées pour s'acheter un téléviseur, un lecteur vidéo, un système de son, une laveuse et des meubles de salon. Il a ainsi dépensé 700 CUC (875 \$CAN) dans les magasins en devises de l'État et 310 CUC (385 \$CAN) chez des particuliers. Il y a un an, il a acheté d'un particulier un meuble neuf pour 200 CUC (250 \$CAN), alors que le même meuble valait 300 CUC (375 \$CAN) dans les magasins de l'État. Vraisemblablement, le meuble avait été volé à l'État. Son prochain gros achat sera une table de cuisine avec chaises. Il accumule l'argent de ses *remesas* en attendant qu'il en ait suffisamment pour l'acheter. Il demandera alors à ses connaissances afin de savoir si quelqu'un connaît quelqu'un qui vend un ensemble de cuisine. Il préfère l'acheter à un particulier parce ceux vendus par l'État ne sont pas de bonne qualité.

Un homme possède une radio qui lui a été offerte par un dissident lié au bureau de représentation des intérêts des États-Unis à Cuba. Un autre homme a reçu son téléviseur en cadeau en 2005 d'un cousin qui est parti vivre au États-Unis. Une femme a acheté pour 280 CUC (350 \$CAN) un lecteur DVD d'un compagnon de travail qui l'a rapporté du Venezuela. Un professeur d'université dispose d'un ordinateur à son domicile. Cet ordinateur lui a été prêté par l'université dans le cadre d'un projet spécial parce qu'il travaille avec un horaire flexible.

²³ En français : « J'ai vendu la marmite à pression (cocotte minute) parce que je dois manger. L'argent qu'ils m'ont donné pour la marmite, c'est de l'argent de plus que j'ai pour acheter de la viande. Je continue à cuisiner avec l'autre marmite, la vieille ».

3.8.2 La classe aisée

Tous les sujets interviewés de la classe aisée ont acheté des biens durables au cours des cinq dernières années. Ils ont dépensé des montants similaires dans les magasins de l'État et sur le marché noir.

Par exemple, une jeune femme s'est achetée un climatiseur, des meubles et des rideaux sur le marché noir. Elle a aussi acheté des portes style *western* en bois d'un travailleur indépendant licencié, ainsi qu'un téléviseur et un lecteur CD portatif dans un magasin de l'État. Enfin, elle a reçu en cadeau de sa famille vivant aux États-Unis un magnétoscope qu'un inconnu est venu lui livrer à son domicile.

En 2005, un homme a acheté au noir une douche électrique pour 90 pesos (4,85 \$CAN) chez un particulier qui les fabrique artisanalement. La même année, il a aussi acheté sur le marché noir un ensemble de salon à 300 CUC (375 \$CAN) d'un particulier, ainsi qu'un ensemble de table à manger neuf d'un particulier qui l'avait payé 140 CUC (175 \$CAN), mais qui le vendait 100 CUC (125 \$CAN), car il se préparait à émigrer. Dans les magasins de l'État, il a acheté un réfrigérateur, une laveuse et un lecteur de CD pour un total de 841 CUC (1 049 \$CAN).

3.8.3 Les réparations

Un homme fait effectuer les réparations de ses électroménagers par un travailleur d'une entreprise étatique. Au cours des trois dernières années, il a fait réparer un mélangeur à aliments, un téléviseur, un fer à repasser et un ventilateur aux coûts respectifs de 20, 30, 40 et 20 pesos (1,08; 1,62; 2,16 et 1,08 \$CAN).

Un autre homme a fait réparer un équipement audio dans une telle entreprise étatique au coût de 10 CUC (12,50 \$CAN). La réparation ayant été mal faite, il est retourné et il n'a pas payé la seconde fois. À son avis, le réparateur met l'argent dans sa poche. Étant donné les prix payés par l'homme du paragraphe précédent, cela est fort probable.

Enfin, une femme interviewée a fait réparer sa laveuse pour 400 pesos (21,58 \$CAN) sur le marché noir.

3.9 Les transports

La majorité des sujets interviewés se déplacent surtout à pied. Lorsqu'ils ne marchent pas, ceux de la classe moyenne prennent des autobus coûtant 0,20, 0,40 ou 1 peso (0,01; 0,02 ou 0,05 \$CAN). Pour leur part, la majorité des sujets interviewés de la classe aisée prennent des taxis collectifs à 10 pesos (0,54 \$CAN) lorsqu'ils ne marchent pas. Certains parmi eux prennent aussi parfois des taxis individuels en pesos. Certaines femmes et jeunes filles interviewées font parfois du stop, ce qui à La Havane est généralement réservé à la gente féminine. Certains travailleurs pour l'État jouissent de l'usage d'un véhicule prêté par leur employeur. D'autres bénéficient d'un service de transport en autobus ou en voiture entre leur logement et leur travail. Ceux qui bénéficient d'un moyen de transport réservé apprécient cet avantage, car il leur évite de se lever plus tôt pour attendre longuement un autobus du système de transport public qui ne passe pas toujours et à l'intérieur duquel les trop nombreux passagers ne peuvent s'asseoir.

3.9.1 Achat d'essence

Ceux qui jouissent d'un véhicule prêté par leur entreprise reçoivent une allocation hebdomadaire d'essence suffisante pour leurs déplacements dans le cadre du travail et pour se rendre à leur domicile. Ceux qui utilisent leur véhicule pour d'autres fins doivent se procurer l'essence nécessaire. L'essence la moins chère vendue par l'État coûte 0,65 CUC le litre (0,81 \$CAN). Sur le marché noir, elle se vend 0,50 CUC le litre (0,62 \$CAN), mais il est devenu très difficile d'en trouver depuis la rafle anti-corruption dans les stations service de l'automne 2005. Avant cette rafle, les pompistes se sont tellement enrichis avec le marché noir de l'essence qu'ils sont réputés faire partie des Cubains les plus riches. Malgré le remplacement des pompistes par des travailleurs sociaux, des sujets interviewés s'entendent pour dire que l'essence sur le marché noir reviendra et certains ont même dit qu'elle a recommencé à apparaître au cours de l'hiver 2006.

3.9.2 Achat d'une voiture

À Cuba, seuls les véhicules qui appartenaient déjà à des particuliers avant la révolution de 1959 peuvent être vendus et achetés par n'importe quels particuliers. Une permission spéciale pour acheter une voiture plus récente est généralement accordée aux athlètes, aux

musiciens, aux imprésarios et aux artistes qui ont eu du succès à l'étranger. Il existe aussi un marché noir de voitures récentes. Ainsi, il arrive que ceux qui ont eu la chance d'en acheter une par le passé en viennent à vouloir s'en départir, par exemple, à cause d'un manque d'argent. Sur le marché noir, une voiture asiatique compacte se vend entre 4 500 et 10 000 CUC (5 600 et 12 500 \$CAN) selon les sujets interviewés. L'acheteur en prend possession, mais le vendeur reste propriétaire sur papier, car la transaction est illégale. Il est aussi possible de transférer légalement la propriété d'une voiture en se mariant avec le vendeur (dans la mesure où le vendeur et l'acheteur ne sont pas du même sexe) pour ensuite divorcer un an plus tard avec une disposition de biens. Le même système s'applique pour les achats et ventes d'habitations.

3.10 Les loisirs

Dans leurs loisirs, plusieurs sujets interviewés vont au théâtre et au cinéma. Plusieurs boivent aussi du rhum et fument des cigarettes. Sur le marché noir, certains louent des films, alors que certains autres sont abonnés au service d'une antenne satellite. Certains reçoivent des journaux ou des revues à leur domicile et certains empruntent des livres à la bibliothèque. Enfin, certains vont à la plage ou passent le temps sur le *Malecón*, boulevard sur le bord de mer à La Havane.

Parmi les fumeurs, ceux de la classe moyenne achètent surtout des cigarettes vendues en pesos (7 pesos le paquet; 0,38 \$CAN), alors que ceux de la classe aisée les achètent principalement en CUC (0,60 ou 1,20 le paquet; 0,75 ou 1,50 \$CAN). Parmi ceux qui boivent des boissons alcoolisées, les sujets interviewés de la classe moyenne achètent la plupart du temps du rhum en pesos à l'État ou sur le marché noir. Ceux de la classe aisée achètent du rhum, mais aussi du whisky, de la vodka et de la bière, tous vendus en CUC. De manière générale, les sujets interviewés appartenant à la classe aisée fument et boivent plus souvent et en plus grande quantité que ceux de la classe moyenne.

3.10.1 Classe moyenne

Une mère monoparentale professionnelle ne boit pas, ne fume pas et n'effectue que peu de sorties. Lorsqu'elle sort, elle ne dépense jamais beaucoup d'argent. Parfois, elle et sa fille

vont manger une crème glacée à 3 pesos (0,16 \$CAN) ou voir une pièce de théâtre à 5 pesos l'entrée (0,27 \$CAN).

Un homme achète une bouteille de rhum par semaine à l'armée au coût de 20 pesos (1,08 \$CAN). Ce prix spécial est réservé à ceux qui font partie de l'armée, mais il connaît des militaires qui lui rendent le service de lui en acheter.

Une femme loue des films à 5 pesos (0,27 \$CAN) d'un particulier sur le marché noir. Presque tous les mois, elle achète une bouteille de rhum au coût de 3 CUC (3,75 \$CAN). Elle sort aussi en discothèque, mais n'en connaît pas le prix puisque c'est son partenaire qui paie.

Une dame âgée est abonnée au journal qui est livré à son domicile pour 5,20 pesos par mois (0,28 \$CAN). Elle va au théâtre une fois par mois avec son fils, ce qui leur coûte chacun 2 ou 5 pesos (0,11 ou 0,27 \$CAN). Elle est inscrite à des cours de *taïchi*, exercices chinois de relaxation, auxquels elle participe trois jours par semaine, ce qui lui coûte 20 pesos par mois (1,08 \$CAN). Elle aimerait s'inscrire à un cours de yoga qui se donne une fois par semaine mais, à 50 pesos par mois (2,70 \$CAN), c'est trop cher. « ¡Es tan violento los 50 pesos²⁴! ».

Un homme achète au noir, d'un serveur dans un bar ou chez un particulier qu'il connaît, deux bouteilles de rhum à 40 pesos chacune par mois (2,16 \$CAN). Une fois tous les six mois, il sort au restaurant avec sa femme et sa fille. Ils dépensent alors 20 CUC (25 \$CAN).

3.10.2 Classe aisée

Un jeune couple mange au restaurant dans le quartier chinois de La Havane au moins trois fois par mois. Le repas pour deux coûte environ 20 CUC (25 \$CAN). Pour ce couple, il est normal d'aller au restaurant à l'occasion, par exemple, d'un anniversaire ou de la fête des mères. La semaine avant l'entrevue, ce même couple a organisé une fête à laquelle ont participé 25 convives. Au total, ils ont dépensé plus de 100 CUC (125 \$CAN) pour acheter

²⁴ En français : « Le prix de 50 pesos, c'est trop dur! ».

trois caisses de bières, quatre bouteilles de rhum, une bouteille de whisky, une bouteille de vin et quatre gâteaux, tous achetés dans des magasins de l'État sauf un des gâteaux acheté sur le marché noir.

Un homme et une femme fument chacun un paquet de cigarettes par jour. Ils dépensent ainsi autour de 400 pesos par mois (22 \$CAN) en cigarettes achetées à l'État. Chaque semaine, ils louent des livres à la bibliothèque pour 1 peso chacun (0,05 \$CAN). Ils vont au cinéma deux ou trois fois par mois, ce qui coûte 4 pesos (0,22 \$CAN) pour les deux à chaque fois. Ils vont aussi souvent au théâtre qui coûte 10 pesos pour le couple (0,54 \$CAN).

Tous les deux jours, une femme achète un paquet de cigarettes à 1,20 CUC (1,50 \$CAN). Tous les mois, elle achète aussi au moins quatre bouteilles de whisky ou de vodka coûtant entre 3 et 5 CUC chacune (3,74 et 6,23 \$CAN). Régulièrement, elle achète des numéros de loterie à un homme qui passe à son domicile pour lui demander le numéro pour lequel elle veut voter. Par exemple, elle a choisit la dernière fois le numéro 37. L'homme a inscrit le numéro choisi dans un petit carnet. Elle pourrait gagner jusqu'à 100 fois sa mise si son numéro sortait. Pour vérifier le numéro gagnant, elle regarde la télévision de Miami grâce à son antenne satellite. En effet, cette femme possède une antenne qui est installée sur son balcon, cachée à l'aide d'une planche. Elle doit faire confiance à ses voisins pour ne pas la dénoncer, car la police lui confisquerait alors sa télévision et son antenne. Elle craint aussi de se voir infliger une amende de 1 500 CUC (1 870 \$CAN) et de se retrouver en prison.

3.10.3 Le marché noir des loisirs

3.10.3.1 La location de film

Depuis un an, un jeune homme et son père tiennent illégalement, à leur domicile, un service de location de films sur disques compacts en format VCD. Ils considèrent que leur commerce n'est pas très rentable. Le prix de la location d'un film revient à 10 pesos (0,54 \$CAN) aux clients, alors que sur ce montant, ils doivent payer 2,5 pesos (0,13 \$CAN) à l'intermédiaire, *el mensajero*, qui apporte les films chez les clients. Ils disent n'avoir que six clients. En conséquence, des 60 pesos (3,24 \$CAN) que peuvent leur rapporter un très bon film que tous louent, ils en donnent 15 (0,81 \$CAN) à l'intermédiaire, alors que le disque leur

coûte 20 pesos (1,08 \$CAN). Ainsi, dans le meilleur des cas, il leurs reste 25 pesos par films (1,35 \$CAN). Cependant, au cours de la journée précédente, le fils du voisin a loué 14 films à ses amis, ce qui leur a rapporté 105 pesos (5,66 \$CAN). Ils ont débuté leur commerce de location de films il y a un an avec l'aide d'un membre de leur famille vivant en Espagne qui y a investi 300 CUC (375 \$CAN). Les copies de films qu'ils détiennent leurs viennent des amis du jeune homme. Ils détiennent en inventaire environ 200 films qu'ils aimeraient vendre à 1,50 CUC (1,87 \$CAN) chacun. Ils estiment que leur commerce ne rapporte qu'entre 100 et 200 pesos par mois (5,40 et 10,80 \$CAN). Ils ont peur de se faire prendre par la police, car ils perdraient alors tous leurs films et devraient payer une amende de plus de 1 000 pesos (54 \$CAN). Ils craignent surtout de se faire dénoncer par un client, car n'importe lequel pourrait les dénoncer.

3.10.3.2 Location d'antenne satellite

Plusieurs Cubains sont reliés par câble au service d'une antenne satellite illégale. Il en coûte normalement 15 CUC (19 \$CAN) pour l'installation d'un câble jusqu'à l'antenne et 10 CUC (12,50 \$CAN) par mois pour le service. Ceux qui n'en ont pas les moyens peuvent demander de payer moins cher. Le prix est alors déterminé en fonction de leur niveau de vie. Ils peuvent payer alors 10 CUC (12,50 \$CAN) pour l'installation et 5, 6 ou 8 CUC (6 à 10 \$CAN) par mois par la suite.

L'antenne ne diffuse qu'une seule chaîne à la fois, mais pas toujours la même. Les opérateurs sélectionnent les meilleures émissions à diffuser sur les chaînes *Telemundo 51* et *Canal 23* de Miami, ainsi que *Univision* du Mexique. Au début de chaque semaine, ils passent aux domiciles de leurs clients pour leur distribuer un horaire des émissions de la semaine.

Une de ces antennes est détenue par deux associés qui comptent entre 80 et 100 clients. Leurs clients sont répartis dans les blocs autour de l'immeuble où ils habitent. Certains de leurs clients habitent l'autre côté d'une artère au dessus de laquelle ils ont passé un câble. Leur réseau s'étend jusqu'à trois blocs de l'antenne. Afin de servir toute cette clientèle, ils ont installé de l'équipement pour amplifier le signal dans leur réseau. Ils utilisent du câble

téléphonique plutôt que du câble coaxial afin de confondre les autorités qui doivent alors recourir à l'entreprise de téléphones pour distinguer les câbles illégaux.

Mais, les contrôles les préoccupent peu, car ils connaissent des policiers qui les préviennent lorsque les autorités inspectent leur quartier. Ils avertissent alors leurs clients et interrompent le service parfois pendant une ou deux semaines, le temps que les choses se calment. De plus, ils démantèlent et cachent l'antenne, les amplificateurs de signal et les câbles coaxiaux, alors que les clients s'occupent de rentrer chez eux le fils téléphonique qui s'y rend.

Une autre antenne, nouvelle celle-là, a été installée par l'ami d'un sujet interviewé il y a un mois de cela. Déjà, il a dû interrompre le service pendant deux jours, car « les gens qui savent » l'ont averti de la venue des inspecteurs. Il a déconnecté et caché lui-même tous les câbles de son réseau. Il détient jusqu'à maintenant une quinzaine de clients au prix de 10 CUC (12,50 \$CAN) par mois. Il prévoit installer bientôt deux antennes additionnelles pour offrir trois postes à ses clients. Le prix du service sera alors plus élevé. Présentement, il doit syntoniser les postes manuellement ce qui demande un certain travail. Il cherche des câbles téléphoniques pour étendre son réseau. Il n'a encore rencontré personne de la compagnie de téléphone qui serait prêt à lui vendre d'autres câbles.

3.11 Le travail pour l'État

3.11.1 La recherche d'emploi

Un homme explique que les Cubains cherchent un emploi non pas en fonction du salaire offert, mais en fonction de ce qu'il permet de gagner en sus du salaire. Certaines professions ouvrent des portes au travail au noir. Par exemple, les infirmières prennent parfois soin de personnes âgées à leur domicile contre rémunération. Certains professeurs donnent des cours privés à la demande des parents qui les paient. Le fait de détenir une voiture de fonction offre la possibilité de faire du taxi. Dans l'industrie touristique, les pourboires sont plus importants que le salaire.

3.11.2 Les revenus au noir liés au travail pour l'État

Un sujet interviewé travaille pour une entreprise dite « société économique indépendante » qui offre des services de décoration intérieure à ses clients. Dans ce type d'entreprise, des investisseurs étrangers apportent le capital et les matières premières, alors que l'État cubain fournit, entre autres choses, la main d'œuvre. Ce type d'entreprise appartient à 51 % à l'État cubain et à 49 % à des intérêts étrangers. L'entreprise, dont les comptes fonctionnent en CUC, verse les salaires de ses employés directement à l'État cubain. Seule une partie de ces salaires est reversée aux travailleurs cubains de l'entreprise et ce, en pesos. Cependant, le travail du sujet interviewé lui rapporte beaucoup d'argent, car il reçoit environ 20 CUC par semaine en pourboires (25 \$CAN) et, de plus, il effectue une partie des commandes à son compte, sans les déclarer à l'entreprise. Ainsi, il utilise l'achalandage, les matériaux et les outils de l'entreprise pour réaliser des commandes qui lui rapportent environ 100 CUC par mois (125 \$CAN).

Un entraîneur sportif voyage au moins un fois par an à l'étranger pour participer à des compétitions. L'allocation dont il dispose ne lui permet pas d'acheter « ne serait-ce qu'un souvenir ». Cependant, des commanditaires lui donnent souvent des vêtements qu'il peut facilement vendre lors des compétitions sportives parce qu'ils sont prisés par les amateurs de sport. Ainsi, il a vendu l'an dernier un ensemble de pantalon et veste d'entraînement de marque Adidas pour 200 euros. Avec cet argent, il a acheté des vêtements qu'il a rapportés à Cuba pour lui et son épouse.

Un homme de la classe fortunée a gagné sa fortune en travaillant dans une entreprise mixte qui lui a versé un salaire au noir de 1 000 CUC (1 250 \$CAN) par mois pendant deux ans. Aux yeux du gouvernement cubain, il travaillait pour un salaire mensuel de 400 pesos (21,58 \$CAN).

3.11.3 Les vols dans les entreprises

Une jeune femme de la classe moyenne, qui a complété une maîtrise universitaire, est réduite à revendre des produits qu'elle vole à son travail. Elle déplore ne pas avoir d'autres

possibilités, malgré ses études avancées : « Te desarrollan la mente y te quitan las posibilidades²⁵ ».

Sur les lieux de son travail, un cadre intermédiaire et ses employés dérobent des marchandises appartenant à l'entreprise. Ce cadre affirme être celui qui vole le moins entre lui et ses subalternes. Il essaie au mieux de minimiser les vols. Au cours des quatre derniers mois, il aurait volé pour 15 CUC (19 \$CAN) de marchandises. Bien sûr, il cache ces vols à son supérieur.

Un étudiant dans la vingtaine vend des boîtes de 20 litres de vin espagnol au prix de 45 CUC (56 \$CAN), ainsi que des caisses de poulet congelé. Ce vin et ce poulet étaient destinés aux touristes dans les hôtels avec formule tout compris, c'est-à-dire là où les touristes paient un prix fixe et peuvent boire et manger à volonté. Il n'y a pas d'argent qui circule dans ces hôtels. En conséquence, un des seuls moyens d'obtenir un supplément au salaire consiste à vendre des produits à ceux-là même qui les livrent dans les hôtels. Ainsi, les livreurs repartent avec une partie des produits qu'ils devaient livrer et qui est comptabilisée comme ayant été consommée par les clients. Le vin et le poulet de l'étudiant proviennent d'un de ces livreurs. Ce dernier ne veut pas prendre le risque de revendre lui-même les produits car, s'il se faisait prendre, il perdrait son emploi.

Un homme travaillant dans une usine pharmaceutique vend de l'alcool et des médicaments dérobés sur son lieu de travail. Cette activité lui rapporte entre 1 000 et 2 000 pesos par mois (54 et 108 \$CAN).

3.11.4 Les cadeaux et pourboires

Un homme de la classe aisée offre presque toujours un cadeau en guise de gratitude aux médecins, avocats et, de manière générale, aux travailleurs qui l'aident à résoudre des problèmes. S'il doit se rendre quelque part pour résoudre un problème difficile et que la

²⁵ En français : « Ils développent ton esprit et t'enlèvent les possibilités ». Elle fait allusion au fait que, malgré le haut niveau d'éducation que le gouvernement lui a permis d'atteindre, elle n'a pas la possibilité de gagner honnêtement sa vie.

personne fait des efforts pour l'aider à le résoudre, il lui donne un cadeau tel un parfum, un vêtement, un morceau de poulet ou des haricots. En fait, il donne ce qu'il sait que la personne a besoin. Rarement, il donne de l'argent. Bien qu'il n'ait pas été malade depuis trois mois, il est passé récemment chez son médecin, qui est son voisin, pour lui offrir quelques mangues.

3.12 Le travail indépendant

Une femme de la classe moyenne n'a jamais osé partir à son compte à cause de toutes les difficultés que vivent ceux qu'elle connaît qui sont travailleurs indépendants licenciés. Les inspecteurs se mêlent constamment de leurs affaires. Certains inspecteurs corrompus demandent à se faire payer pour laisser les travailleurs exercer leurs activités. Un homme ajoute : « Tu te busca un buen negocio, que te da, y este negocio sigue tres o cuatro meses pero, enseguida después, por cualquier motivo se te cae y ya, te quitan el negocio, legal o ilegal. Aquí, ningún negocio es duradero porque todo es ilegal²⁶ ».

3.12.1 Vente de pâtisseries

Une dame âgée de 70 ans reçoit une pension de retraite d'environ 150 pesos (8 \$CAN). Peu après le début de sa retraite, elle s'est trouvée un nouveau travail dans une entreprise étatique qui lui rapporte le salaire minimum, c'est-à-dire 250 pesos (13,49 \$CAN). Le soir, elle vend de pâtisseries. Ainsi, sur le chemin du retour du travail, elle passe souvent chercher une boîte pleine de 25 ou 30 petits gâteaux chez une amie. Arrivée chez elle, elle cuisine un glaçage dont elle enrobe les gâteaux. Elle effectue ensuite une tournée dans le voisinage afin de les vendre. Elle connaît beaucoup de monde. Elle paie 1 peso (0,05 \$CAN) à son amie pour chaque petit gâteau qu'elle revend 2 pesos (0,11 \$CAN). Cependant, le glaçage nécessite beaucoup de sucre qu'elle doit se procurer sur le marché noir au prix de 3 pesos la livre (0,16 \$CAN). Elle l'achète soit à ceux qui ne consomment pas tout le sucre acheté avec la *libreta*, soit au *bodeguero*. Elle vend des pâtisseries jusqu'à six jours par semaine, ce qui lui

²⁶ En français : « Tu trouves une bonne affaire qui rapporte et cette affaire fonctionne durant trois ou quatre mois mais ensuite, pour quelque raison que ce soit, tu la perds et il (le gouvernement) t'empêche de poursuivre tes activités, légales ou illégales. Ici (à Cuba), aucune affaire n'est durable parce que tout est illégal ».

rapporte environ 170 pesos par mois (9,17 \$CAN). Son fils considère que cela rapporte peu en comparaison de tous les efforts de sa mère, mais il n'essaie pas de l'en décourager, car cela la maintient active, lui procure une vie sociale et la fait se sentir utile.

3.12.2 Vente de biscuits secs

Une femme vend des paquets de biscuits secs qu'elle paie 10 pesos (0,54 \$CAN) et revend à 1 CUC (1,25 \$CAN). Elle achète aussi des pains à 1 peso (0,05 \$CAN) et les revend à 1 CUC la douzaine (1,25 \$CAN). Les biscuits secs et le pain proviennent d'un boulanger qui travaille pour l'État. Elle achète aussi des pâtisseries à 15 pesos (0,81 \$CAN) au domicile d'un particulier et les revend à 1 CUC (1,25 \$CAN). Elle estime ses profits à 200 CUC (250 \$CAN) au minimum par mois. Elle ne prend pas de vacance. Elle estime qu'elle vit mieux depuis qu'elle ne travaille plus pour l'État, car elle dispose maintenant de davantage de temps pour se consacrer à la revente. Auparavant, le fait de cumuler deux activités la fatiguaient beaucoup.

3.12.3 Revente d'articles divers

Beaucoup de Cubains gagnent un peu d'argent en faisant de la revente de menus articles fournis par des amis et connaissances. Ainsi, une infirmière dont le travail l'amène à faire des visites à domicile vend à l'occasion des sachets de café à 15 pesos (0,81 \$CAN) pour lesquels elle reçoit une commission de 3 pesos (0,16 \$CAN). Elle a déjà aussi vendu de l'alcool. Un retraité vend, pour 20 pesos (1,08 \$CAN), les cigarettes que lui donne la *libreta* à une femme qui les revend. Une travailleuse pour l'État se fait demander par des connaissances si elle ne pourrait pas essayer de revendre des vêtements, des souliers ou d'autres choses. Cela lui arrive sporadiquement et lui permet parfois de gagner 1 CUC (1,25 \$CAN). Certaines fois, elle le fait pour rendre service et ne gagne rien de la revente.

Un jeune homme vend de tout ce qui lui tombe sous la main. Il a des amis pilotes d'avion qui lui ramènent des vêtements en provenance des pays qu'ils desservent. Le prix payé pour ces vêtements importés étant plus bas que celui des vêtements vendus dans les boutiques étatiques, il peut les revendre à un prix suffisamment élevé pour que lui et les pilotes se partagent une commission. Il vend aussi des biens que des membres de sa famille vivant à l'étranger lui apportent lors de leurs visites, ainsi que des biens subtilisés par des travailleurs

d'entreprises productrices cubaines. Ces derniers lui fournissent, par exemple, du jambon, du détergent et des boîtes de conserves. Ils peuvent lui apporter 50 ou 100 boîtes de conserves qu'il paie 3 pesos (0,16 \$CAN) chacune et revend 5 pesos (0,27 \$CAN). Selon lui, tous les Cubains savent que ces biens sont vendus sur le marché noir. Il ajoute : « aquí en Cuba, todo se vende y todo se compra » (ici, à Cuba, tout se vend et tout s'achète). Il estime gagner au minimum 20 CUC (25 \$CAN) et au maximum entre 35 et 40 CUC (45 et 50 \$CAN) par mois de ses activités de revente, selon la disponibilité et le type de produits à vendre. Il souligne ne pas devenir riche de cette manière, seulement maintenir son niveau de vie à un niveau similaire à celui qui prévalait avant la période spéciale.

De manière générale, les revendeurs s'entendent à l'avance avec leur fournisseur sur le prix à payer pour les produits. Ils vont ensuite les vendre avec profit. Ils ne les paient à leur fournisseur qu'une fois qu'ils ont reçu l'argent de la vente. Tous les revendeurs de l'enquête exercent leurs activités en passant aux domiciles et sur les lieux de travail de gens qu'ils connaissent. Parfois, des clients leurs présentent de nouveaux clients et c'est ainsi qu'ils développent leur réseau. Vendre dans la rue leur paraît trop risqué. En effet, ceux qui travaillent pour l'État risquent leur emploi s'ils se font prendre à faire de la revente.

3.12.4 Vente de timbres postes

Pendant des années, un travailleur de l'État a exercé l'achat et la revente en gros de timbres postaux. Le négoce consistait à acheter des timbres postaux en pesos cubains au bureau de poste et à les revendre aux vendeurs des magasins où les touristes achètent des cartes postales et des timbres qu'ils paient en CUC. Il gagnait ainsi 500 CUC (625 \$CAN) au minimum et jusqu'à 700 CUC par mois (875 \$CAN). Les timbres de 0,50 CUC (0,62 \$CAN) sont vendus dans les bureaux de poste au prix de 1000 pour 500 pesos cubains (27 \$CAN). Il achetait entre 5 000 et 10 000 timbres à la fois. Pour chaque paquet de 1000, il donnait 100 pesos (5,40 \$CAN) en cadeau au préposé de la poste. Il lui présentait même une fausse lettre d'un centre de travail pour justifier qu'il achetait cette quantité pour les besoins d'une entreprise. Il revendait ces timbres pour 0,10 CUC (0,13 \$CAN) chacun. Il a exercé ce négoce jusqu'à ce que le gouvernement introduise les cartes postales avec timbres pré-imprimés.

3.12.5 Vendeur de journaux

L'État publie des quotidiens qu'il vend 0,20 pesos (0,01 \$CAN) chacun à travers des kiosques destinés à cet effet. Mais, dès le milieu de l'avant-midi, les journaux viennent à manquer dans les kiosques. Cette pénurie s'explique parce que les vendeurs dans les kiosques vendent des journaux en grosse quantité et à profit, à des revendeurs. Ainsi, un homme âgé, enseignant retraité qui vend des journaux dans la rue, explique qu'il achète tous les jours 50 quotidiens au prix de 0,50 pesos chacun (0,03 \$CAN) à une vendeuse dans un kiosque. Il les revend ensuite à 1 peso chacun (0,05 \$CAN) en se promenant dans la ville. Il vend chaque jour tous ses journaux. Ainsi, il retire un revenu mensuel de 750 pesos (40 \$CAN) en sus de sa pension. Il fait des économies dans le but de s'acheter une télévision.

3.12.6 Cordonnier

Un père de famille de 35 ans, administrateur dans une entreprise, gagne un salaire de 280 pesos par mois (15,10 \$CAN). Son entreprise ne verse pas de primes au travail. Pour boucler son budget, il travaille aussi à son propre compte et ce, sans licence. Il répare des souliers et gagne ainsi entre 15 et 25 pesos par jour (0,81 et 1,35 \$CAN). Il ne gagne jamais plus de 25 pesos. Il achète la matière première nécessaire à ses activités dans les boucheries sur le marché noir au coût de 300 à 400 pesos par mois (16 à 22 \$CAN). Il a la chance de vivre dans un bloc d'habitation dont le CDR n'est pas porté sur la dénonciation. Les membres du CDR figurent même parmi ses clients.

3.12.7 Taxi

Un jeune homme de la classe aisée utilise sa voiture pour transporter illégalement des touristes. Il recrute ses clients à travers sa tante qui est propriétaire d'une *casa particular*. Ainsi, il effectue entre cinq et dix courses à l'aéroport par mois, au tarif de 10 CUC chacun (12,50 \$CAN).

Un autre homme, appartenant à la classe moyenne, utilise l'auto que lui fournit son travail pour transporter un cubain sur une base régulière, ce qui lui rapporte entre 200 et 300 pesos par mois (11 et 16 \$CAN). Le pompiste à son travail, qui est aussi son ami, lui donne un peu

d'essence, mais parfois il doit tout de même en acheter dans une station d'essence au coût de 0,65 CUC le litre (0,81 \$CAN).

3.12.8 Aide dans une *casa particular*

Il y a un an, une femme professionnelle de la classe moyenne faisait le ménage, lavait les vêtements et cuisinait les repas pour les touristes dans une *casa particular*. Elle recevait 2 CUC par jour (2,50 \$CAN), quatre jours par semaine, pour ses services. Elle devait conjuguer son travail de femme de ménage avec son emploi d'économiste qui, heureusement, lui permet une certaine flexibilité sur ses horaires. Certains jours, elle débutait sa journée tôt le matin à la *casa particular*, elle se rendait ensuite travailler dans son emploi formel et revenait terminer sa journée à la *casa particular*. Elle a perdu ce travail parce qu'elle est tombé malade. Aujourd'hui, elle considère qu'il est devenu difficile de trouver un tel travail parce que les propriétaires de *casas particulares* ont déjà trouvé leur personne de confiance.

Une jeune femme de la classe aisée aide un membre de sa famille qui est propriétaire d'une *casa particular*. Elle gagne entre 6 et 10 CUC par jour (7,50 et 12,50 \$CAN) en effectuant le ménage de l'appartement et en préparant les repas. Bien sûr, elle a aussi d'autres sources de revenus.

3.12.9 Fabrique clandestine de tuiles de céramique

Un homme tient clandestinement une fabrique de tuile de céramique à l'arrière de son domicile situé en banlieue de La Havane. Il abrite dans un hangar des dizaines de séchoirs de tuiles de céramique. Cinq hommes travaillent dans cette fabrique. Certains d'entre eux, dont le propriétaire de la fabrique, font partie du CDR. Ainsi, ceux-là même qui sont chargés de surveiller ceux qui exercent des activités souterraines sont directement impliqués dans la fabrique clandestine. Ils disposent aussi de contacts au sein de la police locale, ce qui leur évite les contrôles de leur part. Il arrive parfois que des policiers d'une autre région viennent faire une inspection de la maison et de son hangar mais, lorsque cela se produit, les policiers locaux les avertissent à l'avance et ils se tiennent alors tranquille pendant quelque temps, comme tous leurs voisins qui sont aussi avertis.

3.12.10 Atelier clandestin de fabrication de camions

Un homme cache un atelier de fabrication de camions à l'arrière de son domicile où il travaille avec un mécanicien et un soudeur. Ensemble, ils fabriquent des camions à partir de pièces, usagées et rouillées, achetées là où ils savent se les procurer. Ils partent du cadre d'un vieux camion sur lequel ils montent un moteur et une transmission, pièces après pièces. Ensuite, ils assemblent la cabine, la boîte, et tous les accessoires jusqu'à obtenir un camion qui a l'apparence d'un vieux camion, mais dont la mécanique fonctionne beaucoup mieux. À entendre tourner le moteur et à voir rouler l'un de ces camions, il apparaît évident qu'il ne s'agit pas de l'un de ceux qui datent d'avant la révolution et qui sont encore utilisés à Cuba, bien qu'il en ait l'air. Lorsqu'un camion est prêt à prendre la route, ils doivent lui trouver une immatriculation. En général, elle provient d'un vieux camion qui n'est plus sur la route. Les licences se vendent 1 500 CUC (1 870 \$CAN) sur le marché noir. Les camions, une fois terminés, valent entre 10 000 CUC et 12 000 CUC (12 500 et 15 000 \$CAN). Il faut savoir qu'à Cuba, seuls les voitures ou camions datant d'avant la révolution peuvent être achetés et vendus entre particuliers.

3.12.11 Vendeuse de crème glacée

Légalement, les propriétaires d'une habitation peuvent tenir un commerce de vente de nourriture sur leur patio. Ainsi, une dame vend de la crème glacée derrière la grille de la porte d'un appartement situé sur une rue passante. Cependant, la vente de crème glacée nécessite un investissement de départ pour acheter le congélateur, ce qui représente une somme considérable et donc, une barrière à l'entrée, pour le Cubain moyen. Dans le cas de cette vendeuse de crème glacée, elle a été embauchée par un investisseur qui a aussi trouvé l'appartement où le kiosque de vente de crème glacée a été établi. Il fournit le congélateur, paie un loyer au propriétaire de l'appartement et verse un salaire à la dame. Celle-ci affirme qu'elle ne dispose pas d'un revenu suffisant pour s'acheter un lecteur de disques compacts, alors que l'investisseur, pour sa part, dispose de tout à son domicile.

3.12.12 Bijoutier

Deux bijoutiers licenciés travaillent en équipe dans le même local. L'un est enregistré comme réparateur de bijoux et l'autre comme fabricant. En réalité, les deux pratiquent les

deux types de travaux. Leur clientèle s'est formée de bouche à oreilles. Le bijoutier interviewé travaille six jours par semaine de 9 h à 18 h. Il prend un samedi additionnel de vacances tous les trois mois. À l'occasion de son mariage, il a pris 15 jours de vacances. Il ne déclare qu'environ la moitié de ses revenus. De plus, presque toute la matière première qu'il utilise est achetée sur le marché noir, car elle n'est pas disponible dans les magasins de l'État. Lorsque se présente un inspecteur, il invente une histoire, avec reçus à l'appui, pour lui faire croire que tout est légal dans son commerce. Par exemple, il déclare à l'inspecteur qu'il polit les bijoux avec de la pâte à dent et qu'il fait de la soudure avec un produit pharmaceutique qu'il achète une fois tous les cinq ans. Selon lui, l'inspecteur pense connaître ce qu'il fait mais, en réalité, il ne connaît pas vraiment la bijouterie et c'est pourquoi il croit son histoire. De toute manière, si l'inspecteur découvrirait quelque chose, il lui offrirait un pot de vin. À propos de l'argent qu'il gagne, il affirme que, puisqu'il travaille plus assidûment et davantage que ceux qui travaillent pour l'État, il est légitime qu'il gagne un peu plus d'argent. Ainsi, pour lui, il est normal de s'acheter des souliers à 45 CUC, des bas à 4 CUC et un gilet à 12 CUC (respectivement 55, 5 et 15 \$CAN).

3.13 Le marché noir

Un homme expose que tous les vendeurs de produits dans les magasins étatiques vendent aussi, à leur profit, des produits (les mêmes que l'État) qui leurs ont été fournis par le marché noir. Après avoir énuméré toute une série de produits, il affirme que « cette quantité énorme de produits vendus au noir est intégrée à toute l'économie par un mécanisme diabolique difficile à comprendre ».

Selon une femme interviewée, le marché noir se présente différemment d'un quartier à l'autre. Dans le quartier de cette femme, où se situent plusieurs ministères et où habitent certains ministres, le marché noir serait plus discret et les prix y seraient plus élevés. Le marché noir proliférerait davantage dans les quartiers pauvres.

3.14 La lutte contre la corruption

Selon un homme interviewé, le gouvernement serait parfaitement au courant des activités souterraines dans les marchés, dans les usines pharmaceutiques, dans les magasins de vente

au détail et dans toutes les activités économiques du pays. Il tolérerait ces activités afin de maintenir le système et l'ordre social. L'homme qui dit cela est un artisan qui vend ses oeuvres au noir à des vendeurs dans les foires d'artisanat. Le CDR de son bloc est au courant de ses activités. Il explique que les membres des CDR regardent les allées et venues de leurs voisins, les vêtements qu'ils portent et leur comportement en général. Ils discutent avec leurs voisins et leurs demandent, par exemple, comment ils gagnent leur vie. L'artisan interviewé leur a dit franchement qu'il vivait d'artisanat. Selon lui, l'État tolère les activités illégales dans la mesure où elles constituent un moyen de survie et non pas d'enrichissement. Il souligne que s'il faisait assez d'argent pour s'acheter une moto, l'État la lui confisquerait, ainsi que son matériel d'artiste. Il recevrait aussi une amende.

Pourtant, une femme interviewée explique qu'une *Commission pour combattre la corruption* a été créée dans chaque bloc d'habitation à La Havane. Ceux qui en font partie sont des militants du PCC. Ils ont pour mandat de contrôler ceux dont le niveau de vie paraît trop élevé. Pour les identifier, ils se fient aux informations en provenance des CDR qui disposent d'un registre des personnes vivant dans chaque bloc. Ce registre contient des informations sur le domicile, les membres des familles, leurs emplois actuels et passés, les études qu'ils ont fait, etc.

Malgré cela, cette femme explique ne pas trop craindre la *Commission pour combattre la corruption* de son bloc, car une des femmes qui en fait partie a une fille qui opère un salon de manucure illégal et un fils qui vend de la viande de boeuf, ce qui est passible de 20 ans de prison. Ainsi, « *Todo es una mentira* » (Tout est un mensonge). Par contre, dans le bloc où habite sa soeur, il y a une femme qui dénonce ceux qui commettent des illégalités. Tout le monde en a peur. Personne ne peut la sentir. « *La gente la detesta, porque eso no se hace* » (Les gens la déteste parce que cela ne se fait pas).

Les membres de la *Commission pour combattre la corruption* se fient aussi aux rapports effectués par les travailleurs sociaux, les médecins et les infirmières qui ont été sollicités pour aider à lutter contre la corruption parce que leur travail leur donne accès à beaucoup d'information. Lorsqu'ils sont entre personnes de confiance, des médecins et infirmières se rient de ces sollicitations, car tous vivent pratiquement du marché noir qu'on leur demande de

combattre. Une infirmière a raconté avoir fait une blague à son *bodeguero* en lui disant : « ahora, voy a decir en el policlínico que tu vendes aceite. Cuando lo diga, tu no vas a vender mas, ¿y de que yo voy a vivir? ¡Ja! ¡Ja! ¡Ja!²⁷ ». Ainsi, cette infirmière ne rapporte pas tous les cas de corruption dans son rapport comme le demande le gouvernement. Cependant, elle en rapporte certains qui, selon ses critères, peuvent avoir des impacts sur la dynamique familiale en relation avec la santé. Par exemple, elle a fait un rapport sur un jeune alcoolique vivant avec ses parents âgés qu'il violentait. Il achetait l'alcool avec l'argent d'un commerce illicite.

3.15 Les arrestations et les peines

Selon une femme interviewée, celui qui se fait prendre par la police à exercer une activité illégale risque la prison ou une amende de 1 900 pesos (102 \$CAN). De plus, la police confisque les marchandises et le matériel servant à réaliser l'activité. Les peines les plus lourdes sont appliquées à ceux qui vendent de la viande de boeuf, suivi des autres viandes, des poissons et des fruits de mer. Viennent ensuite le café, le fromage, le lait et les pâtisseries.

Une revendeuse explique que son négoce est dangereux, car il est illégal en soi de transporter de grandes quantités de pâtisseries ou de biscuits. Si, advenant qu'elle se fasse arrêter, elle dénonçait la personne qui lui a vendu les denrées, elle recevrait une *amende pour délit de réception*. Dans le cas contraire, elle recevrait une *amende sans dénonciation*, qui consiste en un délit de vente illégale et dont le montant est plus élevé. La police n'a pas besoin d'être témoin de l'acte de vente pour donner l'amende, le simple fait de transporter les denrées suffit.

Un homme fortuné affirme qu'il n'a pas gagné son argent en violant la loi, mais que par contre, il a violé des règlements. Il explique que les lois sont formulées par le ministère de la Justice, alors que les règlements sont énoncés par les autres ministères. Par exemple, un règlement interdit aux travailleurs étatiques d'exercer le même type d'activité à leur propre

²⁷ En français : « Maintenant, je vais dire à la policlinique que tu vends de l'huile végétale. Lorsque je l'aurai dit, tu n'en vendras plus et de quoi vais-je vivre ? Ha! Ha! Ha! ».

compte. Un de ses compatriotes fortunés s'étant fait emprisonné récemment, il a songé à émigrer mais, il s'est ravisé parce que son compatriote s'était enrichi en violant des lois (il avait volé l'État), ce qui n'est pas son cas.

CHAPITRE 4

ANALYSE

L'analyse débute par une exposition du portrait démographique des ménages de l'échantillon. Ce portrait démographique est ensuite comparé au portrait des classes sociales présenté dans la recension des écrits (sect. 1.5), de manière à situer les ménages de l'échantillon au sein des classes sociales havanaises. Enfin, les hypothèses de la recherche sont validées pour chacune des classes sociales.

4.1 Portrait démographique de l'échantillon

Pour tracer le portrait démographique de l'échantillon obtenu de notre enquête de terrain, nous avons utilisé les membres des ménages de 19 des 20 entrevues formelles²⁸. Nous n'avons pas tenu compte des entretiens informels, car nous n'avons pas recueilli les caractéristiques démographiques complètes de ces ménages.

Dans cette section, nous comparons les données démographiques de notre échantillon avec celles des statistiques portant sur la population. Les statistiques sur la population proviennent de la ONE et de la CEPALC.

²⁸ Pour les raisons que nous avons exposées précédemment, nous avons exclu une entrevue de l'échantillon. Voir par. 2.6.3.3.

4.1.1 Répartition selon la municipalité de résidence

L'ensemble de nos entrevues formelles ont été réalisées avec des Havanais qui habitaient pour la plupart dans les municipalités de *Cerro* et de *Plaza de la Revolución*. Nous avons centré notre enquête sur ces municipalités à cause de nos liens personnels avec quelques-uns de leurs habitants. La figure 2.1 permet de constater que *Cerro* et *Plaza de la Revolución* sont situés près du centre de la capitale et près de la Vieille Havane, qui en est le cœur touristique.

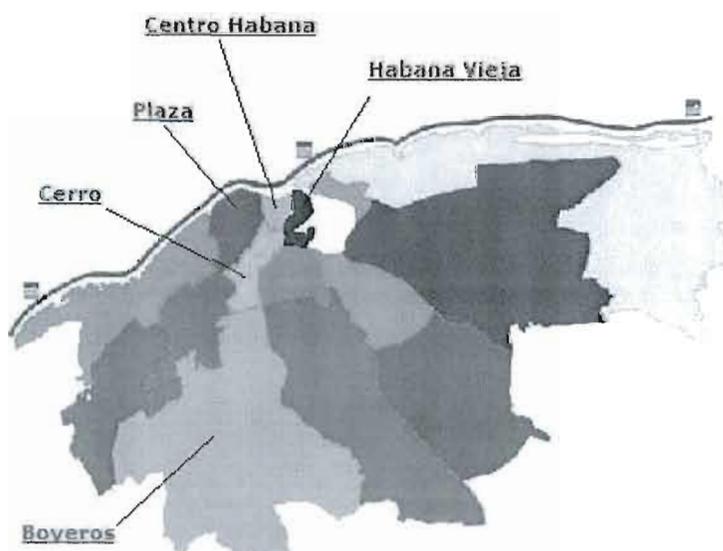


Figure 4.1 Carte des municipalités de La Havane

Source : Radio Ciudad de La Habana. 2006. «Municipios de la Ciudad de La Habana». Radio Ciudad de La Habana : Mi Habana, 1 p. En ligne. <<http://www.radiociudad.islagrande.cu/mihabana/municipios.html>>. Consulté le 6 octobre 2006.

Malheureusement, nous n'avons recensé que peu de statistiques démographiques propres à ces municipalités et pertinentes pour notre mémoire. Celles dont nous disposons se limitent à l'âge et au sexe de leurs citoyens. Le tableau 4.1 présente la répartition de l'échantillon en fonction de la municipalité.

Tableau 4.1
Répartition selon la municipalité de résidence

Lieu de résidence	Population	Nombre de sujets interviewés	Nombre de membres des ménages des sujets interviewés
Cuba	11 243 836	19	50
La Havane	2 181 324	19	50
Cerro	131 466	11	26
Plaza de la Revolución	159 730	7	20
Boyero	188 263	1	4

Source des données sur la population : Centro de Estudios de Población y Desarrollo. 2005. *Estudios y Datos de la Población Cubana*. Coll. no. 35. La Havane : Oficina Nacional de Estadísticas, p. 44-344.

4.1.2 Répartition selon le sexe

Le tableau 4.2 montre que notre échantillon est biaisé dans le sens d'une plus grande proportion de femmes comparativement à la population de La Havane et de Cuba. Ainsi, notre échantillon comporte 64,0 % de femmes, alors que la ville de La Havane en comporte 52,0 %.

Tableau 4.2
Répartition selon le sexe

	Hommes	Femmes	% de Femmes
Cuba	5 630 428	5 613 408	49,9 %
La Havane	1 048 097	1 133 227	52,0 %
Sujets interviewés	7	12	63 %
Membres des ménages des sujets interviewés	18	32	64 %

Source des données sur Cuba et La Havane : Centro de Estudios de Población y Desarrollo. 2005. *Estudios y Datos de la Población Cubana*. Coll. no. 35. La Havane : Oficina Nacional de Estadísticas, p. 44-344.

4.1.3 Répartition selon le sexe du chef de famille

La figure 4.2 montre que les chefs de famille de sexe féminin sont légèrement sous-représentés relativement à leur poids au sein de la population havanaise. Ainsi, alors que 41,2 % des ménages de La Havane ont une femme pour chef de famille, 37 % des ménages des sujets interviewés (7 sur 19) se trouvent dans cette situation.

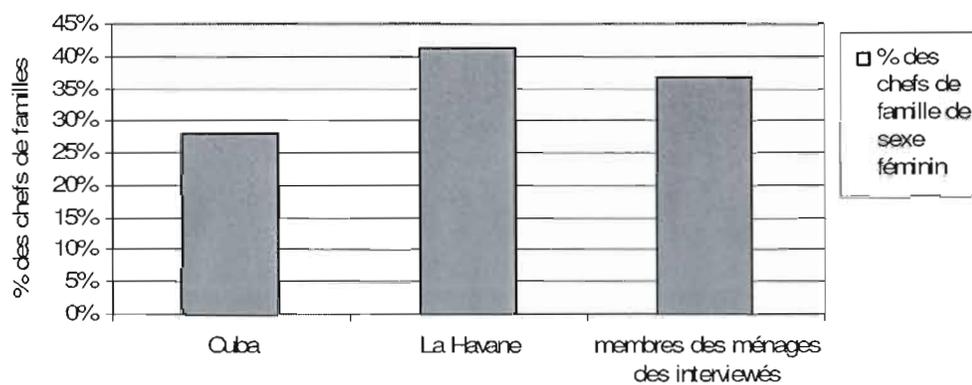


Figure 4.2 Répartition selon le sexe du chef de famille

Source : ONE, PNUD et Programa de Desarrollo Humano Local. 2006. Cuba, Mujeres, Hombres y Desarrollo Sostenible. La Havane, p. 33.

4.1.4 Répartition selon l'origine raciale

La figure 4.3 montre que les métisses sont sous-représentés au sein de notre échantillon et ce, au profit des blancs. En effet, les populations blanche et métisse représentent respectivement 58,0 % et 24,9 % de la population de La Havane, alors que notre échantillon en compte 70 % et 10 %. Par contre, les noirs sont bien représentés dans notre échantillon.

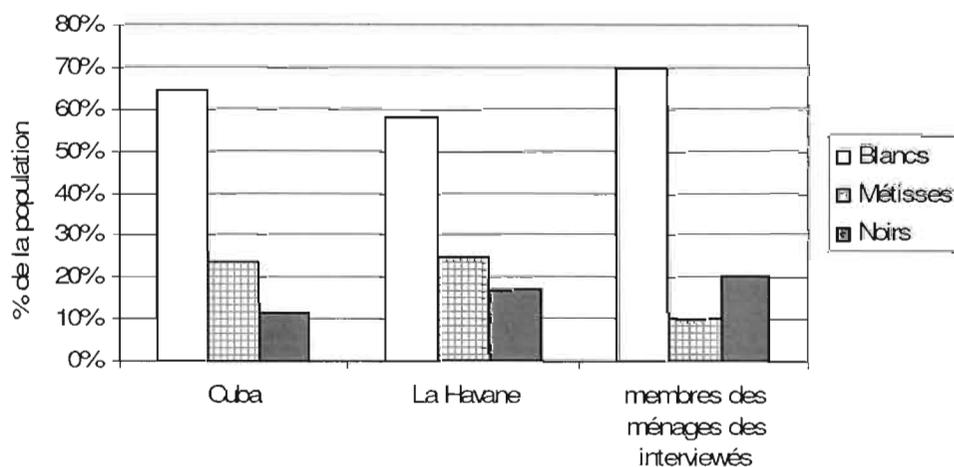


Figure 4.3 Graphique de la répartition selon l'origine raciale

Source : ONE. 2006. *Cuba, Indicadores Seleccionados por Territorios 2000-2005*. La Havane, p. 10.

4.1.5 Répartition en fonction de l'âge de travailler

À Cuba, les hommes qui ont entre 17 et 59 ans inclusivement et les femmes qui ont entre 17 et 54 ans inclusivement sont considérés être en âge de travailler. Les ménages que nous avons interviewés étaient composés à 72 % de Cubains en âge de travailler (36 sur 50), alors que ceux-ci ne représentent que 56,4 % de la population des municipalités *Cerro et Plaza de la Revolución* réunies. Ainsi, les personnes en âge de travailler sont surreprésentés dans notre échantillon et ce, surtout au détriment des personnes ayant dépassé l'âge de travailler. Voir à cet égard la figure 4.4.

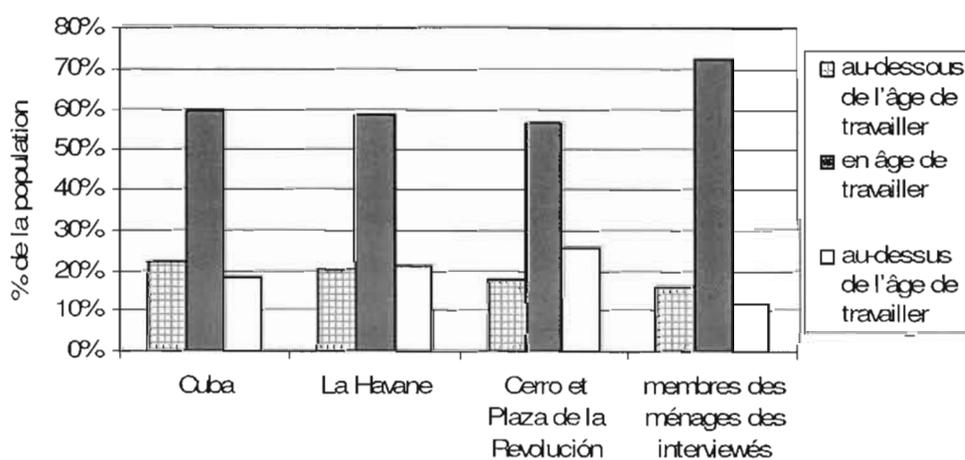


Figure 4.4 Graphique de la répartition selon l'âge de travailler

Source : Centro de Estudios de Población y Desarrollo. 2005. *Estudios y Datos de la Población Cubana*. Coll. no. 35. La Havane : Oficina Nacional de Estadísticas, p. 353-364.

4.1.6 Taux d'occupation de la population en âge de travailler

Selon les statistiques de l'ONE, le taux d'occupation de la population en âge de travailler est calculé par le rapport du nombre de travailleurs sur la taille de la population en âge de travailler²⁹. L'échantillon utilisé dans notre enquête a un taux d'occupation de 81 % (29 sur 36), ce qui est plus élevé que les 69,1 % de la population cubaine. Voir à cet égard le tableau 4.3. Pour sa part, la proportion de travailleurs dans la population cubaine représente 41,3 %, alors que cette proportion atteint 62 % dans notre échantillon. Notre échantillon compte donc proportionnellement plus de travailleurs que la moyenne de la population.

Tableau 4.3
Taux d'occupation de la population en âge de travailler

	Taux d'occupation
Cuba	69,1 %
Membres des ménages des sujets interviewés	80,6 %

Source: ONE, PNUD et Programa de Desarrollo Humano Local. 2006. Cuba, Mujeres, Hombres y Desarrollo Sostenible. La Havane, p. 30.

²⁹ Étant donné qu'une certaine proportion de la population qui n'est pas en âge de travailler occupe quand même un emploi, le taux d'occupation de la population en âge de travailler pourrait théoriquement être de plus de 100 % si le nombre de retraités au travail était plus grand que le nombre d'inactifs en âge de travailler. Nous avons néanmoins retenu cette manière d'effectuer le calcul du taux d'occupation de la population en âge de travailler afin de bénéficier d'une base de comparaison avec les données de l'ONE.

4.1.7 Répartition selon l'activité économique

La figure 4.5 montre que notre échantillon compte davantage de travailleurs pour l'État que la moyenne des ménages urbains à Cuba. Ainsi, 47 % des ménages de notre échantillon (9 sur 19) comptent deux travailleurs pour l'État ou plus, alors que la moyenne nationale est de 38,0 %.

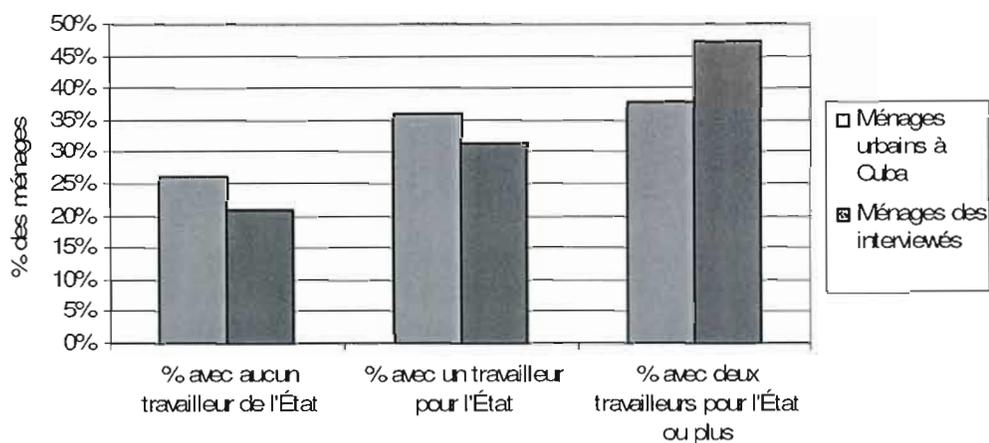


Figure 4.5 Graphique de la répartition du nombre de travailleurs pour l'État par ménage dans les zones urbaines

Source: CEPALC, PNUD et INIE. 2004. *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*. (LC/MEX/G.7, LC/L.2091). Mexico, p. 52 En ligne. <<http://www.inventariando.com/articulo.php?id=3985>>. Consulté le 2 décembre 2005. Le document est réparti en plusieurs liens au bas de la page.

La figure 4.6 montre que notre échantillon ne comprend aucun ménage comportant deux membres inactifs ou plus parmi ceux qui sont en âge de travailler, alors que 16 % des ménages urbains à Cuba en comptent. Notre échantillon comporte donc davantage de soutiens parmi les membres des ménages en âge de travailler que la moyenne des ménages urbains à Cuba.

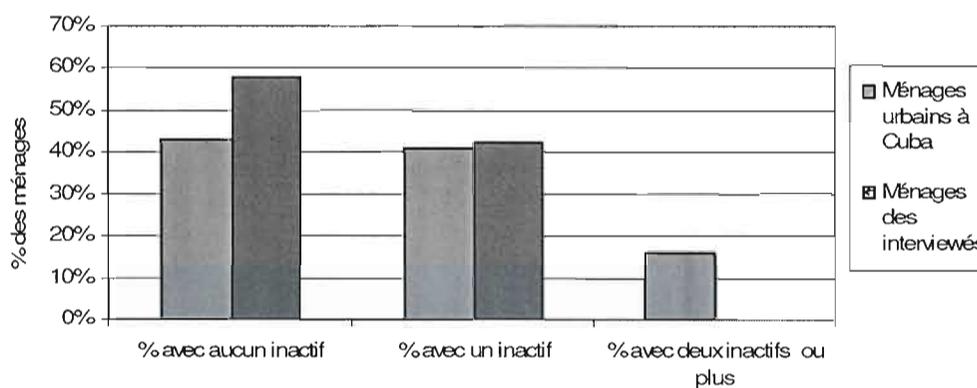


Figure 4.6 Graphique de la répartition du nombre d'inactifs en âge de travailler par ménage dans les zones urbaines

Source : CEPALC, PNUD et INIE. 2004. *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*. (LC/MEX/G.7, LC/L.2091). Mexico, p. 52 En ligne. <<http://www.inventariando.com/articulo.php?id=3985>>. Consulté le 2 décembre 2005. Le document est réparti en plusieurs liens au bas de la page.

4.1.8 Répartition des travailleurs selon le niveau d'étude

À Cuba, le système d'éducation compte principalement les quatre niveaux suivants :

- Les *études primaires* qui comprennent six années d'études.
- Les *études moyennes* qui correspondent au 1^{er} cycle de l'éducation secondaire et qui s'échelonnent sur trois ans.
- Les *études moyennes supérieures* qui correspondent au cours collégial. Elles comprennent le 2^e cycle des études secondaires, les études préuniversitaires et les études dans les écoles polytechniques. Leur enseignement débute à l'âge de 15 ans et peut se poursuivre jusqu'à l'âge de 20 ans selon que le cheminement choisit est professionnel ou général.
- Les *études supérieures* qui comprennent les études universitaires.

La figure 4.7 montre que les travailleurs n'ayant complété que des études moyennes sont sous-représentés parmi les membres des ménages des sujets interviewés et ce, au profit de ceux ayant complété des études supérieures. En effet, la proportion de travailleurs ayant complété des études supérieures dans notre échantillon dépasse de 27 points de pourcentage celle de la population havanaise, alors que la proportion de ceux n'ayant complété que des études moyennes est inférieure de 19 points de pourcentage dans notre échantillon par rapport à cette même population.

4.1.9 Répartition des travailleurs selon l'occupation

La figure 4.8 montre que les techniciens et les professionnels sont surreprésentés dans notre échantillon et ce, au détriment des ouvriers. Ainsi, la proportion d'ouvriers au sein de notre échantillon est inférieure de 44 points de pourcentage à celle de la population cubaine, alors que la proportion de techniciens et professionnels la dépasse de 45 points de pourcentage.

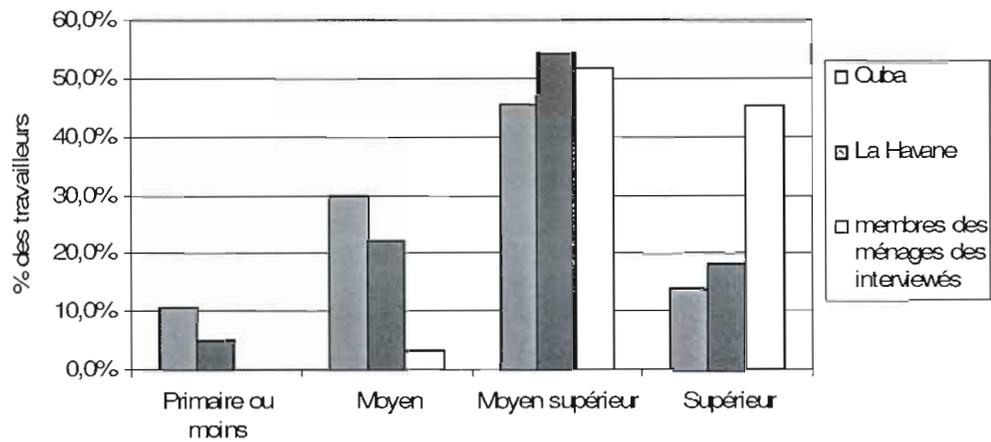


Figure 4.7 Graphique de la répartition selon le niveau de scolarité atteint des travailleurs
 Source : ONE. 2006. *Cuba, Indicadores Seleccionados por Territorios 2000-2005*. La Havane, p. 44-45.

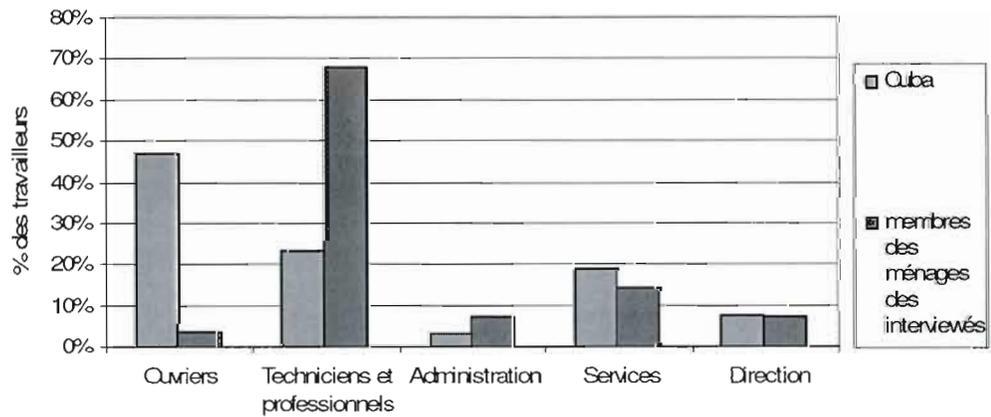


Figure 4.8 Graphique de la répartition selon l'occupation des travailleurs
 Source : ONE, PNUD et Programa de Desarrollo Humano Local. 2006. *Cuba, Mujeres, Hombres y Desarrollo Sostenible*. La Havane, p. 37.

4.1.10 Proportion des ménages qui reçoivent ou acquièrent des CUC

Les ménages que nous avons interviewés reçoivent ou acquièrent tous des CUC. Ainsi, la figure 4.9 montre que tous les ménages de notre échantillon reçoivent ou acquièrent des devises, alors que la proportion de ces ménages dans la ville de La Havane est de 57,6 %. Cependant, cette donnée est probablement biaisée, car les statistiques officielles ont été établies à partir d'un sondage effectué par l'ONE. À notre avis, il se pourrait que certains répondants au sondage aient davantage caché aux sondeurs leurs réceptions ou acquisitions de CUC qu'ils ne l'ont fait avec nous lors de notre enquête. En effet, nos liens personnels avec plusieurs personnes interviewées, nos liens avec ceux qui nous ont référé aux autres personnes interviewées, ainsi que notre statut d'étranger, ont probablement contribué à inciter les sujets à révéler davantage les sommes gagnées à partir d'activités souterraines et les sommes reçues de façon informelles de l'étranger ou d'autres ménages. À l'opposé, le fait que tout Cubains est susceptible de dénoncer les autres aux autorités a certainement contribué à garder sous silence certains revenus en devises lors du sondage de l'ONE.

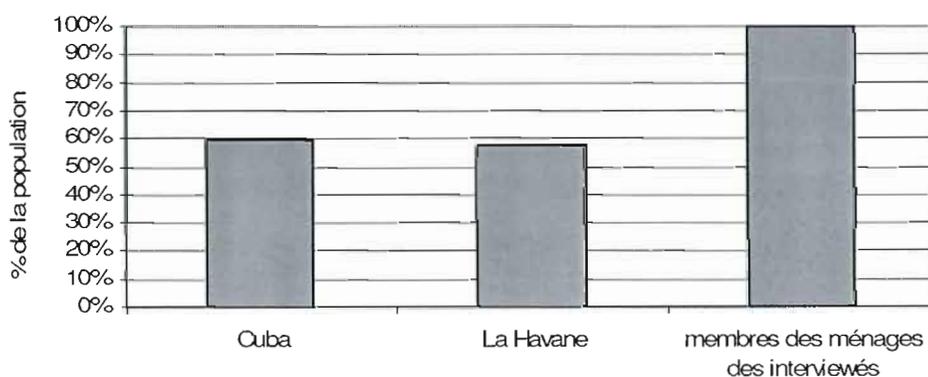


Figure 4.9 Graphique de la proportion des ménages qui reçoivent ou acquièrent des devises
Source : ONE. 2006. *Cuba, Indicadores Seleccionados por Territorios 2000-2005*. La Havane, p. 33.

4.1.11 Moyenne du nombre de personnes par habitation

Le tableau 4.4 indique que les ménages que nous avons interviewés comptent moins de personnes par habitation que la moyenne nationale de Cuba.

Tableau 4.4
Moyenne du nombre de personnes par habitation

	Moyenne
Cuba (selon le recensement de 2002)	3,2
Ménages des sujets interviewés	2,6

Source: ONE. 2005. *Anuario Estadístico de Cuba. 2004*. La Havane, p II.23.

4.2 Les classes sociales

Cette section vise à situer les ménages de notre échantillon au sein des classes sociales havanaises. Pour y arriver, nous disposons d'études portant sur la pauvreté, les inégalités et les classes sociales à La Havane et à Cuba. Nous comparerons certaines données statistiques trouvées dans ces études avec les données démographiques de notre échantillon afin de positionner ce dernier au sein des classes sociales. Nous ordonnerons les ménages de notre échantillon en fonction de leur niveau de vie à l'aide d'un indice que nous avons calculé à cet effet. Enfin, nous classerons chacun des ménages au sein d'une classe sociale.

4.2.1 Les cadres d'analyse des classes sociales

Les trois cadres d'analyse des classes sociales à Cuba, que nous avons présentés dans le chapitre 1, séparent la société cubaine en fonction de l'accès ou non aux CUC. Ainsi, dans le cadre d'analyse de la société à deux niveaux, l'accès aux CUC sépare les riches des pauvres. Pour sa part, le cadre d'analyse de la stratification en fonction du revenu sépare les plus riches ayant accès aux CUC de la grande majorité et des pauvres, qui n'y ont pas accès. Enfin, le cadre d'analyse de la pyramide inversée voit les travailleurs les plus qualifiés confinés aux secteurs traditionnels et aux pesos, alors que ceux qui travaillent dans les secteurs émergents bénéficient des CUC même si leur travail nécessite peu de qualification.

Nous avons établi que tous les ménages de notre échantillon ont accès aux CUC quoique les montants, la fréquence et la régularité varient considérablement d'un ménage à l'autre. Les

ménages obtiennent ces CUC de primes à leur travail, de *remesas*, d'activités informelles, d'économies sur les allocations en devises accordés par l'État lors de voyages à l'étranger, de cadeaux d'autres Cubains et, dans un cas, d'achats à l'aide de grandes quantités de pesos. Ainsi, à partir de ce constat, tous les ménages de notre échantillon se situeraient parmi les riches selon le cadre d'analyse de la société à deux niveaux et parmi les plus fortunés selon le cadre d'analyse de la stratification en fonction du revenu. Par contre, dans le modèle de la pyramide inversée, les dix ménages sur 19 de notre échantillon qui exercent un travail professionnel se situeraient au bas de l'échelle sociale.

Ainsi, les deux premiers cadres d'analyse situent l'ensemble des ménages de notre échantillon en haut de l'échelle sociale, alors que celui de la pyramide inversée place plusieurs de ces ménages au bas de l'échelle sociale. Pour répondre à cette problématique, nous avons trouvé une étude exhaustive sur la pauvreté à La Havane qui affirme que les revenus en CUC représentent la principale source de revenus monétaires au sein de la tranche de la population regroupant les 20 % les plus pauvres, ce qui contredit l'idée que seuls les riches y ont accès (Añé Aguiloché, 2005, p.7). En conséquence, nous rejetons le critère de l'accès aux CUC en tant que déterminant de l'appartenance à une classe sociale à La Havane. Dans les articles qui suivent, nous présentons l'approche que nous avons utilisée pour positionner notre échantillon au sein des classes sociales.

4.2.2 Positionnement en relation avec les données démographiques

Nous avons vu dans la section 4.1 que notre échantillon est biaisé par rapport à la population cubaine et havanaise. Dans les paragraphes suivants, nous démontrons que ce biais favorise économiquement les ménages de notre échantillon par rapport à la moyenne des ménages havanais. Pour ce faire, nous avons comparé les statistiques portant sur la pauvreté et les inégalités dans la capitale cubaine aux statistiques démographiques de notre échantillon.

En premier lieu, le tableau 4.5 montre qu'aucun de nos sujets interviewés ne vit dans une municipalité dont la situation économique est défavorable. Douze d'entre eux vivent dans *Cerro* et *Boyeros* qui sont des municipalités caractérisées par une situation économique moyennement favorable et les sept autres vivent dans la municipalité *Plaza de la Revolución* qui est caractérisée économiquement favorable. Ainsi, de par sa situation géographique,

notre échantillon est favorisé économiquement par rapport à la moyenne des ménages havanais.

Tableau 4.5
Catégorisation des municipalités de La Havane
en fonction de la situation socioéconomique de leurs citoyens

Municipalités en situation défavorable	Municipalités en situation moyennement favorable	Municipalités en situation favorable
Arroyo Naranjo	10 de Octubre	Playa
Marianao	<i>Boyeros</i>	<i>Plaza de la Revolución</i>
	<i>Cerro</i>	
	Cotorro	
	Guanabacoa	
	Habana del Este	
	Habana Vieja	
	La Lisa	
	Regla	

Source : Espina Prieto, Mayra, Lilia Núñez Moreno, Lucy Martín Posada, Laritza Vega Quintana, Adrián Rodríguez Chailloux et Gisela Ángel Sierra. 2005. «Heterogenización y desigualdades en la ciudad : Diagnóstico y perspectivas». *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas : Boletín Electrónico*, vol. 1, n° 4 (janvier), p. 16. En ligne. <<http://www.cips.cu/descarga.php?id=boletin4.pdf&path=boletines>>. Consulté le 10 octobre 2006.

Ensuite, nous avons analysé les biais des statistiques démographique de notre échantillon par rapport à la population havanaise en les comparant aux statistiques portant sur la pauvreté et les inégalités dans la capitale. L'analyse a été réalisée en interprétant les données statistiques présentées dans la section 4.1 à l'aide des caractéristiques de la richesse, de la pauvreté et des inégalités présentées dans la section 1.5. Cette analyse est détaillée dans les paragraphes qui suivent. Le tableau 4.6 résume, en commençant par les plus importants biais statistiques mesurés en points de pourcentage, les caractéristiques influençant la situation socioéconomique des ménages par rapport à la moyenne des ménages dans la capitale.

Voici le détail de l'analyse présentée dans le tableau 4.6:

1. Dans notre échantillon, 30 des 31 travailleurs (97 %) ont complété des études de niveau *moyen supérieur* ou *supérieur*, alors que cette proportion est de 72,7 % pour l'ensemble de La Havane. Les recherches sur les inégalités à La Havane ayant démontré que la pauvreté est associée à un faible niveau d'éducation³⁰, les ménages de notre échantillon ont statistiquement moins de probabilités de compter parmi les plus pauvres.
2. Au sein de notre échantillon, 36 des 50 membres des ménages (72 %) sont en âge de travailler, alors que la moyenne est de 56,4 % dans les quartiers de *Cerro* et *Plaza de la Revolución*. Cela favorise donc la situation socioéconomique des ménages de l'échantillon puisque le risque de pauvreté augmente avec le nombre de personnes qui ne sont pas en âge de travailler dans un ménage.
3. Sachant que les Afro-Cubains et les métisses sont davantage affectés par la pauvreté et que notre échantillon compte 35 Blancs sur 50 membres des ménages (70 %), alors que La Havane en compte 58,0 %, la composition ethnique de notre échantillon est donc biaisée statistiquement de 12,0 points de pourcentage dans le sens d'une situation socioéconomique favorable.

³⁰ Cette déduction peut paraître en contradiction avec le cadre d'analyse de la pyramide inversée. Cependant, ce cadre d'analyse réfère à l'occupation d'un poste de travail qualifié alors que l'étude que nous citons sur la pauvreté réfère au niveau d'éducation.

4. Le taux d'occupation moyen à Cuba est de 69,1 %, alors que dans notre échantillon, 29 membres de ménages sur les 36 en âge de travailler (80,6 %) travaillent. Cela constitue aussi un biais statistique favorable à la situation socioéconomique des ménages de notre échantillon.

Tableau 4.6
Principaux facteurs démographiques
biaisant la situation socioéconomique des ménages de l'échantillon

Caractéristiques favorables à la situation socioéconomique	Population	Échantillon
1. Travailleurs ayant complété des études de niveau <i>moyen supérieur</i> ou <i>supérieur</i>	72,7 %	30 sur 31 (97 %)
2. Individus en âge de travailler	56,4 %	36 sur 50 (72 %)
3. Individus d'origine européenne	58,0 %	35 sur 50 (70 %)
4. Individus en âge de travailler actifs	69,1 %	29 sur 36 (81 %)

Ainsi, selon les statistiques géographiques et démographiques de notre échantillon, les ménages que nous avons interviewés se trouvent dans une situation économique favorable en comparaison à la moyenne de la population havanaise.

4.2.3 Positionnement en relation avec la pauvreté

Au cours des dernières années et ce, même au cours de l'année 2005, les travailleurs cubains ont bénéficié de plusieurs hausses salariales. À cause de cela, il ne nous est pas possible de comparer les revenus monétaires des ménages de notre échantillon avec les données statistiques disponibles actuellement. Cependant, nous avons déniché des statistiques qui ont établi que 9,9 % et 12,5 % respectivement des habitations havanaises ne disposaient pas de ventilateurs et de réfrigérateurs en 2000 (Pérez Villanueva, 2002). Au sein de notre échantillon, il s'avère que tous les ménages disposent de plusieurs ventilateurs, ainsi que d'au moins un réfrigérateur, et que, lorsque nous avons demandé aux personnes interviewées comment leur vie économique avait changé au cours des cinq dernières années, aucune n'a mentionné qu'elle ne disposait pas de réfrigérateur ou de ventilateur il y a cinq ans. Nous en déduisons qu'aucun ménages de notre échantillon ne comptent parmi les 12,5 % des ménages qui n'ont pas de réfrigérateur ou de ventilateur. Ainsi, les ménages de notre échantillon ne font probablement pas partie de la classe sociale la plus pauvre de La Havane.

4.2.4 Ordonnement des ménages au sein de l'échantillon

Nous avons ordonné les 19 ménages de notre échantillon en fonction d'un indice du niveau de vie que nous avons calculé à partir du revenu per capita de chaque ménage. Les revenus comprennent ceux versés par l'État (salaires, primes au travail, pension, sécurité sociale, ...), les *remesas*, les revenus tirés d'activités informelles et les cadeaux reçus de la famille ou des amis. La valeur des revenus et cadeaux en nature a été estimée à partir de leur coût d'appropriation moyen par les autres ménages. De plus, nous avons comparé les déclarations des sujets interviewés portant sur leurs revenus avec celles portant sur leurs dépenses. Lorsque les deux montants différaient, nous avons réajusté les revenus et/ou les dépenses, de manière à les faire balancer, en nous fiant au meilleur de notre jugement. Par exemple, dans le cas d'un ménage qui a déclaré de minces revenus en comparaison à ses dépenses, et dont le domicile laisse soupçonner un revenu plus élevé que celui qui a été déclaré, nous avons ajusté les revenus à la hausse pour que ceux-ci correspondent aux dépenses déclarées. Plus précisément dans ce cas-ci, nous avons haussé le poste des revenus au noir, car le sujet nous a laissé entendre qu'il ne voulait pas parler de certains revenus informels. L'indice du niveau de vie que nous avons ainsi obtenu n'a d'intérêt que pour permettre une comparaison entre

les ménages que nous avons interviewés. La figure 4.10 présente le graphique de l'indice de niveau de vie pour les ménages de l'échantillon ordonnés du plus bas au plus haut.

Nous n'avons pas pu calculer l'indice du niveau de vie du ménage le plus fortuné parce qu'il nous manquait trop de données. Cependant, nous avons tout de même conservé cette entrevue dans notre échantillon, car elle se démarque considérablement des autres ménages à cause de son niveau de vie nettement plus élevé. En particulier, il s'agit du seul ménage interviewé dont la principale préoccupation financière n'est pas la consommation, mais plutôt l'investissement.

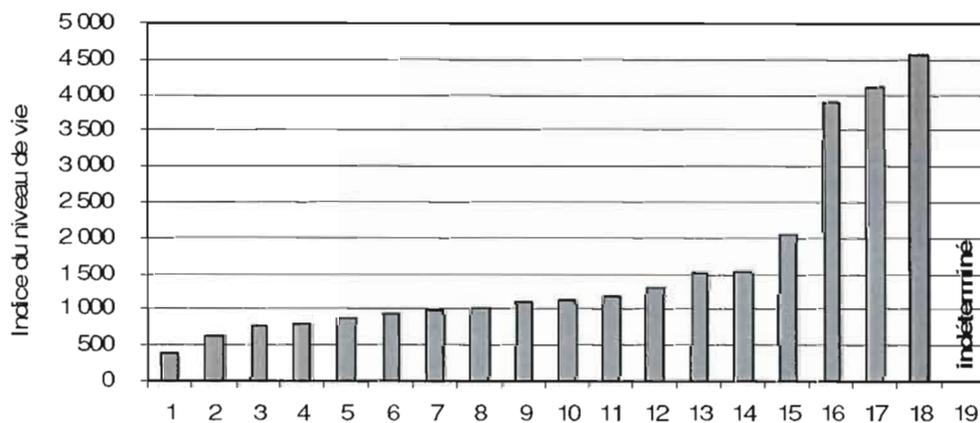


Figure 4.10 Ordonnancement des ménages en fonction de l'indice du niveau de vie. À noter que le ménage no. 19 bénéficie d'un niveau de vie nettement plus élevé que les autres, quoiqu'indéterminé.

4.2.5 Classification des ménages

Afin de classer les ménages de notre échantillon en fonction de classes sociales, nous sommes partis du cadre d'analyse de la stratification en fonction du revenu. Cette classification distingue trois classes : les *plus riches*, la *grande majorité* et les *pauvres*. Lorsque nous avons analysé le positionnement de notre échantillon en relation avec la pauvreté, nous avons déterminé qu'aucun ménage de notre échantillon n'en fait probablement partie. En conséquence, nous considérerons les ménages 1 à 12 comme faisant partie de la classe *moyenne*. Les entrevues 13 à 18 seront associées à la classe *aisée*. L'entrevue no. 19 bénéficiant d'un revenu nettement plus élevé que les autres, nous l'identifierons à la classe des fortunés *technocratico-patronaux* que nous avons présenté dans l'article 1.5.1.

4.3 Validation des hypothèses

4.3.1 Première hypothèse

Dans le projet de mémoire, nous avons émis l'hypothèse que les travailleurs pour l'État recevaient un salaire insuffisant pour payer une grande partie de leur consommation. Cette hypothèse était fondée d'abord empiriquement sur les conversations que nous avons eues avec des Cubains. Elle était aussi fondée sur la littérature, tel que nous l'avons vu dans le chapitre 1.

Notre enquête a validé cette hypothèse. Cette validation est illustrée dans la figure 4.11 qui groupe séparément les ménages de la classe moyenne et ceux de la classe aisée dont les soutiens de famille travaillent pour l'État cubain. Cette figure montre que les salaires et primes au travail des deux groupes de notre enquête ne suffisent pas tout à fait à payer la consommation des ménages en nourriture. Ces revenus suffisent encore moins à payer les produits d'hygiène, les dépenses vestimentaires, les biens durables et l'entretien des habitations.

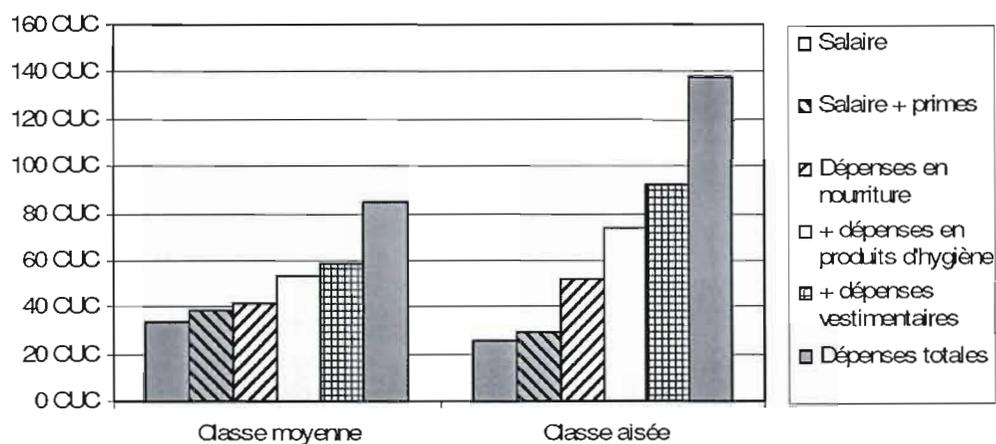


Figure 4.11 Graphique de la moyenne des salaires, des primes au travail et des dépenses en nourriture, en produits d'hygiène, vestimentaires et totales des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.

4.3.2 Deuxième hypothèse

Dans notre projet de mémoire, nous avons aussi proposé l'hypothèse que la plupart des travailleurs de l'État recourent à l'économie souterraine. Ces travailleurs disposeraient de sources alternatives de revenus, souvent souterraines, et recourraient massivement au marché noir pour leurs achats. Au sein de notre échantillon, neuf des 14 ménages dont les soutiens travaillent pour l'État ont reconnu exercer au moins une activité informelle pour augmenter leur revenu. De plus, l'ensemble des ménages a affirmé effectuer une partie de ses achats sur le marché noir.

Une analyse préliminaire des données monétaires de notre enquête estime à environ 17 % les revenus monétaires en provenance d'activités souterraines chez les ménages de la classe moyenne. Ces mêmes revenus s'élèvent à environ 43 % chez les ménages de la classe aisée. Pour leur part, environ 20 % des dépenses des ménages sont effectuées explicitement sur le marché noir, aussi bien chez la classe moyenne que chez la classe aisée. Ces résultats sont illustrés par les figures 4.12 et 4.13.

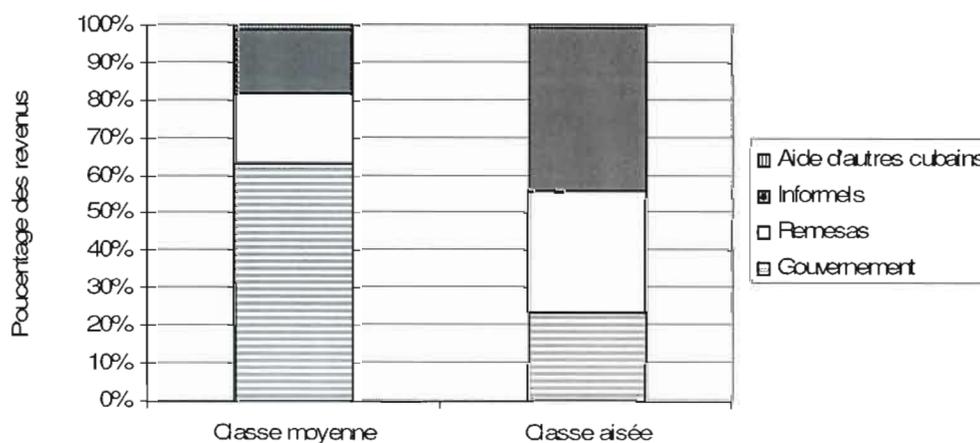


Figure 4.12 Graphique de la répartition des sources de revenus monétaires des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.

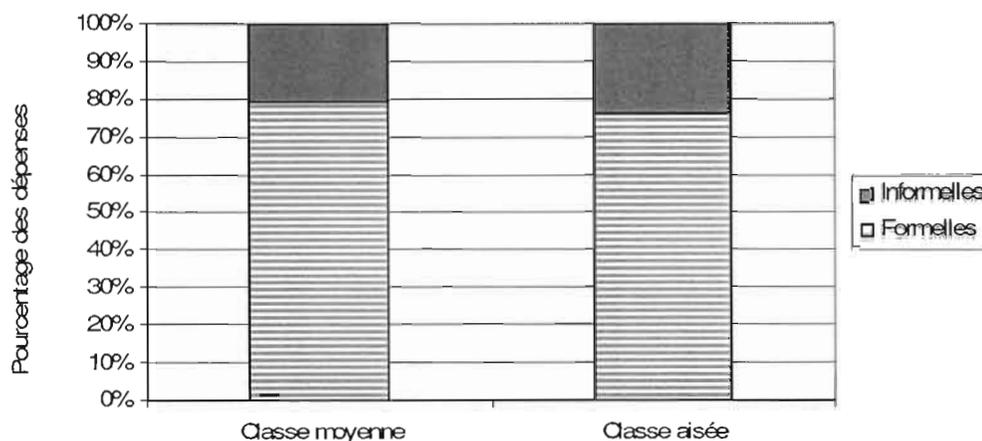


Figure 4.13 Graphique de la répartition des dépenses entre l'économie officielle et le marché noir des ménages interviewés dont les soutiens travaillent pour l'État, groupés selon les classes sociales.

Cependant, cette proportion de 20 % des dépenses sur le marché noir sous estime l'ampleur de l'économie informelle cubaine, car une partie importante des achats effectués dans les points de vente légaux relèvent en réalité de l'économie informelle. Les exemples suivants appuient cette affirmation :

- Une femme interviewée nous a expliqué que, dans tous les magasins de l'État, les travailleurs qui livrent des marchandises légales, livrent aussi des quantités additionnelles de ces mêmes marchandises destinées à être vendues informellement. Elle nous a donné l'exemple de travailleuses dans une boutique de vêtements qui reçoivent 80 chemises d'un fournisseur et qui, par la même occasion, lui achètent 30 autres chemises destinées à être vendues à leur profit dans le cadre de vente du magasin. Lui ayant demandé si ces activités étaient limitées aux magasins de vêtements, elle a répondu que toute l'économie cubaine fonctionnait selon ce principe.
- Un homme interviewé nous a affirmé qu'une Mexicaine, mariée à quelqu'un de sa famille, importe régulièrement des vêtements à Cuba qu'elle revend à une vendeuse dans un magasin de vêtements de l'État.

- Un boucher, que nous avons interviewé, a affirmé que l'équivalent de 91 % de ses revenus monétaires provient de la vente informelle de viande. Il a dit que chacun de ses 20 fournisseurs lui vend de la viande sur le marché noir, en sus de la viande légale de leur entreprise étatique. Ce boucher a affirmé que l'achat et la revente de viande sur le marché noir constituent des pratiques courantes chez les bouchers. Il a soutenu que les prix de la viande qu'il achète informellement de ses fournisseurs sont les mêmes d'un fournisseur à l'autre et qu'ils n'ont pas changé depuis plusieurs années. Il a ajouté que ces prix étaient aussi les mêmes lorsqu'il travaillait dans une autre boucherie, il y a de cela un an.
- Nous avons interviewé le gérant d'un marché de produits agroalimentaires qui nous a parlé de la corruption dans son milieu de travail. Il a affirmé que tous les travailleurs dans les marchés participent au marché noir et reçoivent une rémunération informelle conséquente. D'abord, chaque vendeur ne déclare à l'État qu'entre 20 et 30 % des denrées qu'il vend afin d'éviter d'en payer la taxe³¹. Ensuite, les vendeurs violent systématiquement les normes de contrôle du poids et des prix des produits afin d'en obtenir davantage d'argent que la loi ne le permet. Enfin, plus de 80 % des points de vente des coopératives agricoles dans le quartier où elle travaille n'appartiennent pas réellement à des coopératives comme le veut la loi, mais plutôt à des Cubains fortunés qui ont investi dans la mise sur pied de ces points de vente pour en retirer des profits. En conséquence, de tous les achats formels dans des marchés déclarés par les sujets interviewés lors de l'enquête, plus de 70 % appartiennent vraisemblablement à l'économie informelle.
- Nous même, au cours de notre séjour à Cuba, avons pu remarquer que, lors de nos achats à l'épicerie du coin, il y avait systématiquement un article qui n'apparaissait pas sur le coupon de caisse, alors qu'il nous était tout de même chargé. En particulier, à une occasion où nous voulions acheter un morceau de fromage sur lequel le poids et le prix n'étaient pas indiqués, la caissière a pesé devant nous le morceau que nous avons choisi,

³¹ La marchandise ainsi vendue a été soit détournée du système de quotas de l'État, soit produite et vendue informellement par les producteurs.

nous a proposé un prix et nous a demandé si celui-ci nous convenait. Bien sûr, le fromage n'est pas apparu sur le coupon de caisse. Cette scène s'est déroulée ouvertement devant les autres clients qui attendaient de passer à la caisse.

Ainsi, un des sujets interviewés nous a expliqué que tous les travailleurs de l'État, à l'exception de ceux qui reçoivent des *remesas*, doivent exercer une activité informelle afin de gagner un revenu familial minimal de subsistance. Selon lui, la valeur d'un emploi ne dépend pas de son salaire, mais plutôt des avantages que le poste permet de retirer informellement.

Outre les activités d'achat et de revente dans le cadre du travail formel, plusieurs emplois permettent de recevoir un revenu informel en nature qui est significatif en comparaison du salaire. Ainsi, le boucher et la gérante de marché que nous avons interviewé bénéficient respectivement de toute la viande et de tous les fruits et légumes que leur famille consomme. De plus, deux médecins, deux infirmières et deux professeurs interviewés nous ont aussi exprimé que leurs patients et élèves leur donnent en cadeaux des produits qui se vendent en CUC. Ainsi, les médecins et les infirmières reçoivent des produits d'hygiène, des vêtements, des chaussures et parfois de l'argent ou un repas lorsqu'ils donnent des consultations aux patients. Pour leur part, les professeurs reçoivent en cadeau une telle quantité de produits d'hygiène lors de la journée annuelle des enseignants, qu'ils n'ont pas à en acheter durant plusieurs mois de l'année. La pratique qui consiste à offrir des cadeaux en échange de services médicaux n'est pas établie formellement, mais elle est si répandue qu'elle peut être considérée comme une forme informelle de paiement. Ainsi, les cadeaux et les revenus en nature liés à l'emploi constituent une autre partie de l'économie informelle cubaine.

Enfin, les dépenses et les revenus au noir ont été sous-estimés dans les déclarations faites lors des entrevues, car les sujets interviewés ont parfois caché certaines de leurs activités souterraines les plus graves à leurs yeux. Ainsi, nous avons appris de manière détournée que des ménages de notre échantillon exercent des activités qu'ils n'ont pas déclarées lors de l'entrevue : achat de viande de bœuf³², location d'antenne satellite, utilisation du véhicule de

³² L'achat et la vente informels de bœuf sont passibles de 20 ans de prison à Cuba.

fonction pour faire du taxi, vol d'alcool dans une entreprise pharmaceutique pour la revente, vol de matériaux dans une entreprise de construction pour réaliser des travaux de rénovation au noir, location d'une fausse adresse domiciliaire à un immigrant illégal de la partie orientale de l'île, etc. Ces activités que nous avons découvertes, bien que les sujets interviewés nous les aient cachées lors des entrevues, nous permettent de croire que plusieurs autres activités souterraines nous sont restées inconnues malgré notre enquête.

En conclusion, notre deuxième hypothèse est validée. L'économie souterraine représente plus de 20 % de l'économie cubaine. Plusieurs raisons nous permettent de croire qu'elle dépasse de beaucoup les 20 %, mais sa proportion réelle reste difficile à estimer.

4.3.3 Troisième hypothèse

Dans notre projet de mémoire, nous avons ajouté aux deux premières hypothèses que l'économie cubaine produirait en réalité beaucoup plus que ce que les données officielles comptabilisent. Ainsi, nous avons supposé qu'une grande partie de la production était réalisée dans l'économie souterraine et qu'en parallèle, une grande proportion des achats était effectuée sur le marché noir.

Afin de vérifier cette hypothèse, nous devons distinguer, au sein de l'économie souterraine, les activités productives de celles qui sont improductives. Ainsi, plusieurs activités souterraines, comme, par exemple, l'opération d'un salon de coiffure sans permis, génèrent effectivement de la richesse, car elles impliquent la production de biens et services destinés à la vente. Par contre, d'autres activités souterraines, tel que le vol pour la revente, sont improductives, car elles ne font que détourner une richesse existante au profit de certains.

La catégorisation des activités économiques adaptée à la spécificité cubaine, que Ritter a développée (art. 1.3.2), nous servira à distinguer les activités productives des activités improductives, car elle discrimine implicitement les activités productives relevant de l'économie souterraine des activités improductives relevant de l'économie criminelle.

Ainsi, pour valider notre hypothèse, nous procéderons, selon la catégorisation de Ritter, à l'énumération des activités souterraines, et donc productives, recensées lors de notre enquête. Nous croyons que cette énumération sera suffisante pour démontrer qu'effectivement

l'économie cubaine produit beaucoup plus que ce que les données officielles ne comptabilisent. Cependant, elle ne nous permettra pas d'en mesurer l'ampleur. Notre démonstration sera donc de nature qualitative. Nous n'avons exposé que les activités dont les personnes interviewées ont traité lors des entrevues. Nous avons exprimé au pluriel les cas où les informations étaient validées par au moins deux personnes. La liste de ces activités productives pourrait être allongée en consultant les articles de journaux traitant de faits divers à Cuba.

4.3.3.1 Les entreprises souterraines légitimes (non licenciés)

- Des plombiers effectuent leur travail au noir dans des domiciles.
- Un réparateur d'électroménagers travaille au noir pour des particuliers.
- Un cordonnier fabrique et répare des chaussures au noir.
- Des particuliers tiennent un service de location de films à leur domicile.
- Des femmes effectuent le ménage, lavent les vêtements et cuisinent les repas dans des *casas particulares*. Leurs activités ne sont pas déclarées.
- Des artisans peignent, sculptent et réalisent des oeuvres artistiques qu'ils vendent au noir aux vendeurs dans les marchés d'artisanat pour touristes.
- Des femmes cuisinent des gâteaux et des pâtisseries qu'elles vendent sur le marché noir.
- Un particulier tient une fabrique clandestine de tuile en céramiques à l'arrière de sa maison en banlieue. Une équipe de cinq hommes y travaillent.
- Un particulier tient un atelier clandestin de fabrication de camions dans la cour de son domicile en banlieue. Il forme équipe avec un mécanicien et un soudeur.
- Des particuliers travaillent pour un réseau souterrain d'acheminement de colis envoyés par des Cubains vivant aux États-Unis à leur famille vivant à Cuba. Ils récupèrent les colis à l'aéroport et les livrent à leur destinataire.
- Deux particuliers tiennent un dépanneur à leur domicile. L'un se déplace pour acheter les produits qu'ils tiennent en inventaire pendant que l'autre sert les clients.
- Des particuliers tiennent un service d'abonnement par satellite à la télévision étrangère. Leurs activités consistent à relier les téléviseurs de leurs clients à leur réseau câblé dans lequel le signal d'une antenne satellite est amplifié. Ils élaborent aussi un guide de programmation qu'ils distribuent à leur clientèle.
- Sur le bord des autoroutes, des paysans offrent fruits et légumes pour se faire transporter d'un endroit à l'autre.

4.3.3.2 Les activités souterraines des travailleurs indépendants licenciés

- Un bijoutier licencier ne déclare qu'environ la moitié de ses revenus.

4.3.3.3 Les activités souterraines réalisées par les employés de l'État

- Des bouchers vendent du cuir sur le marché noir aux cordonniers.
- Des peintres en bâtiment travaillent au noir pour des particuliers.
- Des travailleurs de la construction rénovent des habitations au noir.
- Des parents paient des professeurs pour qu'ils aident leurs enfants dans leurs études après l'école.
- Les proches de personnes âgées paient des infirmières pour qu'elles en prennent soin, en leur absence.
- Des médecins et des infirmières sont payés par d'autres pour être de garde à leur place.
- Des particuliers qui voyagent régulièrement à l'extérieur de Cuba dans le cadre de leur travail (personnel des compagnies aériennes, marins) achètent et importent en grandes quantités des vêtements et des biens durables. Ils disposent de revendeurs pour écouler leurs marchandises.
- Des travailleurs dans une entreprise de service gardent les recettes d'une partie des commandes qu'ils réalisent. Ce travail n'est pas comptabilisé dans les livres de la compagnie.
- Des particuliers utilisent leur voiture de fonction pour faire du taxi au noir.

4.3.3.4 Les revenus additionnels versés par l'employeur

- Un travailleur reçoit une prime au noir des investisseurs étrangers qui partagent la propriété de son entreprise avec le gouvernement. En échange de cette prime, il travaille avec une productivité accrue.

4.3.3.5 Les surplus payés par les clients

- Des médecins bénéficient de services offerts par leurs patients. Par exemple, un patient a repeint l'habitation de sa médecin pour la remercier.
- Des patients offrent des cadeaux aux médecins et infirmières.
- Des parents offrent des cadeaux aux professeurs de leurs enfants.

4.3.3.6 La vente de produits rationnés sur le marché noir à un prix plus élevé

- Un producteur laitier vend du lait frais à un particulier qui en fait du fromage et du yogourt pour ses clients sur le marché noir.

- Des paysans vendent à des particuliers une partie de leur récolte de grains de café. Ces particuliers torréfient et moulent le café pour le revendre sur le marché noir.
- Des producteurs agricoles et bovins utilisent le réseau de distribution de l'État pour acheminer leurs produits sur le marché noir. De nombreuses personnes sont impliqués dans ce réseau : les producteurs agricole; les livreurs; les commis; les vendeurs; les administrateurs et même parfois ceux qui travaillent dans des entrepôts (lorsqu'il s'agit de conserver de la viande au frais).
- Des pêcheurs de poissons et de langoustes d'entreprises étatiques détournent une partie de leurs prises sur le marché noir. Ils font affaires avec des revendeurs qui transportent les denrées jusqu'à La Havane et s'occupent de les vendre aux consommateurs.
- Un boulanger utilise la farine, l'huile et d'autres ingrédients de la boulangerie étatique où il travaille pour cuisiner des galettes qu'il vend en quantité à une revendeuse sur le marché noir.
- Des particuliers louent une extension de leur ligne téléphonique à leurs voisins.

4.3.4 Quatrième hypothèse

Nous avons émis l'hypothèse que certains, parmi les travailleurs de l'État, recourent à l'économie informelle pour leur survie, d'autres pour augmenter leur consommation et, d'autres enfin, pour s'enrichir. Nous démontrons ici la véracité de cette hypothèse, en trois étapes :

1. Lors de la démonstration de la première hypothèse, nous avons vu que les salaires et primes des travailleurs des classes moyennes et aisées sont insuffisants pour couvrir la consommation de nourriture des ménages. Or, il y a, au sein des classes moyenne et aisée, des ménages qui ne bénéficient pas de *remesas*. Ces ménages s'en remettent obligatoirement à l'économie informelle pour obtenir les revenus nécessaires à l'achat d'une partie de leur nourriture. Sachant qu'il leur reste aussi à se procurer leurs produits d'hygiène, leurs vêtements et leurs biens durables, l'hypothèse selon laquelle certains ménages recourent à l'économie informelle pour leur survie est raisonnable.
2. Plusieurs biens et services qui sont achetés sur le marché noir par les travailleurs de l'État ne relèvent pas de la stricte survie, dont les suivants : location de films; service d'aide domestique; gâteaux; pâtisseries; abonnement à la télévision étrangère via antenne satellite; bijouterie; service d'aide aux devoirs pour les enfants; etc. (sec.

4.3.3). Ceux qui se procurent ces biens et services appartiennent aussi bien à la classe moyenne et à la classe aisée qu'à la classe fortunée. La mise en évidence de ce fait suffit à démontrer que certains travailleurs de l'État recourent à l'économie informelle pour la consommation de biens et services non essentiels.

3. Enfin, comme nous l'avons précisé dans la section 4.2.4, le ménage interviewé que nous avons placé dans la classe des fortunés *technocratico-patronaux* a, comme principale préoccupation économique, celle de s'enrichir en investissant sa fortune. Nous avons aussi vu d'autres cas d'investisseurs : le plombier qui a investi dans un atelier de réparation d'équipements électroniques et dans l'achat d'un camion (par. 3.1.3.3); les investisseurs dans les points de vente des marchés (par. 3.2.3.3); l'investisseur qui opère un petit commerce de vente de crème glacée (art. 3.12.11).

4.3.5 Cinquième hypothèse

Nous avons aussi proposé l'hypothèse que l'économie informelle à Cuba peut aussi être considérée comme une forme de résistance à la prétention de l'État d'imposer certaines normes. Déjà, nous avons vu dans l'article 1.3.1 que l'histoire cubaine témoigne d'un non-respect de l'autorité économique, qui date de l'époque coloniale. Dans les lignes qui suivent, nous démontrerons que la population cubaine n'est pas totalement obéissante face aux dictats du régime et ce, bien que la révolution cubaine de 1959 bénéficie de suffisamment de légitimité pour avoir survécu à plusieurs chocs, dont la crise économique qui a suivi la chute du Mur de Berlin et la longue convalescence du leader charismatique Fidel Castro. Nous montrerons qu'au contraire, la population n'accorde pratiquement aucune légitimité à plusieurs règles que le régime tente en vain de faire respecter.

1. *Le marché noir se révèle être une norme au sein de l'échantillon étudié.* En effet, tel que nous l'avons vu lors de la démonstration relative à la deuxième hypothèse, l'ensemble des ménages interviewés a affirmé effectuer une partie de ses achats sur le marché noir. Afin d'illustrer à quel point de marché noir est répandu, nous rappelons l'exemple qu'un boucher reçoit de la marchandise au noir de *chacun de ses fournisseurs*, qu'il vend de cette marchandise à *pratiquement tous ses clients*, et que ses activités n'ont rien d'exceptionnelles en comparaison à celles des autres

bouchers. Ainsi, toute la chaîne de production et de distribution de viande est impliquée, ainsi que l'ensemble des consommateurs (par. 3.2.5.8). Certains cubains vont même jusqu'à considérer que l'économie officielle toute entière fonctionne en parallèle avec l'économie souterraine (voir le premier exemple de l'article 4.3.2).

2. *Les lois et la sévérité des peines n'arrêtent pas le marché noir.* Le cas de la réglementation de l'achat et de la vente de viande de bœuf montre bien qu'en dépit de la menace de 20 ans de prison, plusieurs Cubains s'en procurent illégalement (par. 3.2.5.1). De même, l'amende de 5 000 pesos (270 \$CAN) donnée à un Cubain pour avoir fait le commerce de langoustes l'amène à poursuivre son commerce afin de pouvoir payer l'amende (par. 3.2.5.10).
3. *Plusieurs de ceux qui sont chargé de combattre le marché noir en font eux-mêmes partie.* C'est le cas du propriétaire d'une fabrique clandestine de tuiles de céramique qui fait lui-même partie du CDR et qui dispose aussi de contacts au sien de la police locale (art. 3.12.9). Pareillement, les opérateurs d'un réseau câblé relié à une antenne satellite se préoccupent peu des rafles car ils connaissent des policiers qui les préviennent avant l'arrivée des inspecteurs (par. 3.10.3.2). Enfin, une femme ne craint pas la *Commission pour combattre la corruption* de son bloc car une des femmes qui en font partie a deux de ses enfants impliqués dans le marché noir (sect. 4.14).
4. *L'effet des rafles n'est que temporaire.* Par exemple, nous avons vu que des contrôles instaurés en février 2006 n'ont réussi à interrompre la vente illégale de lait que durant environ un mois. Par la suite, le lait a recommencé à apparaître graduellement sur le marché noir (art. 3.2.2). De la même façon, l'essence sur le marché noir ne peut que réapparaître suite à la rafle de l'automne 2005 dans les stations services, selon certains Cubains (art. 3.9.1).
5. *Dans certains cas, le régime ne peut bloquer le marché noir sans risquer que la population ne se soulève.* Ainsi, un interviewé a affirmé que les activités souterraines sont tolérées par le gouvernement afin de maintenir l'ordre social (sect. 3.14). De même, nous avons vu que les autorités ont été obligées

d'interrompre une opération de blocage des arrivages de produits alimentaires illégaux à La Havane car ils ont craint que la population ne descende dans la rue pour protester (par. 3.2.3.1).

4.4 En résumé

Nous avons déterminé que les ménages de notre échantillon sont favorisés économiquement par rapport à la moyenne des ménages havanais (art. 4.2.2). Leur classification dans les classes sociales havanaises, à partir du cadre d'analyse de la stratification en fonction du revenu, indique qu'aucun ménage de notre échantillon n'appartient à la classe la plus pauvre alors que 12 ménages font partie de la classe moyenne, six de la classe aisée et un de la classe fortunée (art. 4.2.5).

Les salaires des travailleurs pour l'État ne suffisent pas à payer la nourriture de leur ménage. Pour combler le manque à gagner, environ 17 % de leur revenu, chez la classe moyenne, et environ 43 % de leur revenu, chez la classe aisée, proviennent d'activités souterraines. Au moins 20 % de leurs dépenses sont effectuées dans le marché noir bien que tout porte à croire que cette proportion est beaucoup plus élevée (art. 4.3.2). Quantité d'activités informelles sont de nature productive ce qui permet d'affirmer qu'une part importante de la production de l'économie cubaine est occultée par les données officielles (art. 4.3.3).

Pour les salariées de l'État, les revenus obtenus de la production informelle servent à combler certains de leurs besoins essentiels mais aussi, à élever leur niveau de vie par la consommation et, pour certains, à s'enrichir et à investir (art. 4.3.4). Enfin, la prolifération de l'économie informelle indique que la population havanaise n'accorde pas beaucoup de légitimité à l'autorité économique du régime. En effet, le marché noir constitue une norme chez les Havanais, les lois et la répression ne réussissent pas à l'arrêter, ceux qui sont chargés de le combattre y sont eux-mêmes impliqués, les rafles ne l'affectent que temporairement et, enfin, le régime se voit obligé de le tolérer pour maintenir l'ordre social (art. 4.3.5).

CONCLUSION

Ainsi, nous avons atteint notre objectif d'étude approfondie de l'économie souterraine cubaine. Nous avons répondu aux questions de la recherche portant sur l'ampleur et sur la motivation économique individuelle (survie, consommation, enrichissement) de l'économie souterraine. Nous avons aussi traité du rôle de l'économie souterraine en tant que forme de résistance à l'autorité du régime cubain.

Nous avons validé cinq hypothèses, à savoir : 1) le salaire des travailleurs de l'État est insuffisant pour couvrir la consommation des ménages; 2) la plupart des travailleurs de l'État ont recours à l'économie souterraine; 3) la production de l'économie souterraine est importante; 4) l'économie souterraine permet de combler les besoins essentiels, d'améliorer le niveau de vie par la consommation et de l'enrichissement à travers des investissements; 5) l'économie informelle à Cuba peut être considérée comme une forme de résistance à la prétention de l'État d'imposer certaines normes.

Afin de répondre à ces questions et de valider ces hypothèses, nous avons recensé les écrits traitants de l'économie informelle cubaine, des classes sociales et du budget familial à Cuba. Nous avons réalisé une enquête, d'une durée de trois mois, à La Havane. Nous avons procédé à une analyse systématique des transcriptions des 30 entrevues réalisées au cours de l'enquête. Enfin, nous avons rédigé ce mémoire qui comprend une recension des écrits, une présentation de la méthodologie utilisée, une monographie de 45 pages et une analyse des résultats.

Notre étude est centrée sur les ménages havanais des quartiers de *Cerro* et *Plaza de la Revolución*, dont les soutiens reçoivent un salaire de l'État cubain. Elle traite l'économie souterraine sous l'angle des dépenses effectuées sur le marché noir et des revenus obtenus du travail au noir. En sus, elle met en perspective la dimension des classes sociales, permettant ainsi de distinguer la classe moyenne, la classe aisée et la classe des fortunés. Elle porte aussi attention aux fins des individus dans le marché noir, à savoir la survie, la consommation et l'enrichissement. Enfin, elle traite du concept de légitimité du marché noir.

Au début de l'enquête, nous avons été confrontés, en sus de l'opacité intrinsèque à l'économie souterraine, à la spécificité de l'économie cubaine. Ainsi, la coexistence de deux monnaies, la propriété étatique des moyens de production, le système communiste de rationnement et de contrôle des prix, la duplicité des informations, tous ces facteurs et bien d'autres nous ont obligé à faire un travail au départ exploratoire, sans possibilité de suivre un canevas préétabli.

Nous voulions démontrer que la plupart des travailleurs pour l'État reçoivent un salaire insuffisant pour couvrir leurs dépenses de la vie courante et qu'ils recourent à l'économie souterraine pour en réduire le coût et pour augmenter leur revenu. Nous voulions aussi vérifier que, de par l'ampleur et la nature productive de son économie souterraine, l'économie cubaine produit en réalité beaucoup plus que ce que les données officielles expriment. De plus, nous voulions vérifier si le marché noir est un moyen de survie, s'il est un mode de consommation et s'il permet à certains de s'enrichir. Enfin, nous voulions connaître la légitimité accordée par la population à la lutte du régime contre l'économie souterraine.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons opté pour la réalisation d'une enquête par entrevues ouvertes, afin de découvrir le point de vue des ménages sur leur budget familial. Lors de ces entrevues, nous nous sommes basé sur une grille thématique que nous avons construite à l'aide de la littérature afin de nous assurer de couvrir l'ensemble des thèmes. Dix entrevues ont ainsi été réalisées.

Nous avons poursuivi notre démarche en élaborant un questionnaire détaillé abordant tous les aspects du budget familial soulevés dans le corpus de ces dix premières entrevues. À l'aide de ce questionnaire, nous avons entrepris une deuxième série de dix entrevues. Parallèlement, nous avons aussi procédé à plusieurs entretiens informels lorsque l'occasion se présentait d'approfondir un aspect de l'économie souterraine cubaine.

L'analyse systématique des informations obtenues lors de notre enquête a permis de répondre aux questions de notre recherche et de valider ses hypothèses. Nous savons maintenant que la rémunération versée par l'État cubain à ses salariés ne suffit pas à payer la consommation en nourriture des ménages, qu'ils fassent partie de la classe moyenne ou aisée. Elle réussit

encore moins à payer les produits d'hygiène, les vêtements, les biens durables et l'entretien des logements. Nous savons que, dans les quartiers *Cerro* et *Plaza de la revolución* de La Havane, l'économie souterraine représente beaucoup plus de 20 % de l'économie, bien que la proportion exacte reste difficile à estimer. Nous savons qu'une partie importante de l'économie souterraine havanaise est de nature productive et que, en conséquence, une grande partie de l'économie n'est pas reflétée dans les données macro-économiques officielles (sect. 3.3).

De plus, nous avons appris que les classes sociales à Cuba ne se limitent pas à une séparation entre les riches qui auraient accès au CUC et les autres. Ce sont plutôt la fréquence, la régularité et le montant de CUC auxquels chacun a accès qui déterminent la position de classe. Bien que les plus pauvres n'aient pas été rejoints dans notre enquête, nous avons vu qu'une autre enquête a conclu qu'eux-mêmes ne sont pas dépourvus de CUC (art. 4.2.1). En conséquence, le cadre d'analyse de la société à deux niveaux séparés en fonction de l'accès aux CUC ne colle pas à la réalité cubaine. Celui de la stratification en fonction du revenu est mieux adapté. Ainsi, nous avons identifié les quatre classes sociales suivantes : les pauvres, la classe moyenne, la classe aisée et les fortunés.

Nous avons vu que plusieurs sujets interviewés produisent, à l'intention du marché noir, de biens et services qui ne sont pas comptabilisés par l'État. Ils consomment aussi quantité de produits et services qui ont été produits sur le marché noir. Nous savons maintenant que le marché noir sert en premier lieu à combler les besoins en nourriture, en vêtements, en chaussures et en produits d'hygiène de la population havanaise. Il sert ensuite, pour ceux qui disposent de suffisamment de revenus, à améliorer leur niveau de vie par l'augmentation de leur consommation. Enfin, il permet aux plus fortunés d'investir leur argent pour s'enrichir davantage.

Finalement, l'extension du marché noir à la presque totalité de l'économie cubaine montre que la population résiste fortement à la revendication du contrôle de l'économie par le régime. Cette contestation de l'autorité économique se reflète de multiples façons : le marché noir s'est établi en tant que norme; ceux qui sont chargés de combattre le marché noir y sont eux-mêmes impliqués; les peines les plus lourdes ne suffisent pas à dissuader la population

de participer au marché noir; les rafles n'ont que des effets passagers; et surtout, le régime ne peut pas ne pas tolérer le marché noir sans risquer de perturber l'ordre social. Nous pouvons en conclure que l'autorité économique à Cuba n'a que peu de légitimité aux yeux des Havanais de notre enquête.

Cependant, ces résultats comportent certaines limites importantes. D'abord, l'échantillon utilisé dans l'enquête est situé géographiquement dans une zone particulière de La Havane, ce qui réduit la possibilité de généralisation des résultats à l'ensemble de la capitale ou de Cuba. Ensuite, la nature illégale de l'économie souterraine implique que des informations n'ont pas été révélés par les interviewés et donc, que les données présentées sont incomplètes. Enfin, la faible taille de l'échantillon est peu propice aux résultats de nature quantitative.

Pour terminer, nous proposons quelques pistes pour approfondir l'étude de l'économie souterraine cubaine. D'abord, d'autres zones géographiques pourraient être étudiées, car nous avons appris que le marché noir prolifère particulièrement dans les quartiers les plus pauvres de La Havane, ainsi qu'à la campagne. Ensuite, 31,4 % de la population cubaine en âge de travailler étant officiellement inactive (tableau 4.2), nous croyons que l'étude de cette population pourrait révéler une importante production souterraine génératrice de revenus supérieurs à ceux pouvant être obtenus d'un travail pour l'État. Aussi, l'étude de la classe fortunée permettrait de compléter un portrait de l'ensemble des classes sociales cubaines. Enfin, si un changement survenait dans le système économique cubain actuel, cela permettrait la réalisation d'une enquête portant sur une situation appartenant au passé, ce qui favoriserait l'accès aux interviewés, la transparence dans les entrevues et la prise de distance sur le sujet.

GLOSSAIRE

Bodega. Lieu où sont vendus la plupart des produits subventionnés et rationnés par la *libreta*.

Bodeguero. Celui qui travaille à la *bodega*.

Casa particular. Chambre chez l'habitant offerte aux touristes par le propriétaire d'un logement.

CDR. Des *Comités de défense de la révolution* sont implantés dans chaque bloc d'habitations à Cuba. Ils ont pour mandat, entre autres, de surveiller les activités du voisinage et de rapporter les activités illégales.

CUC. Dans ce mémoire, le terme *CUC*, couramment utilisé à Cuba, réfère à une des deux monnaies officielles de Cuba appelée le *peso cubain convertible*. Au cours de l'enquête, 1 CUC valait environ 1.246 86 \$CAN selon le site de devises www.oanda.com.

Libreta. Livret de rationnement dont dispose chaque ménage et sur lequel est inscrit le nom de ceux qui en font partie. La *libreta* donne accès aux denrées de première nécessité assurant notamment, à très bas prix, une partie de l'alimentation de base.

Peso. Dans ce mémoire, le terme *peso*, couramment utilisé à Cuba, réfère à une des deux monnaies officielles de Cuba appelée le *peso cubain national*. Au cours de l'enquête, 1 peso valait environ 0.053 94 \$CAN selon le site de devises www.oanda.com.

Remesas. Le terme *remesas* fait référence à l'argent envoyé de l'étranger à Cuba par la diaspora.

BIBLIOGRAPHIE

Adair, Philippe. 1989. «L'économie informelle en France: économie alternative ou société civile?». In *L'autre économie, une économie alternative?*. Lévesque, Benoît, André Joyal, et Omer Chouinard, p. 372. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Alvarez, José. 2001. «Rationed Products and Something Else: Food Availability and Distribution in 2000 Cuba». In *Cuba in transition: volume 11*. Association for the Study of the Cuban Economy, p. 305-322. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Alvarez, José. 2004. «Overview of Cuba's Food Rationing System». *The Institute of Food and Agricultural Sciences, University of Florida* (juillet), 7 p. En ligne. <<http://edis.ifas.ufl.edu/pdf/FE/FE48200.pdf>>. Consulté le 14 août 2006.

Añé Aguiloché, Lia. 2005. «Contribución a los estudios de pobreza en Cuba : Una caracterización de la Capital». *Centro de Estudios de Población y Desarrollo*, 25 p. En ligne. <<http://www.focal.ca/pdf/lia.pdf#search=%22%22Contribuci%C3%B3n%20a%20los%20estudios%20de%20pobreza%20en%20Cuba%22%22>>. Consulté le 23 septembre 2006.

Blanchet, Alain, Anne Gotman et François de Singly. 1992. *L'enquête et ses méthodes: L'entretien*. Coll. 128: Sociologie, no. 19. Paris : Nathan, 125 p.

Bovy, Yannick et Éric Toussaint. 2001. *Le pas suspendu de la Révolution : Approche critique de la réalité cubaine*. Coll. Place publique: Place publique (Éditions du Cerisier). Cuesmes : Editions du Cerisier, 393 p.

Carranza Valdés, Julio, Luis Gutiérrez Urdaneta et Pedro Monreal Gonzalez. 1999. «La petite et moyenne entreprise à Cuba: le point de vue de trois économistes cubains». *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32, p. 102-119.

Chávez Negrín, Ernesto. 2000. «Población y crisis económica en Cuba: la familia y la dinámica demográfica del "período especial"». *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS) : Departamento de Estudios sobre Familia*, 20 p.

—. 2001. «Transformaciones sociodemográficas en la Cuba de los noventa». *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS) : Departamento de Estudios sobre Familia*, 15 p. En ligne. <<http://168.96.200.17/ar/libros/cuba/negrin.rtf>>. Consulté le 5 novembre 2006.

Cluster, Dick. 2004. «To Live Outside the Law You Must Be Honest». In *Cuba Today: Continuity and Change since the "Periodo Especial"*, Font, Mauricio A. (dir. publ.), Scott Larson, et Danielle Xuereb, p. 31-39. New York: Bildner Center for Western Hemisphere Studies.

Cole, Ken. 2002. «Cuba: The process of socialist development». *Latin American Perspectives : Cuba*, vol. 29, n° 3 (mai), 24 p.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) et Instituto Nacional de Investigaciones Económicas de Cuba (INIE). 2004. *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*. (LC/MEX/G.7, LC/L.2091). Mexico, 362 p. En ligne. <<http://www.eclac.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/3/15003/P15003.xml&/mexico/tpl/p9f.xsl&/mexico/tpl/top-bottom.xsl#>>. Consulté le 3 novembre 2006.

Cuba, Oficina nacional de estadísticas (ONE). 2005. *Anuario Estadístico de Cuba. 2004*. La Havane, 377 p.

Denie Valdéz, Wilfredo. 2002. «¿Es al peso lo que es del peso?». *Revista Vitral*, vol. 9, n° 49 (mai-juin). En ligne. <<http://www.vitral.org/vitral/vitral49/opin.htm>>. Consulté le 13 août 2006.

Dilla Alfonso, Haroldo. 1999. «Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine». *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba si, Cuba no ?, n° 31/32*, p. 83-101.

—. 2002. «Cuba: The Changing Scenarios of Governability». *Duke University Press: Boundary 2*, vol. 29, n° 3, p. 55-75.

—. 2005. «Larval Actors, Uncertain Scenarios, and Cryptic Scripts: Where Is Cuban Society Headed?». In *Changes in cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 35-50. Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15. Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

Eckstein, Susan. 2005. «The Transformation of the Diaspora». In *Changes in cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 207-227. Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15. Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

Economic Eye on Cuba. 1998. «Government to Color Gasoline». *Economic Eye on Cuba* (23 février), 1 p. En ligne. <<http://www.cubatrade.org/eyeonq.html#14>>. Consulté le 15 août 2006.

Espina Prieto, Mayra, Lilia Núñez Moreno, Lucy Martín Posada, Laritza Vega Quintana, Adrián Rodríguez Chailloux et Gisela Ángel Sierra. 2005. «Heterogenización y desigualdades en la ciudad : Diagnóstico y perspectivas». *Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas : Boletín Electrónico*, vol. 1, n° 4 (janvier), p. 7-21. En ligne. <<http://www.cips.cu/descarga.php?id=boletin4.pdf&path=boletines>>. Consulté le 10 octobre 2006.

Espina Prieto, Mayra P. 2005. «Structural Changes Since the Nineties and New Research Topics on Cuban Society». In *Changes in cuban society since the nineties*, Tulchin, Joseph

S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto, et Rafael Hernández (dir. publ.), p. 81-102. Woodrow Wilson International Center on the Americas, no 15. Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

Ferriol Muruaga, Angela. 2000. *External Opening, Labor Market and Inequality of Labor Incomes*. Coll. CEPA Working Paper Series I, no. 15. New York : Center for Economic Policy Analysis, 39 p.

Frank, Mark. 2006. «Cuba, corrupt? Castro brothers press anti-corruption drive». *Reuters* (La Havane), 22 mars 2006.

Gálvez Chiú, María Caridad. 2004. «La búsqueda del empoderamiento económico». *Revista Vitral*, vol. 11, n° 61 (mai-juin). En ligne. <<http://www2.glauco.it/vitral/vitral61/econo.htm>>. Consulté le 11 décembre 2005.

González Gutiérrez, Alfredo. 1995. «La economía cubana en 1994 y escenarios para 1995». *compendio INIE : Cuba: investigación económica*, n° 1 (janvier-mars), p. 139-165.

Gherzi, Enrique. 1997. «The Informal Economy in Latin America». *The Cato Journal*, vol. 17, n° 1 (printemps-été). En ligne. <<http://www.cato.org/pubs/journal/cj17n1/cj17n1-8.pdf>>. Consulté le 30 juillet 2007.

Habel, Janette. 2004. «Cuba entre pressions externes et blocages internes». *Le monde diplomatique* (juin), p. 20-21.

Henken, Ted. 2002. «“Vale Todo” (Anything Goes): Cuba’s Paladares». In *Cuba in transition: volume 12*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 344-353. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Jiménez, Marina. 2005 . «White sand, blue water, black market». *Globe and Mail* (Toronto, Canada), 16 juillet 2005.

Lautier, Bruno. 1994. *L'économie informelle dans le Tiers Monde*. Coll. Repères, no. 155. Paris : La Découverte, 125 p.

Lázaro Cabarrouy, Sergio. 2006. «Los trabajadores cubanos y sus derechos». *Revista Vitral*, vol. 12, n° 72 (mars-avril). En ligne. <<http://www.vitral.org/vitral/vitral72/jyp.html>>. Consulté le 15 août 2006.

Martínez Heredia, Fernando. 2001. «La gauche et le marxisme à Cuba». In *Cuba, quelle transition?*, Alonso Tejada, Aurelio et al., p. 49-76. Paris ; Montréal: Harmattan.

Martínez, Osvaldo. 2001. «Cuba dans le contexte de l'économie mondiale». In *Cuba, quelle transition?*, Alonso Tejada, Aurelio et al., p. 167-179. Paris ; Montréal: Harmattan.

McFalls, Laurence H. 2005. «L'État bâtard: illégitimité et légitimation chez Max Weber». in *La légitimité de l'État et du droit*, Coutu, Michel et Guy Rocher, p. 384. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

—. 1993. «Une Allemagne, deux sociétés distinctes: les causes et conséquences culturelles de la réunification». *Revue canadienne de science politique*, vol. 26, n° 4 (décembre), p. 721-743. En ligne. <<http://www.jstor.org/view/00084239/sp050104/05x1559y/0>>. Consulté le 6 août 2007.

Nova González, Armando. 2003. «Economía y dolarización». *Cuba siglo XXI - Economía*, n° XXVII (mars), 28 p. En ligne. <http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/economia/nova5_280203.pdf>. Consulté le 27 novembre 2005.

Olney, Patricia. 2004. «Cuba Through Mexico's Mirror». In *Cuba Today: Continuity and Change since the "Periodo Especial"*, Font, Mauricio A. (dir. publ.), Scott Larson, et Danielle Xuereb, p. 229-244. New York: Bildner Center for Western Hemisphere Studies.

Pérez-López, Jorge F. 1999. «Corruption and the Cuban Transition». In *Cuba in transition: volume 9*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 453-468. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Pérez Villanueva, Omar. 2002. «Ciudad de La Habana, desempeño económico y situación social». *Cuba siglo XXI - Economía*, n° XVI (avril), 22 p. En ligne. <http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/economia/villanueva1_310302.htm>. Consulté le 6 octobre 2006.

Puerta, Ricardo A. 2003. «Remesas Familiares y la Política Pública Cubana». In *Cuba in transition: volume 13*, Association for the Study of the Cuban Economy, p. 433-440. Coral Gables (Florida): Association for the Study of the Cuban Economy.

Ranis, Gustav et Stephen Kosack. 2004. «Growth and Human Development in Cuba's Transition». *Institute for Cuban and Cuban-American studies, University of Miami*, 43 p. En ligne. <http://ctp.iccas.miami.edu/Research_Studies/GRanis_SKosack.pdf>. Consulté le 7 novembre 2006.

Ritter, Archibald R. M. 2005a. «Cuba's Underground Economy». *Department of Economics and School of International Affairs, Carleton University : Carleton Economic Papers* (janvier), 40 p. En ligne. <<http://www.carleton.ca/economics/cep/cep04-12.pdf>>. Consulté le 29 novembre 2005.

Ritter, Archibald R. M. 2005b. «Survival Strategies and Economic Illegalities in Cuba». *Department of Economics and School of International Affairs, Carleton University : Seminar schedule 2004-2005* (novembre), 23 p. En ligne. <<http://www.carleton.ca/economics/seminars>>. Consulté le 29 novembre 2005.

—. 2006. «Economic Illegalities and the Underground Economy in Cuba». *Canadian Foundation for the Americas (FOCAL) : Background Briefings* (mars), 20 p. En ligne. <http://www.cubasource.org/pdf/economic_illegalities.pdf>. Consulté le 8 juillet 2006.

Rosales, Lucía. 2003. «Reseña sobre la economía informal y su organización en América latina». *El Global Labour Institute*, 22 p. En ligne. <http://www.global-labour.org/la_economia_informal.htm>. Consulté le 30 juillet 2007.

Ross, James E. 2004. «Food Security in Cuba». In *Cuba Today: Continuity and Change since the "Periodo Especial"*, Font, Mauricio A. (dir. publ.), Scott Larson, et Danielle Xuereb, p. 115-125. New York: Bildner Center for Western Hemisphere Studies.

Roux, Maryse. 1999. «L'intendance quotidienne à La Havane dans les années 90». *Cahiers des Amériques latines : Dossier : ¿ Cuba sí, Cuba no ?*, n° 31/32, p. 121-143.

Snow, Anita. 2005. «Cuba Raises Pay, Castro Attacks 'New Rich'». *San José Mercury news* (Silicon Valley, États-Unis), 23 novembre 2005. En ligne. <<http://www.mercurynews.com/ml/mercurynews/news/world/13243921.htm>>. Consulté le 23 novembre 2005.

Tablada, Carlos. 2001. «Les nouveaux agents économiques dans une société socialiste». In *Cuba, quelle transition?*, Alonso Tejada, Aurelio et al., p. 27-49. Paris ; Montréal: Harmattan.

Toledo López, Virgilio. 2004. «Una ley justa: garantía de bienestar y seguridad ciudadana». *Revista Vitral*, vol. 11, n° 62 (juillet-août). En ligne. <<http://www.vitral.org/vitral/vitral62/jyp.htm>>. Consulté le 12 août 2006.

Tulchin, Joseph S., Lilian Bobea, Mayra P. Espina Prieto et Rafael Hernández (dir. publ.). 2005. *Changes in Cuban Society Since the Nineties*. Coll. Woodrow Wilson Center Reports on the Americas, no. 15. Washington (DC) : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 290 p.

Valdés Hernández, Dagoberto. 2002. «Maltar al inocente». *Revista Vitral*, vol. 8, n° 48 (mars-avril). En ligne. <<http://www.vitral.org/vitral/vitral48/educiv.htm>>. Consulté le 13 août 2006.

—. 2003a. «"Levantarse la cabeza"». *Revista Vitral*, vol. 10, n° 57 (septembre-octobre). En ligne. <<http://www2.glauco.it/vitral/vitral57/educiv.htm>>. Consulté le 11 décembre 2005.

—. 2003b. «¿Qué está pasando en Cuba con los derechos económicos y sociales?». *Revista Vitral*, vol. 10, n° 58 (novembre-décembre). En ligne. <<http://www2.glauco.it/vitral/vitral58/educiv.htm>>. Consulté le 11 décembre 2005.

Vázquez Montalbán, Manuel. 2001. *Et Dieu est entré dans La Havane*. Paris : Éditions du Seuil, 574 p.